

# LA DÉCROISSANCE : UNE ALTERNATIVE POUR LE QUÉBEC ?

Par Alix Ruhlmann

Essai présenté en vue de l'obtention du double diplôme  
Maîtrise en gestion de l'environnement  
Master en sciences et gestion de l'environnement, à finalité pays en développement

Sous la direction de Monsieur François Delorme

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (Canada)  
UNIVERSITÉ DE LIÈGE (Belgique)

Octobre 2018

## SOMMAIRE

Mots-clés : décroissance, crise environnementale, crise sociale, crise politique, transition, changement de paradigme

Nombreuses sont les crises qui menacent actuellement l'environnement et les sociétés, le Québec n'y fait pas exception. Dans un tel contexte, cet essai présente donc la situation que connaît la province relativement aux thématiques suivantes : économie, bien-être, dynamiques sociales, environnement et politique ; les éléments particulièrement problématiques y étant mis de l'avant. Pour donner suite à leur analyse, plusieurs recommandations sont émises afin d'identifier quelles transformations seraient profitables pour le Québec. Ces recommandations s'inspirent plus particulièrement des idées promues dans le cadre de la décroissance.

La décroissance est une approche qui vise tout d'abord à réduire l'impact environnemental des activités anthropiques et à accroître le bien-être des sociétés. Il s'agit donc de revaloriser l'environnement et le bien-être collectif de la population plutôt que de survaloriser des concepts économiques tels que le produit intérieur brut et le taux de chômage. Pour ce faire, la transition proposée mise sur une réduction des flux énergétiques et matériels passant dans l'économie aux profits d'une augmentation des interactions humaines ainsi que de l'implication citoyenne.

Les recommandations faites dans cet essai cherchent donc à faire le pont entre la décroissance et les réalités québécoises. Elles proposent ainsi de commencer par informer les citoyens, puis de renouveler le capital moral, de repenser la taille de l'économie, de réduire les inégalités socio-économiques et finalement de mettre en place des réformes institutionnelles. Elles permettent donc de voir comment les résultats de recherche présentés dans la littérature pourraient concrètement alimenter les réflexions et les politiques afin de répondre aux crises et aux enjeux sociétaux québécois actuels.

## **REMERCIEMENTS**

Avant d’aller plus loin, je tiens à souligner la contribution active des personnes suivantes.

Merci d’abord à mon directeur, François Delorme, pour son inconditionnel soutien et pour m’avoir fait redécouvrir le concept de décroissance.

Merci ensuite aux individus exceptionnels qui ont accepté de répondre à mes questions. Merci à Patrick Rondeau, Serge Mongeau, Yves-Marie Abraham et Denis Leclerc.

Merci aux membres du Collectif Décroissance conviviale, en particulier à Sarah Cacoub et Abrielle Sirois Cournoyer.

Merci également à mes collègues de l’Université de Sherbrooke avec lesquelles j’ai pu échanger, renforcer mon argumentaire et assurer la qualité de ce travail. Merci à Estelle Machon, Chloé Gaudreau et Donna Haché.

Merci à mon Grand-Père pour ses commentaires et sa relecture rigoureuse.

Finalement, merci à mon entourage pour leur patience et leur soutien alors que ce travail devenait particulièrement exigeant.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1 MISE EN CONTEXTE : ÉTAT DES LIEUX.....	6
1.1 Economie .....	6
1.1.1 Produit intérieur brut.....	6
1.1.2 Emploi .....	7
1.1.3 Finance .....	7
1.2 Social : Bien-être .....	8
1.2.1 Education .....	9
1.2.2 Équité économique .....	9
1.2.3 Santé .....	9
1.2.4 Loisirs .....	10
1.3 Social : Dynamiques humaines .....	11
1.3.1 Place de l'élite économique .....	11
1.3.2 Démographie.....	11
1.4 Environnement .....	12
1.4.1 Contexte légal .....	12
1.4.2 Énergie .....	12
1.4.3 Ressources naturelles .....	13
1.4.4 Pollution .....	14
1.5 Politique .....	15
1.5.1 Processus électoral .....	15
1.5.2 Consultations publiques.....	16
1.5.3 Participation sociale .....	17
1.5.4 Mouvements altermondialistes .....	17
2 UN QUÉBEC 2.0 .....	19
2.1 Opinions et dialogue .....	19
2.2 Intérêts communs à tous .....	21
3 QU'EST-CE QUI CLOCHE?.....	22
3.1 Omniprésence de la croissance .....	22
3.2 Conséquences de la croissance.....	23
4 THÉORIES ET MODÈLES ALTERNATIFS.....	26
4.1 Décroissance .....	27
4.1.1 Aspect environnemental.....	28
4.1.2 Aspect social.....	28
4.1.3 Aspect économique .....	29
4.1.4 Aspect politique .....	29

4.1.5	Mise en œuvre .....	30
4.2	Économie stationnaire .....	31
4.3	A-croissance .....	32
4.4	Croissance sélective (ou décroissance sélective).....	33
4.5	Dé-croissance .....	37
5	RECOMMANDATIONS CONCRÈTES POUR LA MISE EN PLACE DE LA DÉCROISSANCE .....	38
5.1	Décroissance au Québec.....	39
5.2	Informers les citoyens .....	39
5.2.1	Partage du message .....	40
5.2.2	Forme du message .....	41
5.2.3	Contenu du message.....	43
5.3	Renouvellement du capital moral.....	44
5.3.1	Discours public et discours privé .....	45
5.3.2	Espaces démonétarisés.....	46
5.4	Repenser la taille de l'économie : équilibre entre production, consommation et travail....	47
5.4.1	Production.....	48
5.4.2	Consommation.....	52
5.4.3	Temps de travail.....	58
5.5	Pauvreté et inégalité socio-économiques.....	66
5.5.1	Définitions .....	66
5.5.2	Réflexions.....	67
5.5.3	Pauvreté et valeurs dé-croissancistes.....	70
5.5.4	Inégalités et valeurs dé-croissancistes.....	71
5.5.5	Hausse de la pauvreté et des inégalités.....	74
5.5.6	Réduction des inégalités .....	75
5.6	Réformes institutionnelles.....	80
5.6.1	Réforme démocratique.....	83
5.6.2	Réforme des entreprises.....	89
5.6.3	Réforme de la monnaie.....	91
5.6.4	Réformes des stratégies nationales d'emploi.....	91
5.6.5	Réforme de l'éducation .....	94
	CONCLUSION.....	97
	RÉFÉRENCES.....	99
	BIBLIOGRAPHIE .....	129
	ANNEXE 1 : RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS .....	131
	ANNEXE 2 : TAXES PIGOUVIENNES .....	131
1.	Aspect théorique.....	133

2.	Inégalités .....	134
3.	Aspect économique.....	136
ANNEXE 3 : EMPLOI GARANTI ET INÉGALITÉS SALARIALES .....		138
1.	Emploi garanti .....	138
2.	Inégalités de salaire.....	139
ANNEXE 4 : MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES .....		143
1.	Limites nécessaires.....	143
2.	Potentiel à encadrer.....	145

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 5.1	Cercle vicieux de l'inégalité	p.68
Tableau 4.1	Résumé des alternatives à la croissance	p.36
Tableau 5.1	Exemple de répartition des heures de travail dans une situation fictive de réduction des heures totales de travail	p.60
Tableau 5.2	Exemple de répartition des heures de travail dans une situation où le temps de travail total demeure stable	p.61

## LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence Internationale de l'Énergie
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CEPE	Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion
CES	Chantier de l'économie sociale
ERE	Éducation relative à l'environnement
ÉSS	Économie sociale et solidaire
FSR	Finance socialement responsable
GES	Gaz à effet de serre
GQ	Gouvernement du Québec
INM	Institut du Nouveau Monde
ISQ	Institut de la statistique du Québec
LQe	Le Québec économique
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MDN	Mouvement démocratie nouvelle
MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFC	Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs
MLC	Monnaie locale complémentaire
MLCQ	Monnaie locale complémentaire à Québec
MQDC	Mouvement québécois pour une décroissance conviviale
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
NEF	<i>New Economics Foundation</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PIB	Produit intérieur brut
RDV	Rendez-vous national de la main d'œuvre



## LEXIQUE

À la marge	De moindre importance ; proche, sans pour autant en faire partie (L'internaute, s. d.)
Approche ascendante (traduction libre de <i>bottom-up approach</i> )	Qualifie une méthode ou procédure allant du niveau d'abstraction le moins élevé vers le niveau le plus élevé (Termium, s. d.a)
Approche descendante (traduction libre de <i>top-down approach</i> )	qualifie une méthode ou procédure allant du niveau d'abstraction le plus élevé vers le niveau le moins élevé (Termium, s. d.b)
Axiome	Énoncé admis comme base d'une construction intellectuelle, vérité admise par tous, sans discussion (Larousse, s. d.a)
Bien-être	État agréable résultant de la satisfaction des besoins du corps et de l'esprit ; qui permet une existence agréable (Larousse, s. d.b)
Capacité de support	Pression maximale que peut supporter un écosystème sans perdre son intégrité (Office québécois de la langue française, 2011)
Chambre écho	Situation dans laquelle l'information, les croyances, ou les faits sont renforcées par la répétition dans un système fermé qui ne permet pas les idées et les concepts alternatifs (Traduction libre de : Technopedia, s.d.)
Coefficient de Gini	Outil statistique permettant de mesurer la distribution des salaires dans une population (Investopedia, s. d.b)
Coefficient d'élasticité de remplacement du travail par le capital (traduction libre de <i>elasticity of substitution between labour and capital</i> )	Coefficient variant entre 0 et 1 permettant d'exprimer la sensibilité du travail à la variation du capital (inspiré de l'Académie de Bordeaux, s. d.)
Coïncidence des besoins	Situation où deux individus veulent exactement ce que l'autre a à offrir, de telle sorte qu'une opération de troc est bénéfique pour les deux (s. a., s. d.)
Commodifier	Donner une valeur à un élément, de telle sorte qu'il devienne un bien économique (Merriam-Webster, s. d.)
Dépréciation	Méthode comptable permettant de répartir le coût d'un actif sur l'ensemble de sa durée de vie. Elle permet de prendre en compte la diminution de la valeur de l'actif (Investopedia, s. d. a).

Dissonance cognitive	lorsque les circonstances amènent une personne à agir en désaccord avec ses croyances (Vaidis et Halimi-Falkowicz, 2007)
Droit par l'achat (traduction libre de <i>right by purchase</i> )	Droit acquis par celui qui met en œuvre un paiement
Enjeu social	Enjeu qui concerne les rapports entre les individus ainsi que leurs conditions de vie (Larousse, s. d.f)
Enjeu sociétal	Enjeu qui se rapporte aux divers aspects de la vie sociale des individus, en ce qu'ils constituent une société organisée. Un tel enjeu peut donc avoir à la fois des implications sociales, politiques, économiques, etc. (tiré de Larousse, s. d.g)
Externalité	Conséquence d'une activité économique qui ne serait pas associée à un paiement ou à un autre type de compensation
Modèle libéral	Système économique dans lequel les agents économiques (entreprises, individus) ont la liberté de vendre et d'acheter des biens, des services et des capitaux. Une économie de marché s'oppose à une économie planifiée dans laquelle toutes les grandes décisions sont prises par l'État (Perspective monde, s. d.)
Monnaie fondante	Monnaie qui perd de la valeur avec le temps, ce qui empêche l'accumulation de richesses (ADML63/Doume, s.d.)
<i>Nudge</i>	Incitation douce ou coup de pouce donné à un individu ou consommateur pour modifier son comportement (Bathelot, 2017)
Principe de pollueur-payeur	Principe qui consiste en faire payer la pollution par ceux qui la génèrent (LesAffaires, 2009, 29 juillet)
Principe de précaution	Mesures de protection de la santé et de l'environnement prises par les pouvoirs publics pour éviter les risques liés à l'utilisation d'un produit, en cas de doute sur son innocuité, à l'éventualité d'une épidémie (Larousse, s. d.c)
Schisme	Scission dans un groupement (Larousse, s. d.d)
Surestarie	Somme payée en compensation du temps pendant lequel est immobilisé de l'argent sur un compte (inspiré de Larousse, s. d.e)

Taux de rendement sur le capital (traduction libre de *rate of return on capital*)

Rapport entre les revenus tirés d'un capital et celui-ci (Mimi économie, s. d.)

Théorie du ruissellement

Théorie selon laquelle la réduction de taxes et l'augmentation des bénéfices des plus fortunés bénéficiera aux membres moins fortunés de la société (Investopedia, s. d.c)

## INTRODUCTION

En 2018, crises et consternations semblent omniprésentes dans toutes les sociétés (Kallis, Kerschner et Martinez-Alier, 2012). Guerres. Crises économiques. Crises démographiques. Hausse des taux de suicide. Pauvreté. Analphabétisme. Obésité. Les médias bombardent la population de nouvelles sans cesse plus déprimantes. A entendre les biologistes, sociologues, psychologues et autres scientifiques, la situation ne cesserait de se dégrader, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés, affectant autant les petits villages que les grandes villes. L'espèce humaine semblerait rendue incapable de continuer à améliorer sa situation. Pourtant, depuis plusieurs années, de nombreuses améliorations ont été notées : hausse de l'espérance de vie, démocratisation des sociétés, amélioration des conditions de travail, augmentation des temps libres, etc. Tenter de comprendre ces crises permet d'en identifier les causes et de proposer des solutions adaptées.

La première crise à laquelle fait face l'humanité est la crise économique. Récemment, de nombreuses crises de ce genre ont frappé la planète, affectant durablement la vie de populations entières (British Broadcasting Corporation, 2017, 9 juin ; Seibt, 2016, 12 février). Plusieurs auteurs s'accordent en particulier pour dire que ces crises sont inéluctables vu les logiques économiques du modèle actuel, le modèle économique dit « libéral » ou « néo-libéral », fondé sur le fonctionnement du libre marché. Ce seraient les logiques mêmes qui le sous-tendent qui seraient défaillantes (Schneider, Kallis et Martinez-Alier, 2010). Aymeric Caron décrit ce modèle économique comme reposant sur le mensonge et l'illusion (Caron, 2018, 30 janvier). De plus, l'omniprésence qu'a prise l'économie dans les sociétés n'a fait qu'accentuer le problème et en répandre les conséquences à différents niveaux de la société (Matthey, 2010).

Une autre sphère où une crise importante est présente concerne le bien-être. Depuis quelques années, il semblerait que ce dernier ait, dans une certaine mesure, cessé de croître dans plusieurs pays, en particulier dans les pays ayant un produit intérieur brut (PIB) élevé (Jackson, 2009). Plusieurs résultats montrent en effet que la traditionnelle relation entre bien-être et croissance économique est loin d'être parfaite, en particulier une fois un certain seuil de développement économique atteint (Abraham, 2014 ; Lawn et Clarke, 2010 ; Programme des Nations unies sur le développement, s. d. ; Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009). Bien que certains auteurs continuent d'arriver à des résultats selon lesquels la croissance économique peut contribuer au bonheur si les outils adéquats sont mis en place, il peut malgré tout sembler discutable de ne pas remettre en question certaines stratégies et politiques (Hrotkó et al., 2018). En effet, malgré les importantes divergences enregistrées par les chercheurs,

l'augmentation du PIB continue d'être considérée comme étant l'unique voie menant à l'amélioration du bien-être et donc LA voie favorisée par les gouvernements et les citoyens. Il n'est donc pas forcément surprenant que les résultats ne soient plus au rendez-vous dans certaines sociétés et que des problèmes de santé physique et mentale, d'éducation et d'iniquité sociale commencent à poindre : la solution ne répond plus forcément aux problèmes rencontrés.

En troisième lieu, les modifications toujours plus rapides des sociétés, des modes de vie et des économies provoquent d'importants changements au niveau des dynamiques sociales. Or, la gestion de ces dynamiques n'est pas toujours évidente et peut contribuer à l'aggravation d'autres problématiques. Par exemple, le vieillissement de population entraîne des difficultés en matière de retraite, l'accroissement des mouvements migratoires peut mener à des problèmes de pauvreté et les taux élevés de natalité dans certains pays accroissent la pression mise sur l'environnement.

Ensuite, dans tous les pays du monde, une crise environnementale est à l'œuvre. Le nombre d'indicateurs témoignant de dommages irréversibles infligés à la planète par les activités anthropiques est sans cesse croissant. De fait, ces activités extraient sans cesse davantage de ressources de l'environnement tout en y rejetant des quantités toujours croissantes de déchets. Les dommages ainsi causés sont, entre autres, visibles au travers des changements climatiques, de la perte de biodiversité, de la destruction d'espaces naturels ou encore de la dégradation des biotopes. Pourtant, dans ce domaine en particulier, de nombreuses solutions ont été développées. Un réel problème demeure cependant en ce qui a trait à leur mise en application étant donné qu'elle requiert souvent de profonds changements comportementaux. En outre, dans plusieurs cas, ces solutions sont considérées comme de coûts économiques, ce qui ne favorise pas leur mise en œuvre (Victor, 2011). Le manque général de réelle motivation politique et sociétale empêche donc toute implémentation sérieuse ; politiciens et citoyens ne semblent pas considérer avec réalisme la situation à laquelle ils font face (Caron, 2018, 30 janvier).

Enfin, une crise importante est également présente au niveau politique et en ce qui a trait à l'engagement citoyen. Cette crise est visible à plusieurs niveaux. Par exemple, la corruption et la perte de confiance vis-à-vis des politiciens ont frappé de plein fouet nombre de pays dans les dernières années. De plus, de nombreux politiciens ont dû quitter leur poste pour divers scandales, réduisant encore la confiance envers ceux-ci et le système en général. En conséquence, le cynisme face aux institutions et à la démocratie se fait sans cesse croissant (Gauchet, 2008 ; Foutrier, 2017, 27 juin). En

outre, dans de nombreux pays, l'implication éclairée des citoyens se raréfie au profit des mouvements racistes et populistes. Alors que les crises précédemment évoquées et la complexification du monde rendent de plus en plus ardue la gouvernance, poursuivre avec les méthodes traditionnelles ne semble plus adapté.

Les différentes crises présentées ici sont toutes fortement liées aux modes de vie actuels et aux schèmes de pensée contemporains. Pour les régler, il n'est donc plus possible de poursuivre la recherche de solutions à l'intérieur des paradigmes traditionnels tel que le modèle libéral. Or, un tel exercice n'est pas forcément chose aisée. Tel qu'exprimé par Aymeric Caron, le modèle actuel ne permet pas de rêver ; il ne fait qu'autoriser des améliorations « à la marge », à l'intérieur-même de ce modèle (Caron, 2018, 30 janvier). Or, ce type d'amélioration ne permet pas de régler directement les problèmes à la source, mais simplement de les déplacer. Pourtant, c'est d'une mise à jour complète du système dont le monde aurait besoin. Dans cet esprit, de nombreux chercheurs (économistes, sociologues, politologues, environnementalistes, etc.) ont carrément proposé de commencer par remettre en cause l'impératif de croissance. De fait, c'est cet impératif qui pousse à mettre davantage de pression sur les travailleurs, qui fait primer la recherche du profit sur tous les autres intérêts, qui rend justifiable une exploitation toujours croissante de l'environnement, qui donne plus de place politiquement à certains groupes d'influence ; bref, c'est cet impératif qui est derrière une multitude de problématiques existantes et préoccupantes. Il est donc temps de profiter des crises pour développer de nouvelles façons de penser et de fonctionner en société ; en nous forçant à changer, elles nous donnent la chance de tenter de créer une nouvelle civilisation.

L'essai qui suit se concentre géographiquement sur la situation québécoise. Évidemment, la remise en question du modèle actuel est à développer partout dans le monde, et ne se limite pas uniquement au Québec. Cependant, travailler à l'échelle de la province permet à la fois de pouvoir développer des stratégies nécessitant une certaine autorité législative et d'adapter à des réalités ciblées les solutions proposées dans la littérature. Cet essai cherche à pousser plus loin la réflexion portant sur les pistes de solution vis-à-vis de cette quintuple crise afin de comprendre comment ces dernières peuvent être mises en place. La principale avenue qui sera développée sera celle de la remise en cause du paradigme de la croissance. De fait, de nombreux articles ont été rédigés et plusieurs réflexions ont été développées sur le sujet afin de déterminer sa capacité à renverser les tendances destructrices actuellement à l'œuvre. En outre, différentes alternatives ont été proposées pour remplacer cette quête infinie vers une croissance matérielle et économique. Concrètement, c'est donc sous la forme

de recommandations tangibles, réalistes et logiquement articulées entre elles, que cet essai proposera de s'écarter de la croissance afin de répondre aux difficultés vécues par le Québec en termes économiques, sociaux, environnementaux et politiques.

Le Québec que ces recommandations cherchent à créer est un Québec équitable. Un Québec où l'éducation et la santé cessent de faire la une des journaux à cause de leurs problèmes. Un Québec où les communautés sont conviviales et où les décisions politiques, mais aussi économiques, gardent une échelle humaine. Un Québec où l'environnement cesse d'être vu comme une ressource à exploiter et gagne plutôt un statut protégé inaliénable, car son exploitation n'est plus « nécessaire ». Un Québec où la consommation et le travail ne sont plus les deux valeurs les plus importantes dans la vie des citoyens. Un Québec où personne ne se couchera le ventre creux dans l'indifférence. Un Québec où la finance cessera d'être un mécanisme pour l'enrichissement des nantis et deviendra l'outil permettant le développement d'innovations sociales et environnementales stimulantes. Un Québec qui saura garder sa place dans le monde sans pour autant continuer à exploiter ses voisins. Un Québec qui inspirera les générations à venir.

Évidemment, vu les limites temporelles et techniques liées à la rédaction de cet essai, toutes les facettes des solutions et des problématiques ne seront pas abordées. Cependant, en quelques occasions, des pistes sont proposées afin d'orienter de futures recherches permettant d'affiner les résultats de l'essai.

Cet essai appuie ses recommandations sur un grand nombre d'articles scientifiques publiés dans des revues révisées par les pairs. Ces articles traitent de sujets variés comme l'économie, la psychologie, la philosophie ou la sociologie<sup>1</sup>. En outre, afin d'arrimer ces recommandations aux réalités québécoises, l'expertise de divers acteurs québécois et les articles de certains médias sont également mis à contribution. Finalement, un nombre important de documents préparés par des ministères fédéraux et provinciaux est également utilisé pour étayer les éléments présentés.

La section 1 brossera un bref portrait du Québec dans les domaines économique, social, environnemental et politique. Cette analyse visera à assurer une bonne adéquation entre les recommandations faites et la situation récente du Québec. Elle tentera de répondre à la question : Où

---

<sup>1</sup> En particulier, les journaux *Ecological Economics* et *Journal of Cleaner Production* ont été largement utilisés.

en sommes-nous ? Et fera ressortir l'intérêt d'une remise en cause des paradigmes. La section 2 tentera quant à elle de répondre à la question : Où voulons-nous aller? Elle proposera donc différents objectifs que pourrait souhaiter le Québec à long terme afin d'orienter le choix de nouvelles politiques. Par la suite, les sections 3, 4 et 5 répondront à la question : Comment pouvons-nous y arriver ? La première de ces trois sections tentera d'identifier quelles sont les causes des problèmes présents au Québec. Dans la deuxième de ces sections, ce sont différentes alternatives à la croissance qui seront proposées tandis que dans la dernière, les recommandations les plus adaptées et les plus réalistes dans le contexte spécifique du Québec seront identifiées. Parmi ces recommandations finales se retrouvent des mesures touchant à la réduction de la production, du temps de travail et de la consommation, à la lutte contre les inégalités ainsi qu'au partage du message et des valeurs déviant du dogme de la croissance.



## **1 MISE EN CONTEXTE : ÉTAT DES LIEUX**

Au Québec, les crises que connaît le monde sont également présentes. Cependant, le contexte local offre certaines variations par rapport à la tendance globale. La section qui suit met justement en lumière ces particularités qui permettront l'émission de recommandations pertinentes et utiles. Ce sont donc tour à tour les secteurs économique, social, environnemental et politique qui seront très brièvement détaillés ci-dessous. Seront présentées tant des statistiques clés que des enjeux sociétaux récents. En particulier, ce sont les éléments sur lesquels les recommandations reviendront à la section 5 qui seront abordés et traités.

### **1.1 Économie**

L'économie est un aspect important du Québec moderne. De fait, pour le parti actuellement au pouvoir, l'économie est : « un élément fondamental afin d'assurer l'épanouissement de tous au sein de la société »<sup>2</sup> (Parti libéral du Québec, 2018). Elle prédomine ainsi dans de nombreux aspects des programmes mis en place par le gouvernement où le social et l'économique sont très étroitement tissés (Le Québec économique [LQe], 2018 ; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles [MERN], 2016). La section qui suit brosse un très bref portrait de certains éléments clés de l'économie québécoise.

#### **1.1.1 Produit intérieur brut**

Traditionnellement, l'indicateur économique par excellence est le PIB. Selon Statistique Canada, il « correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et services produits sur le territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée. » (Statistique Canada, 2017a). L'intérêt de la croissance du PIB en lui-même est une question hautement discutée sur la scène internationale. Depuis plusieurs années, de nombreuses recherches ont ainsi été menées pour tenter de remédier aux importantes lacunes de cet indicateur et pour proposer des alternatives plus adéquates (Stiglitz et al., 2009). Actuellement, au Québec, la mesure du PIB demeure cependant importante. Ainsi, actuellement, après avoir connu plusieurs années de croissance continue, il s'élève désormais à une valeur de 376 milliards \$ CAN (Gouvernement du Québec [GQ], 2018a ; Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2018e).

---

<sup>2</sup> Il est également possible de souligner la place de l'économie, des finances et du budget dans le discours inaugural de l'actuel premier ministre québécois, prononcé le 12 mai 2014 (Premier ministre du Québec, 2014).

### 1.1.2 Emploi

Dans la société et l'économie actuelles, l'emploi est également un élément important à analyser. De fait, vu la part importante de temps et d'énergie accordée à cette tâche au cours d'une vie, saisir la situation de l'emploi d'une société donne beaucoup d'information sur ses dynamiques sociales. Le Québec en particulier est l'un des pays de l'Organisation de coopération de développement économique (OCDE) où les salariés reçoivent le moins de congé annuels ; le travail y occupe donc une part importante du mode de vie (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, 2016 ; Organisation de coopération et de développement économique [OCDE], 2016). Pour décrire adéquatement la situation du marché du travail au Québec, de nombreux indicateurs sont calculés régulièrement. Parmi ceux-ci, il y a, par exemple, le nombre d'employés se sentant surqualifiés ou sous-qualifiés<sup>3</sup>, l'inégalité géographique de l'emploi<sup>4</sup>, le taux de sous-emploi<sup>5</sup>, le taux de chômage<sup>6</sup> ou encore le taux de satisfaction face à l'emploi occupé.<sup>7</sup> Cependant, ces statistiques ne peuvent avoir de la valeur que lorsqu' évaluées relativement à la raison d'être de l'emploi au Québec. Par exemple, le taux de surqualification ne signifie pas la même chose pour la société si un emploi est un moyen de s'accomplir en tant qu'individu ou s'il est un moyen de gagner un salaire. Avant de juger de ces statistiques, il est donc nécessaire d'établir clairement quel est l'objectif de l'emploi au sein de la société québécoise.

### 1.1.3 Finance

Finalement, un secteur économique particulièrement sensible dans le cadre de l'analyse et la résolution des différentes crises auxquelles le monde fait face est celui de la finance. En effet, bien qu'il puisse être utile pour « favoris[er] la multiplication des occasions d'affaire » (ISQ, 2006), le monde de la finance semble désormais dominer l'économie réelle et n'est plus un outil au service de celle-ci ;

---

<sup>3</sup> En 2012, entre 15 et 35 % des travailleurs se décrivaient comme surqualifiés par rapport à leur niveau d'étude, une situation répandue de nombreux pays de l'OCDE où la moyenne est de 25 % (Cloutier-Villeneuve, 2017 ; OCDE, 2011).

<sup>4</sup> Systématiquement, depuis 2006 au moins, c'est dans les régions ressources que le taux d'emploi est le plus faible (55,2 % en 2016). (Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, 2017). Ainsi, en 2017, c'est dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine que le taux de chômage était le plus élevé (11,7 %), tandis que Chaudière-Appalaches affichait le taux de chômage le plus faible (3,5 %). (ISQ, 2018d).

<sup>5</sup> En 2014, le sous-emploi touchait environ 188 400 Québécois (Demers 2015).

<sup>6</sup> Pour ce qui est du taux de chômage dans la province, l'année 2017 fut une année historique puisque ce dernier n'atteignait même pas la faible valeur de 5 % à la fin de l'année. Cette situation fut rendue possible par une importante création d'emplois à temps plein (généralement 40 h par semaine), tant dans le secteur privé que dans le secteur public (Emploi Québec, 2017b ; Institut du Québec, 2017).

<sup>7</sup> Actuellement, au Québec, peu de chiffres existent sur le sujet. Cependant, la réflexion quant à l'intérêt de prendre en compte un tel paramètre se développe de plus en plus (ISQ, 2017).

un décalage existe désormais entre les deux champs d'expertise (D'Alisa, Demaria et Cattaneo, 2013 ; O'Connor, Nadeau et Verreault, 2006, p. 21 ; Martínez-Alier, Pascual, Vivien et Zaccai, 2010 ; Tokic, 2012). Cependant, au Québec, il existe une importante proportion de l'épargne totale (50 %) qui repose sur la finance socialement responsable (FSR) (Institut de recherche en économie contemporaine, 2017). Il s'agit d'une catégorie de finance ayant des « objectifs extra-financiers [visant à] réduire les écarts [entre] les enjeux sociaux et environnementaux [...] et [...] la recherche de profit » (Cap Finance, s. d.). La FSR englobe donc des fonds visant à financer des pratiques environnementales durables ou encore à encourager le développement de l'économie sociale et solidaire.<sup>8</sup> Bien que la FSR soit fortement méconnue des particuliers (seuls 43 % en avaient déjà entendu parler 2014), elle reste clé dans le paysage financier québécois (Durif et Plant, 2014). Si les bonnes mesures sont mises en place, le secteur financier est donc un secteur qui a le potentiel d'avoir une influence positive sur le développement économique et social du Québec.

## **1.2 Social : Bien-être**

La sous-section suivante présente différents indicateurs du bien-être. Il est en effet possible de remettre en question la situation du bien-être dans un Québec où le seuil théorique du ratio PIB par habitant est déjà le double de celui à partir duquel le bien-être stagne<sup>9</sup> (Abraham, 2014). Étant donnée la complexité de ce concept, les éléments présentés ici sont le fruit d'un amalgame de thématiques proposées par divers auteurs (Boarini, Johansson et d'Ercole, 2006, p.6 ; Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2014a ; O'Neil, 2012). Un tel amalgame est nécessaire étant donné que la variété et la subtilité de la psyché humaine sont infiniment plus complexes que ne pourrait le refléter l'usage d'un seul indicateur. Comme le souligne un rapport de l'OCDE produit en 2006, « toute évaluation complète du bien-être ne peut s'appuyer uniquement sur le PIB ou d'autres indicateurs monétaires », des indicateurs qui réduisent l'Humain à sa consommation et à la part commodifiable de ses comportements (Boarini et al., 2006 ; Van den Bergh et Kallis, 2012). Grâce aux quelques éléments présentés, il est cependant possible de comprendre un peu mieux la société québécoise et quelques-unes des problématiques qui peuvent potentiellement nuire au bien-être de sa population.

---

<sup>8</sup> Au Québec, il existe ainsi le Fonds d'action québécois pour le développement durable qui « initie, suscite et soutient des actions visant à accélérer l'adoption de comportements ou de pratiques favorables au développement durable au Québec. » (Fonds d'action québécois pour le développement durable, s. d.). De son côté, le Réseau d'investissement social du Québec cherche à stimuler la croissance de l'économie sociale.

<sup>9</sup> Selon M. Abraham (2014), au Québec, le seuil atteint désormais 30 000 \$ PIB/hab plutôt que les 15 000 \$ nécessaires.

### **1.2.1 Education**

La plupart des indicateurs visant à évaluer le bonheur reconnaissent que l'éducation en représente un élément incontournable. Au Québec, il faut reconnaître que la situation est plutôt positive dans l'ensemble malgré les critiques présentées dans certains médias (Chouinard, 2018, 29 mars ; Despatie, 2015, 4 février ; Prince, 2018, 6 février). Par exemple, du côté du financement public, la part du PIB accordée aux dépenses d'éducation est plus importante que dans la moyenne des pays de l'OCDE (LQe, 2017b). Ces dépenses sont nécessaires vu l'importance du taux de diplomation dans les populations les plus nanties au Québec (Crespo, 2017). Cependant, le décrochage scolaire continue d'être une réalité pour de nombreux étudiants québécois (Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur [MEES], 2015). Permettre le soutien efficace des élèves devrait certainement être un des objectifs de n'importe quelle remise en question de la société.

### **1.2.2 Équité économique**

Un autre élément important dans l'évaluation du bien-être des Québécois est la question de l'équité économique. Empiriquement, il a ainsi été observé que dans les sociétés inéquitables, le lien entre le bien-être et la croissance économique était ténu, voire inversé (Oishi et Kesebir, 2015). Au Québec, depuis les années 1990, le coefficient de Gini est systématiquement plus faible que dans l'ensemble du Canada (LQe, 2017d). Ce bon positionnement par rapport au reste du Canada reste cependant relatif, ce dernier ne faisant lui-même pas si bonne figure sur la scène internationale (OCDE, 2018a). En outre, au Québec, la part de richesses possédées par le 1 % de citoyens possédant le revenu le plus élevé suit une tendance croissante depuis 1982 (Hébert, Posca et Tremblay-Pépin, 2013 ; Statistique Canada, 2017b). De plus, depuis 2007, le taux de faible revenu selon la mesure du panier de consommation a augmenté au Québec (Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion [CEPE], 2017). Ainsi, en dépit des bienfaits sociaux de l'équité économique de nombreuses lacunes persistent au Québec.

### **1.2.3 Santé**

Un élément supplémentaire permettant d'évaluer le bien-être de la société québécoise est la santé. Au Québec, cette mission est prise très au sérieux par le gouvernement (GQ, 2017; LQe, 2017a). Cependant, en dépit de l'important financement accordé à ce secteur, l'accès à des soins de santé n'est

pas toujours simple<sup>10</sup> (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 2018 ; Hyppolite, 2012 ; LQe, 2017g ; LQe, 2017 c ; Ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS], 2015 ; Québec solidaire, 2018). Pour ce qui est de l'état de santé lui-même, bien qu'il se soit amélioré sur certains aspects dans les dernières années, la situation n'est pas rose dans tous les domaines. Par exemple, l'espérance de vie a augmenté, sans toutefois être accompagnée par une hausse des années de vie « heureuse » (O'Neil 2012 ; Initiative sur le partage des connaissances et le développement des compétences, s. d.). Il est également possible de noter une hausse de l'obésité et du nombre de cancers dépistés<sup>11</sup> (Fondation québécoise du cancer, 2018 ; Institut national de la santé publique du Québec, 2018). Ainsi, bien que dans l'ensemble le gouvernement investisse significativement dans la santé, les résultats ne sont pas satisfaisants dans tous les domaines et d'importantes réformes sont encore nécessaires, en particulier pour réduire les écarts de santé entre les différents groupes culturels et sociaux (Chevalier et Drouin, 2014).

#### **1.2.4 Loisirs**

Le dernier élément contribuant au bien-être qui sera étudié ici est le temps de loisir. En effet, l'atteinte d'un équilibre entre le temps consacré à l'emploi, aux tâches domestiques et aux loisirs contribue fortement à un certain bien-être. Or, nombreux sont les Québécois estimant passer trop de temps au travail et pas assez avec leur famille, se sentant ainsi « tendu[s] par le manque de temps » sans pour autant être prêts ou capables de ralentir le rythme (Gravel, 2018). De tels chiffres semblent logiques lorsqu'ils sont comparés avec le nombre décroissant d'heures consacrées de manière hebdomadaires aux loisirs par l'ensemble de la société québécoise — active ou non (Pronovost, 2013).<sup>12</sup> Un autre point important à souligner est la diminution de la part allouée aux activités de « socialisation ». Cette donnée signifie qu'en dehors de leur emploi, les Québécois passent de plus en plus souvent de temps seuls (Pronovost, 2013). Retrouver un certain équilibre entre les différentes activités est certainement souhaitable pour améliorer le bien-être des Québécois.

---

<sup>10</sup> Cet accès est très inégal selon les régions. Aussi surprenant que cela puisse paraître, ce ne sont pas seulement les régions éloignées qui sont aux prises avec de sérieux problèmes d'accès à un médecin de famille, par exemple. En effet, cette problématique se fait aussi profondément sentir à Montréal (Daoust-Boisvert, 2016 ; Ouimet, 2015, 19 février).

<sup>11</sup> Cette hausse d'incidence est cependant compensée par une réduction du taux de mortalité. De plus, outre l'augmentation globale, proportionnellement, le taux d'incidence chez les hommes suit une tendance à la baisse depuis les années 1990 (Comité consultatif de la Société canadienne du cancer, 2017).

<sup>12</sup> Il demeure intéressant de noter que les Québécois travaillent cependant moins que leurs homologues ontariens (Cloutier-Villeneuve, 2013).

### **1.3 Social : Dynamiques humaines**

Il est également important de comprendre quelques dynamiques humaines qui agissent au Québec afin de comprendre de quelle forme et pour quelles raisons certaines réformes des politiques et des mentalités devraient y être suggérées.

#### **1.3.1 Place de l'élite économique**

Tout d'abord, un élément digne d'être relevé est l'augmentation de la place et la diversification du rôle joué par l'élite économique sur la scène socio-politique. Certains auteurs en viennent même à parler d'oligarchie politico-économique (Sauvé, 2013). Alors que l'implication de cette élite permet un accroissement du mécénat et du financement privé de services sociaux, il est important de noter que celui-ci se fait souvent au détriment des investissements publics et conduit à une sélection « privée » de ces financements (Pineault, 2014). Cette implication peut également conduire, dans les cas les plus négatifs, à des tentatives de corruption ou des financements illégaux.

#### **1.3.2 Démographie**

L'analyse de l'évolution de la démographie québécoise permet de souligner quelques enjeux sociaux importants. Tout d'abord, comme dans les pays de l'OCDE, la population québécoise est vieillissante (OCDE, 2018b ; Rheault et Poirier, 2012). Cette situation est à la fois le résultat d'un taux de natalité tournant aux alentours de 1,5 depuis les années 1980 — soit en dessous du seuil de renouvellement de 2,1 — et d'une espérance de vie sans cesse croissante (LQe, 2017e ; LQe, 2017f). Une telle situation affecte divers aspects de la société comme les dynamiques de l'emploi ou les besoins du système de santé et des services sociaux. Divers programmes et mesures ont donc été mis en place afin d'étudier les meilleures stratégies à mettre en place en ce sens (Bouthillette, 2016 ; Bureau, 2016 ; Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale [MESS], 2011 ; Ministère de la Famille, 2012). Un autre aspect démographique clé est la place jouée par l'immigration dans la société québécoise. De fait, la croissance démographique et le renouvellement de la force vive sont en grande partie influencés par l'immigration internationale qui tourne autour de 50 000 nouveaux arrivants par année depuis 2008 dont plus de 75 % sont en âge de travailler (ISQ, 2018b ; Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2017). Cette situation entraîne divers défis sociétaux au niveau de l'intégration de ces nouveaux arrivants à la société québécoise ; dans les réseaux sociaux, sur le marché de l'emploi ou encore dans le système de santé (ISQ, 2018a ; Médecins du monde, 2018). Ainsi, de manière générale, la démographie au Québec est fortement influencée par une population vieillissante, un faible taux de natalité et une immigration toujours présente.

En conclusion<sup>13</sup>, au vu des données présentées ci-haut, le Québec n'a pas été frappé par une crise sociale comme cela a été le cas en Europe et aux États-Unis au cours des dernières années (Nations Unies, 2012 ; Outin, 2013). Cependant, certains éléments devraient bénéficier d'une profonde remise en question pour réussir à avoir un Québec où le bien-être augmente.

## **1.4 Environnement**

Un autre aspect auquel il est intéressant de s'attarder pour avoir une meilleure compréhension de la société québécoise et des bouillonnements qui l'animent est la situation environnementale de la province.

### **1.4.1 Contexte légal**

Depuis 1972, le Québec est doté d'une loi visant « la protection de l'environnement de même que la sauvegarde des espèces vivantes qui y habitent » (*Loi sur la qualité de l'environnement* [LQE]). Cette protection et cette sauvegarde passent par le respect de normes et de seuils établis préalablement par le ministère. Depuis son entrée en vigueur, la loi a évolué au gré de l'apparition de nouveaux enjeux et de nouveaux débats sociaux.<sup>14</sup> La loi couvre ainsi désormais une importante variété d'enjeux comme la gestion des déchets, l'usage de l'eau, la pollution de l'air, les sols contaminés, etc.<sup>15</sup> Ainsi, les mécanismes qui permettent la protection de l'environnement au Québec sont bien rodés et couvrent une importante série d'enjeux.

### **1.4.2 Énergie**

L'énergie est un enjeu de taille au Québec. Étant une province fortement industrialisée, les modes de vie et de production québécois reposent largement sur un usage généralisé d'énergie fiable et abordable. Il est donc intéressant de s'attarder à la fois à la quantité d'énergie utilisée, mais également

---

<sup>13</sup> Lorsqu'il est question de société et de bien-être, de nombreux auteurs placent la démocratie, le sentiment d'appartenance et la participation civique au centre d'une société fonctionnelle et adaptée. Ces questions seront plutôt abordées dans la section 2.5 alors qu'il sera rapidement question de la situation politique et de gouvernance au Québec.

<sup>14</sup> Tout récemment, le 23 mars 2018, une nouvelle version de la LQE est ainsi entrée en vigueur (MDDELCC, 2018 b).

<sup>15</sup> Certains enjeux environnementaux québécois sont en outre soumis à la population et étudiés en détail par des commissions d'experts. On retrouve ainsi, par exemple, la gestion des forêts, la production d'électricité ou l'usage des pesticides (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement [BAPE], 2018).

à la forme qu'elle prend — et donc aux sources dont elle provient.<sup>16</sup> Ainsi, en 2013, le Québec avait une consommation énergétique similaire à celles des États-Unis (Agence Internationale de l'Énergie [AIE], 2015 ; MERN, 2013b). Cette énergie était principalement consommée par l'industrie et les transports — tout comme elle l'est dans la plupart des pays de l'OCDE (AIE, 2017, p.12 ; MERN, 2013a). Elle provenait à 40 % de sources pétrolières tandis que 37 % étaient de source électrique — c'est-à-dire, en grande partie, hydro-électrique (LQe, 2017h; MERN, 2013b). Bien que les sources d'énergie renouvelable représentent un pourcentage important de l'approvisionnement électrique, il est important de garder à l'esprit que l'électricité ne répond pas à elle seule — et aurait du mal à répondre — à tous les besoins énergétiques de la province. En conséquence, réduire l'usage global de l'énergie, en particulier dans l'industrie et dans les transports<sup>17</sup>, est vital au Québec dans une optique environnementale.

### 1.4.3 Ressources naturelles

Un autre enjeu environnemental requérant une brève analyse est le rôle et la place des ressources naturelles. Depuis plusieurs années, l'usage et l'exploitation de ces ressources ont suscité de nombreuses controverses à cause de leur dualité : composante environnementale *versus* intérêt économique.<sup>18</sup> Malgré la tertiarisation de l'économie québécoise et une baisse au niveau des emplois et du PIB dans ce secteur, de nombreux organismes soulignent les lacunes gouvernementales en termes de conservation des ressources (CPQ, 2015 ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], 2016). Par exemple, les coupes forestières continuent d'avoir un impact important sur la biodiversité, la libération de carbone atmosphérique, la perturbation des dynamiques hydriques et le mode de vie de nombreux individus (Bureau d'audiences publiques en environnement [BAPE], 2000 ; BAPE, 2015 ; BAPE, 2017 ; Gallais et Swarte, 2016 ; Global Forest Watch, 2018 ; MFFP, 2018 ; Ministère

---

<sup>16</sup> Il est intéressant de rappeler que les sources d'où est tirée l'énergie dépendent à la fois de la présence de ressources sur le territoire, des choix politiques et sociétaux relatifs à leur exploitation, mais également des décisions relatives au commerce extérieur.

<sup>17</sup> Il est particulièrement important de s'attarder à la question de l'énergie consommée dans le secteur des transports, le secteur responsable de la plus grande part d'émission de gaz à effet de serre (GES) (MDDELCC, 2016). Ce secteur était également responsable de 75 % de la pollution atmosphérique en 2004. (Couillard, 2004)

Pour ce qui est du secteur industriel, la plus grande source d'énergie consommée est d'origine électrique — et donc, à 99 % de source renouvelable au Québec — ce qui n'empêche pas de pouvoir également chercher à réduire la consommation énergétique puisque ces sources, même si renouvelables, ne sont pas sans impacts environnementaux (MERN, 2013b).

<sup>18</sup> Pour quelques exemples de débats sociétaux soulevés autour de l'exploitation et l'extraction de ressources naturelles voir par exemple les rapports du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement portant sur l'eau (BAPE, 2000 ; BAPE, 2015) ou sur les ressources minérales (BAPE, 2017), ainsi que les débats entourant la mise en place du Plan Nord (Francoeur, 2011, 1<sup>er</sup> avril ; Greason, 2014).



des ressources naturelles du Canada, 2017 ; Muma, 2008). Ainsi, pour le bien de l'environnement et de la société québécoise, en dépit du rôle traditionnel de l'exploitation des ressources naturelles pour l'économie, cette exploitation aurait plutôt avantage à être renversée (Blais et Boucher, 2008 ; MERN, 2013b).

#### **1.4.4 Pollution**

Un cinquième enjeu à mentionner est l'importance de l'émission de polluants. Les différentes activités humaines rejettent d'importantes quantités de contaminants dans l'air, le sol et l'eau en dépit des normes de rejets imposés par la loi et les certificats d'autorisation (MDDELCC, 2010 ; MDDELCC, 2014 c ; MDDELCC, 2018a ; Schepper, 2015). Les impacts sociaux, économiques et, par-dessus tout, environnementaux, d'une mauvaise gestion de ces rejets mettent en péril le futur du Québec.

À travers cette brève présentation de la situation environnementale au Québec et des principaux enjeux entourant sa gestion, il apparaît qu'en dépit de l'importante présence d'outils visant sa protection et sa préservation, l'environnement québécois vit actuellement des moments périlleux. Pour éviter de foncer dans le mur qui l'attend, le Québec ne peut continuer à vivre selon les paradigmes actuellement en vigueur. De fait, comme il a été laissé entendre dans cette section, un des principaux obstacles auquel fait face une protection efficace de l'environnement est la vision marchande que porte la société sur lui, ainsi que sur les biens et services qu'il rend.<sup>19</sup> Ainsi, tant dans les textes légaux que dans les programmes mis en place, ce sont tout d'abord des objectifs sociaux et économiques qui sont mis de l'avant plutôt que la protection même de l'environnement. Il existe évidemment toute une multitude d'approches dans le domaine, chacune ayant ses avantages propres. La société québécoise doit désormais choisir quelle approche elle souhaite pour le futur de ses espaces naturels et des espèces les habitant. En faisant primer la société et l'économie dans les débats environnementaux, elle court un important risque de dissonance cognitive. Le Québec doit donc rapidement amorcer une réflexion profonde quant à l'objectif réel de ses efforts de protection environnementale : préservation des activités économiques ? Préservation du bien-être de la population ? Préservation des espaces vierges et de la biodiversité ? Préservation des espaces naturels à des fins récréatives ?

---

<sup>19</sup> Pour un exemple de la vision de l'environnement promue par le gouvernement québécois, voir le plan de développement durable rédigé par le MERN où l'exploitation des ressources naturelles et de l'énergie est justifiée et expliquée par la logique sociale et économique sous-jacente, mais où la protection de l'environnement pour lui-même n'est pas mise de l'avant (MERN, 2016).

## **1.5 Politique**

La dernière facette de la société québécoise qui sera présentée ici est la situation politique et l'engagement de la population. La relation qu'entretient la société québécoise avec la démocratie ainsi que son implication dans la vie communautaire peut prendre diverses formes allant du droit de vote à l'implication militante ou le bénévolat.

Au Québec, différents organismes et mouvements œuvrent actuellement au renouvellement et à l'amélioration des différents processus démocratiques. Par exemple, l'Institut du Nouveau Monde (INM) cherche à « accroître la participation des citoyens à la vie démocratique » tandis que le Mouvement démocratie nouvelle (MDN) s'intéresse plus particulièrement au mode de scrutin et souhaite remettre les décisions le concernant entre les mains des citoyens (Institut du Nouveau Monde [INM], s. d.a ; Mouvement démocratie nouvelle [MDN], s. d.). En outre, au niveau étatique, le Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques a pour mandat d'améliorer les institutions démocratiques québécoises et de les bonifier au besoin (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques, s. d.). La section qui suit présente donc l'état du politique au Québec, en dépit — ou grâce — au travail de ces institutions.

### **1.5.1 Processus électoral**

Tout d'abord, il est intéressant de se pencher sur la participation au processus électoral. Ce taux reflète plutôt bien la participation citoyenne ainsi que le développement du lien social (INM, 2012). Or, tant au niveau provincial que fédéral, les récentes élections confirment des tendances plutôt négatives du taux de participation chez les Québécois (Élections Québec, 2014 ; Sampson, 2015, 10 octobre). Cette situation peut s'expliquer par la récente diminution du taux de satisfaction des Québécois face au fonctionnement de leur démocratie (Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires et CROP, s. d.). Outre ce relativement faible taux de participation, le fait que les tranches d'âges les plus jeunes votent proportionnellement moins est également très inquiétant.<sup>20</sup> En effet, le réel problème derrière une faible participation de la jeunesse est la mise en péril du futur de

---

<sup>20</sup> Dans les médias et la littérature, le discours portant sur le désintérêt croissant des jeunes en politique prend énormément de place au Québec et reflète cette inquiétude sociale face à la relève citoyenne.

Au Canada, depuis 2004 — première année où une étude de ce genre a été menée — le groupe des 18-24 ans affichait un faible taux de 38,8 % et les 65-74 ans un taux de 75,1 %. Pour ce qui était du groupe 75 ans et plus, le taux rebaisait à 60,3 %. La tendance était visible pour toutes les élections (Élections Canada, 2017).

Au Québec, la même tendance est visible, avec un écart particulièrement important entre les électeurs plus âgés que 45 ans et ceux moins âgés (Gélineau et Morin-Chassé, 2009).

la démocratie et de l'implication politique (INM, 2012). Une diminution des taux de participation et un constant désintéressement de la jeunesse pour le processus électoral ne peuvent donc pas être pris à la légère et devraient certainement mener à de profondes remises en question du processus démocratique. Fort heureusement, dans le cas de la jeunesse québécoise, différentes études ont montré que leur implication citoyenne ne se limitait pas au seul processus électoral. Les modes d'implication présentés dans la suite de cette section séduiraient par exemple davantage les jeunes que leurs aînés (Milan, 2005 ; Quénart et Jacques, 2008).

### **1.5.2 Consultations publiques**

Un deuxième outil clé qui permet aux Québécois de participer à certains choix politiques est le processus de consultations publiques. Ces dernières permettent au gouvernement de prendre connaissance, dans un cadre formel, de l'opinion de la population à propos de divers sujets et à différentes échelles (GQ, 2018c). Alors que traditionnellement organisées par les instances gouvernementales, plus récemment, des ONG et des organismes privés ont également commencé à organiser des consultations publiques (INM, s. d.b). Bien que ces consultations soient importantes et valorisées en théorie, selon un sondage mené en 2013, pour de nombreux Québécois, l'impact réel de ces dernières serait malgré tout plutôt limité, surtout à l'échelle provinciale (INM, s. d.d). D'autres difficultés ont été soulevées dans la littérature quant à la tenue de consultations efficaces. Par exemple, le manque d'information disponible quant aux enjeux ne permet pas toujours une participation pertinente de la part des citoyens. En outre, leur emploi du temps chargé ne leur permet pas forcément de trouver le temps de s'informer et de réfléchir suffisamment (surtout si les enjeux ne les touchent pas directement). Enfin, les mécanismes eux-mêmes ne semblent pas toujours adaptés : au Québec, alors qu'internet semblait pouvoir réduire les coûts financiers et organisationnels des consultations publiques « physiques », les expériences menées semblent démontrer qu'il ne parvienne pas non plus à établir un réel dialogue constructif entre les citoyens eux-mêmes ainsi qu'entre les citoyens et l'État (Boudreau et Caron, 2016). En dépit de ces obstacles, en mesurer les conséquences n'est pas toujours facile. Actuellement, peu de données permettent cependant d'évaluer le taux réel de participation des Québécois aux consultations publiques. La plupart des organismes font tout de même référence à une participation de plus en plus difficile et à une relative perte de motivation de la part de la population face aux consultations publiques (INM, 2014). Étant donné l'importance de la participation publique en tant que complément au processus électoral dans le cadre démocratique formel, assurer une implication accrue à cette échelle est pourtant fondamental.

### **1.5.3 Participation sociale**

Selon la nomenclature de l'INM, une troisième forme de participation citoyenne est possible, celle de la participation sociale (INM, s. d.). Cette dernière fait référence aux implications dans des associations communautaires, aux implications bénévoles ou encore aux implications dans des partis politiques. Selon de nombreux auteurs, grâce aux interactions qu'ils stimulent entre différents groupes sociaux, cette participation est bénéfique pour la cohésion sociale et l'établissement d'un capital social fort (Turcotte, 2015a). Cependant, pour ce qui est de l'engagement communautaire tout comme pour le bénévolat, les Québécois sont proportionnellement moins engagés que le reste des Canadiens et consacrent moins de temps à ces activités (Dow, Reed et Selbee, 2004 ; Statistique Canada, 2015a ; Statistique Canada, 2015b ; Turcotte, 2015b). Toutefois, l'implication des Québécois n'est pas absente. De fait, dans certains types d'associations comme les syndicats ou les coopératives, l'implication des Québécois est plus élevée que la moyenne canadienne (Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale [MTESS], 2016). En soutien à ces implications personnelles, le gouvernement joue également un rôle important. Ainsi, pour l'année 2014-2015, le gouvernement avait versé 976,9 M \$ à 5 000 organismes communautaires tandis qu'en parallèle il développait une stratégie pour « consolider » et « reconnaître » l'action bénévole au Québec (MTESS, 2016; MTESS, 2017a; MTESS, 2017b).

### **1.5.4 Mouvements altermondialistes**

Outre ces trois modes de participation « officiels », il existe également une quatrième forme d'implication citoyenne. Il s'agit de l'engagement au sein de mouvements altermondialistes ; des mouvements qui remettent en question le système en place et tentent de penser en dehors du moule. Au Québec, il existe différents projets et regroupements de recherche et de mise en œuvre de ces alternatives (Abraham, Levy et Marion, 2015 ; Hameau 18, s. d. ; La cité écologique, s. d.). Ce que tous ces projets ont en commun c'est la volonté de créer un futur meilleur, qui ne soit pas asservi aux diktats néo-libéraux. La variété de moyens proposés varie cependant grandement et nuit à la coopération entre ces mouvements (Cornellier, 2009, 21 mars). En outre, plusieurs de ces groupes sont limités par la rigidité relative de l'État de droit qu'est l'État québécois. D'un autre côté, un élément unit les membres de cet anti-mouvement : la marginalité (Abraham et al., 2015). De fait, les revendications altermondialistes peinent encore à gagner du terrain malgré la création de partis politiques officiels défendant quelques-uns de leurs idéaux, comme Québec solidaire (Saint-Pierre, 2011). Le potentiel de réflexion et d'implication de tous ces citoyens engagés et motivés à créer un Québec meilleur devrait

cependant être harnaché afin de produire, de manière conjointe, des résultats ambitieux qui soient adaptés à la situation et aux réalités québécoises.

Ainsi, il est clair que l'implication politique et communautaire des Québécois est en plein changement. Certains sociologues précisent d'ailleurs que l'apparent désengagement que certains chiffres — comme le taux de participation électorale — dénoncent est plus une transformation sociale qu'un réel désengagement socio-politique. Au lieu des médiums d'implication habituels, les Québécois seraient désormais plutôt portés à prendre position via de nouveaux médiums « distancié[s], spontané[s] et déterritorialisé[s] » (Gaudet, 2012). En conclusion, plutôt que de déplorer la situation actuelle, il semblerait plus adéquat d'accepter la situation telle qu'elle est et, à partir des constats présentés, de penser à des solutions innovantes favorisant et valorisant une réelle et sincère implication politico-communautaire des Québécois afin de redonner sa vitalité à la démocratie.

## **2 UN QUÉBEC 2.0**

La situation future du Québec n'est pas aussi claire que le bref portrait de la situation actuelle qui a fait l'objet de la section précédente. Dans le contexte actuel, sans dessin conjoint et soutenable qui permette de lier le tout, l'avenir du Québec est en effet appelé à changer. Il risque d'être ainsi grandement influencé par les décisions politiques « court-termistes » des dirigeants, les choix économiques des grandes industries, les gestes quotidiens des citoyens ou encore par un mélange des trois. Il peut donc sembler périlleux de simplement laisser le futur du Québec être décidé ainsi, au fur et à mesure, sans logique sous-jacente. En conséquence, afin de développer un Québec où les problèmes actuels pourront se résorber, il semble nécessaire de développer des objectifs globaux et clairs que tous seront souhaiteront poursuivre et qui pourront guider le futur du Québec. De cette façon, un développement désordonné et incohérent, néfaste aux plans social, environnemental, politique et économique, pourrait être empêché. La section qui suit propose quelques éléments permettant d'identifier ces objectifs communs qui pourraient guider le Québec.

### **2.1 Opinions et dialogue**

Afin qu'une orientation soit pertinente, il faut qu'un certain consensus émerge de la société : il faut que les groupes dont les intérêts semblent s'opposer identifient plutôt les intérêts qui les rapprochent et que les politiciens et le gouvernement regagnent la confiance actuellement érodée des citoyens et de la société civile (P. Rondeau, conseiller régional à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec – Montréal, entrevue, 22 juin 2018). Pour ce faire, mettre à profit un vaste attirail d'outils démocratiques sera nécessaire afin que la population soit amenée à participer au processus de création de solutions et cesse de n'être que le spectateur de sa propre société. Ces outils devront être capables de stimuler l'intérêt, la participation et l'implication totale de la société au sein de ces mécanismes. Sans cela, leur utilité serait complètement réduite à néant.

Le premier pas à faire serait donc de mettre en place des mécanismes consultatifs à propos de différents enjeux sociétaux. L'avantage d'une telle initiative serait de réconcilier en partie l'approche descendante et l'approche ascendante. En effet, elle permettrait aux instances décisionnaires de sonder la population et d'éviter la création d'une chambre « écho » au sein de laquelle certains membres de la société civile et certains décideurs s'auto-convaincraient du bien-fondé de leurs opinions.

Cependant, pour qu'une telle consultation soit pertinente, il faut qu'elle évite les lacunes auxquelles ont fait face certaines consultations québécoises menées par le passé. Tout d'abord, si une réelle

continuité est souhaitée dans les solutions mises en place, il est important qu'un grand nombre de personnes puissent prendre part, de manière informée, au processus. Il faut également que leurs opinions et recommandations soient réellement prises en compte dans l'élaboration des politiques gouvernementales. Pour ce faire, un rapport ou une synthèse claire des résultats se doit d'être préparé. En outre, il faut que les différents acteurs aient un moyen facile et direct d'échanger entre eux. De fait, il est nécessaire que le processus ne soit pas unidirectionnel et qu'un réel dialogue permette de faire évoluer les réflexions et assurer une co-construction de la solution finale. Ainsi, un terrain d'entente pourrait être trouvé quant au futur souhaité par chacun de ces acteurs. Pour faciliter les échanges, différents niveaux de consultation pourraient être mis sur pied afin de regrouper ensemble les intérêts convergents et stimuler la réflexion des citoyens. Une attention spéciale devra cependant être apportée au risque des conflits d'intérêts : c'est avec grande précaution que devront être prises en compte les opinions des groupes dont les intérêts entrent carrément en opposition avec les intérêts de la grande majorité de Québécois.<sup>21</sup> En somme, il faut que les différents acteurs aient les moyens de partager ouvertement leurs intérêts et qu'une riche réflexion quant aux enjeux sociétaux ait lieu.

Pour la mise en place et la concrétisation de ce mécanisme, il serait intéressant de s'inspirer de l'expertise développée par l'INM. Par exemple, les bonnes pratiques mises en œuvre lors de la récente Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelle pourraient guider ces futures démarches (INM, 2018). En effet, lors de cette Conversation, l'INM s'est assuré que certains des éléments précédemment mentionnés soient inclus dans le processus. Une expertise a également été développée à l'international. A ce sujet, le gouvernement wallon (Belgique) a partagé onze attitudes « propices à une participation fructueuse » (Conférence Permanente du Développement Territorial, 2017, p.8). Il existe donc toute une expertise qui a été développée à ce niveau qui pourrait s'avérer grandement utile dans le présent contexte.

---

<sup>21</sup> Pour tenter de réduire l'influence des lobbys et acteurs importants aux intérêts divergents d'avec le bien commun, le processus de consultation pourrait s'inspirer du mécanisme de conflit d'intérêts de l'Organisation mondiale de la Santé. Plus de détails sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.who.int/about/ethics/doi-form-FR.pdf>

## 2.2 Intérêts communs à tous

La suite de cet essai est construite sur l'hypothèse que le bien-être — tant individuel que collectif — ainsi que la préservation de l'environnement seraient des objectifs sociétaux qui pourraient potentiellement faire consensus après qu'une telle consultation ait été menée au Québec.

Actuellement, au Québec, la protection de l'environnement n'est pas la priorité pour tous, comme le démontre une étude menée récemment auprès de jeunes qui s'intéressent par exemple davantage à leur carrière et à leurs envies de voyage (Royer et Grandpré, 2015). Pourtant, d'un point de vue strictement rationnel, il est clair qu'à moyen ou long terme, protéger l'environnement, du moins dans une certaine mesure, est dans l'intérêt des êtres humains. De fait, la survie de l'espèce humaine — tant au Québec qu'ailleurs — dépend fortement de la qualité de l'environnement qui l'entoure. En revanche, la forme, le degré et les raisons de cette protection peuvent varier d'un individu à l'autre. Dans le cadre de cet essai, c'est une approche visant le respect du principe de précaution qui est mise de l'avant ; une approche qui accepte l'exploitation de l'environnement, mais de façon assez limitée pour que sa pérennité soit assurée sur le très long terme.

Les bien-être individuels et collectifs sont également des objectifs qui pourraient ressortir d'une consultation publique, et qui, dans tous les cas, sera visé au travers des recommandations de cet essai. Au lieu de promouvoir le bien-être hédoniste purement individuel, les recommandations qui suivent défendent plutôt un bonheur qui repose sur le bien-être de l'ensemble des membres de la société et qui recherche une meilleure équité. Elles redonnent donc sa place à la collectivité dans la création du bien-être. Ce bien-être passe d'ailleurs par un niveau de vie qui ne soit pas excessif, mais permette, malgré tout, de vivre agréablement. Ainsi, bien que les mouvements de simplicité volontaire demeurent marginaux au Québec, les pages qui suivent comptent sur la réduction de l'importance accordée aux biens marchands et à l'économie dans la création du bien-être (Delorme, 2013). Sans pour autant tomber dans le radicalisme ou l'idéalisme en retirant à chacun ses libertés et ses plaisirs individuels, le projet de société proposé compte malgré tout sur une certaine entraide et sur la bonté de la nature humaine. Cette hypothèse de départ, loin d'être idéaliste, se base sur les résultats auxquels sont arrivés les économistes comportementaux : la plupart des gens ne basent pas uniquement leur choix et leur prise de décision sur des éléments individuels et égoïstes (Côté, 2018). Cependant, même en misant sur cette part de bonté et de générosité, la concrétisation d'une telle réalité demeure un défi de taille. C'est à la résolution de ce défi que s'attardent les pages suivantes.



### **3 QU'EST-CE QUI CLOCHE ?**

Un décalage apparaît clairement lorsque sont mis en relation le portrait dressé à la section 1 et les objectifs sociétaux proposés à la section 2. Ainsi, la situation québécoise s'éloigne souvent de ce que pourrait souhaiter le Québec. En conséquence, il apparaît clairement que le Québec a besoin d'un sérieux vent de changement pour que ces problématiques cessent d'empirer et qu'il puisse atteindre le bien-être individuel et collectif souhaité ainsi que le niveau de protection de l'environnement nécessaire pour pouvoir être durable. Même si ce vent de changement peut sembler ardu à mettre en place, il n'en demeure pas moins vrai qu'attendre oisivement l'arrivée des limites sociétales et environnementales de la province sera sans doute plus brutal, moins réfléchi et surtout, bien plus ardu qu'une transition contrôlée.

Afin de pouvoir cibler les actions à mettre en œuvre pour assurer la transition vers les objectifs souhaités, il est important d'identifier les raisons des crises et de la situation actuelle. De fait, afin de proposer des mesures qui soient pertinentes durant plusieurs dizaines d'années, il est important de s'attarder davantage aux causes des problèmes plutôt qu'aux simples symptômes et malaises présentés à la section 1 ; s'attaquer à chacun de ces symptômes de manière individuelle risque de manquer de cohérence et de ne pas s'avérer efficace sur le long terme (Kallis, 2011). La section qui suit propose donc une explication structurelle des problèmes québécois.

#### **3.1 Omniprésence de la croissance**

D'après le tour d'horizon fait à la section 1, un élément de la société québécoise en particulier semble être derrière nombre des problématiques qui y ont été présentées : la volonté de la croissance à tout prix. Cette volonté se manifeste tout d'abord d'un point de vue économique : la croissance du PIB et de l'économie dans son ensemble permettrait, selon la théorie du ruissellement, d'accroître la richesse de tous les Québécois ; richesse qui, à son tour, garantirait le bien-être de la population. Cependant, cette croissance s'exprime également à l'échelle matérielle : avoir plus de possessions matérielles est désormais considéré comme un objectif de vie par plusieurs Québécois, car cela leur permet de démontrer l'importance de leur statut social. De plus, cette croissance est carrément présente en tant que philosophie de vie. Peu de gens, de nos jours, savent se contenter de leur situation et être heureux de leurs relations sociales, de leur emploi ou même, tout simplement, d'eux-mêmes. Beaucoup cherchent sans arrêt à améliorer chaque aspect de leur vie au lieu de simplement accepter certaines réalités et dédier leurs énergies à des objectifs plus réalistes. Cet extrémisme dans la recherche du « toujours plus » est même présent en ce qui a trait aux savoirs et aux technosciences et finit par nuire

aux savoirs pratiques, au système d'éducation et aux connaissances holistiques (Roure et Philippe, 2015)

### **3.2 Conséquences de la croissance**

A priori, les situations décrites dans les paragraphes précédents pourraient sembler plutôt innocentes et, surtout, pourraient ne pas sembler être responsables de tous les maux de la société québécoise. Cependant, dans la réalité, la volonté infinie de croissance se concrétise de manière plutôt négative et finit par engendrer beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en règle, en dépit de ce que répète le discours dominant. Certains auteurs mettent ainsi le doigt sur la croissance comme étant la cause de la crise aux multiples facettes qui a frappé les sociétés et les économies en 2008 (Speth, 2012).

Tout d'abord, une croissance économique débridée est néfaste pour l'environnement. De fait, toute activité économique requiert l'utilisation de ressources et le rejet de substances dans l'environnement. Ainsi, passée une certaine ampleur, ces activités finissent par briser les équilibres présents au sein de l'environnement et de ses écosystèmes. En effet, l'atteinte des limites biophysiques de l'environnement à cause d'une croissance rapide et illimitée des activités humaines a été démontrée plusieurs fois (Chapin et al., 2009 ; Meadows, 1972). Dans un contexte de croissance infinie, sur une planète aux ressources relativement limitées et se renouvelant à un rythme modéré, il est certain que les ressources viendront à manquer un jour ou l'autre et que les écosystèmes absorbant les contaminants (c.-à-d. les « puits ») finissent par être tellement détériorés qu'ils ne seraient plus capables de fonctionner normalement et perdraient leurs capacités d'absorption (É. Pineault, intervention dans le cours ENV 730, mars 2017). En conséquence, la croissance finirait par nuire gravement à l'environnement.

De plus, placer la croissance comme idéal sociétal mène à une certaine perte d'autonomie intellectuelle ; rares sont les personnes capables de réfléchir complètement en dehors de ce dogme (Tremblay-Pépin, 2015). Cette situation est d'autant plus pernicieuse que cette perte d'autonomie finit même par devenir nécessaire au système pour qu'il puisse fonctionner malgré ses défauts qui sautent aux yeux. De fait, une fois le paradigme de la croissance solidement établi, une fois que tout le monde est convaincu du fait que la croissance, à tous les niveaux, est ce qui est bon pour lui, alors, il devient extrêmement difficile de pouvoir ne serait-ce que penser à faire des choix allant à l'encontre de cet idéal. Comme l'écrit Olivier Labouret (2013) : « la loi du marché a finalement [réussi à] rentrer subrepticement, mais au sens propre, à l'intérieur du cerveau, de nos cerveaux ».

En conséquence, donner autant d'importance à la croissance et l'ériger en tant que diktat sociétal finit par mener à l'oubli des individus et de leurs besoins ainsi qu'à la mise à l'écart de la Nature et de sa valeur. En particulier, miser sur la croissance économique dans l'optique de créer une société meilleure mène plutôt à une « commodification » à outrance et à la perte de repères socio-culturels. Concrètement, de tels discours mènent à l'exploitation de l'Homme et de la Nature. Ils mènent à des conditions de travail toujours plus dures. Ils mènent à un système d'éducation où la performance, à l'intérieur du moule imposé, est l'ultime objectif. Ils mènent à la mise à l'écart du temps passé en famille. Ils mènent à une vision politicienne « court-termiste ». Enfin, ils mènent à des situations que peu de gens auraient souhaitées volontairement si le choix leur eût été proposé de façon plus éclairée.

Ensuite, pour toujours mieux fonctionner, le mythe de la croissance a besoin que chacun fasse toujours plus que son voisin. En conséquence, la compétitivité s'insère également dans les valeurs clés de la société croissanciste. Cette compétitivité se reflète dans la sphère sociale comme l'ont remarqué les publicitaires misant sur la consommation ostentatoire. La tension que cette compétitivité fait apparaître dans les relations sociales finit par détériorer l'ensemble de la société (Lichtle, Plichon et Grzeskowiak, 2016). Or, comme le formulent Kallis et al. : « Alors que tout le monde s'enrichit, personne n'est plus heureux » (traduction libre de : Kallis et al., 2012, p.3). C'est ainsi que les gens finissent par ne plus avoir le temps de travailler au bien commun en faisant du bénévolat ou en s'impliquant en politique, que les gens passent de plus en plus de leurs temps libres seuls, que les dépressions et les épuisements professionnels se multiplient, que les gens commencent à voir l'arrivée d'immigrants comme une menace, que les entreprises finissent par exploiter ressources et employés, etc. En un mot, cette compétitivité fait primer l'individu sur le collectif et rend la société individualiste et donc non pérenne.

Finalement, la croissance est également problématique d'un point de vue économique. De fait, à moyen et long terme, continuer de cette façon fera en sorte que les ressources, tant humaines qu'environnementales, auront tellement été exploitées, qu'elles ne pourront plus répondre à la demande ni en termes de qualité ni en termes de quantité (Lawn, 2011). En outre, cet impératif continuera à amener de nombreuses entreprises à croire jusqu'à un degré injustifiable économiquement ou socialement ; simplement pour suivre cette « logique » de croissance (Lawn, 2011). Finalement, dans le cadre financier, la volonté de croissance économique mène à une

augmentation de l'instabilité et à la multiplication des crises économiques (Jackson, 2009 ; Kallis, et al., 2012 ; Speth, 2012).

En conséquence, remettre en cause la croissance semblerait une solution plus que lucide pour que le Québec puisse développer d'autres façons plus saines d'appréhender le monde ainsi que sa place au sein de ce dernier. Ce faisant, il est cependant important de ne pas commencer à créer de nouveaux dogmes qui à leur tour risqueraient de mener le monde sans considération pour les dommages collatéraux ; environnementaux, sociaux, politiques, économiques, etc. (Van den Bergh, 2011).

#### **4 THÉORIES ET MODÈLES ALTERNATIFS**

Maintenant que le contexte québécois a été présenté, que des aspirations sociétales ont été proposées et que les éléments responsables du décalage entre la situation actuelle et ces aspirations ont été identifiés, il est temps de présenter les options qui permettraient au Québec de dévier de la trajectoire actuelle.

La section précédente a permis d'identifier la croissance comme l'une des causes des crises sociétales et environnementales. Ainsi, la logique selon laquelle l'économie est reine et où l'individu prime n'est pas forcément celle qui apportera bonheur et équilibre. Comme l'écrit la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social commandée par l'ancien président français Sarkozy : « il est temps que notre système [...] mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique » (Stiglitz et al., 2009, p.13). Dans cette optique, c'est d'un véritable schisme par rapport à toutes les implications négatives liées à la croissance dont la société québécoise a besoin. En effet, il semble plus prometteur de sortir du modèle actuel et des schémas de pensée dominants que de ne mettre en œuvre que des mesures « à la marge » (Caron, 2018, 30 janvier).

Depuis plus de 45 ans, de nombreux chercheurs ont suivi cette piste de réflexion dans leurs travaux visant à s'attaquer aux problèmes de différentes sociétés. En particulier, ces travaux ont permis de développer un nombre important de thèses et de modèles alternatifs afin de faire face à cette croissance oppressante.

La section qui suit présente donc différentes alternatives et projets développés par ces chercheurs. Ces alternatives remettent toutes en question la prédominance des paradigmes de croissance. En outre, elles cherchent toutes à répondre au besoin de renouveau que requièrent les échecs sociaux, environnementaux, politiques et économiques. Cependant, certains problèmes apparaissent dans ces alternatives quant à leur mise en place dans le contexte québécois. Le tableau 4.1 résume les caractéristiques de ces alternatives. La dernière partie de cette section quant à elle une combinaison d'éléments provenant de ces alternatives qui pourrait permettre de pallier à quelques-unes des problématiques observées au Québec.

#### 4.1 Décroissance

A la base, la décroissance est un terme exprimant l'opposition à la croissance. Cependant, l'idée même de cette croissance est loin d'être simple. Depuis la naissance du concept à la suite de la publication du rapport « Halte à la croissance ? » (*The Limits to Growth* en anglais), ses fondements ont fortement évolué (Meadows, 1972). En effet, au départ, l'idée était principalement de réduire la taille de l'économie afin d'atténuer les impacts qu'elle imposait à l'environnement. Cependant, « réduire la taille de l'économie » n'est pas forcément un concept simple et facile à appliquer. Pour certains auteurs critiquant la décroissance, il serait simplement synonyme de la décroissance du PIB (Victor et Rosenbluth, 2007). Or, un tel indicateur comporte de nombreuses lacunes quant à son adéquation avec l'économie. Ainsi, pour beaucoup d'objecteurs de croissance, la baisse du PIB ne saurait être l'objectif principal de mesures décroissancistes bien qu'elle puisse devenir un aspect collatéral d'autres mesures mises en œuvre (Tokic, 2012 ; Van den Bergh, 2011). En fait, désormais, en plus de faire référence à une réduction de l'impact environnemental des activités anthropiques, le mot fait référence à toute une série de stratégies, de concepts et d'objectifs plus ou moins cohérents s'inspirant de différents savoirs développés dans divers champs : philosophie, économie, sociologie, anthropologie, etc. (Abraham, Lévy et Marion, 2015 ; D'Alisa et al., 2013).

Tout d'abord, mis à part la réduction des impacts environnementaux, le second objectif que vise la décroissance est la satisfaction des besoins humains. Ainsi, en 2008, à Paris, lors de la Conférence sur la décroissance économique pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale une déclaration fut publiée. Celle-ci précisait que la décroissance cherchait à répondre aux besoins de *tous* les humains (en misant sur la qualité plutôt que la quantité) tout en réduisant (et en répartissant entre les nations) les impacts écologiques (Bell et al., 2008).

Pour atteindre un tel objectif, plusieurs auteurs suggèrent davantage de changements qu'une simple réduction de la taille de l'économie. Ainsi, c'est toute une réforme sociétale, économique et politique qui est également mise de l'avant, avec d'importants changements de référents et d'axiomes sociétaux (Dittmer, 2011 ; Kallis, 2011). En particulier, les décroissancistes estiment que ces réformes devraient être faites de manière volontaire et conviviale, avant que la détérioration de la situation ne finisse carrément par les faire s'imposer brutalement (Abraham, Lévy et Marion, 2015). Les différentes sous-sections qui suivent tentent d'éclaircir certaines des sphères qui seront ainsi amenées à changer.

#### 4.1.1 Aspect environnemental

En premier lieu, la décroissance vise donc à réduire l’empreinte écologique des activités anthropiques. Dans cette optique, la décroissance opte pour une réduction de la taille de l’économie ; une réduction qui se concrétise par une diminution des flux de ressources et d’énergie y étant investi (traduction libre de *throughput*). Une telle réduction permettrait au rythme des extractions et des émissions de ne plus outrageusement excéder le rythme naturel de renouvellement des ressources et des écosystèmes afin de respecter leur capacité de support.<sup>22</sup> Cependant, cette réduction économique ne devrait pas durer indéfiniment. En effet, il ne devrait s’agir que d’une transition vers une taille à partir de laquelle l’activité anthropique serait telle qu’elle respecterait la capacité de support des écosystèmes (*right sizing* dans la déclaration de Paris) (Cosme, Santos et O’Neil, 2017 ; Heikkinen, 2018 ; Joutsenvirta, 2016). Une fois cette taille atteinte, une certaine forme d’économie stationnaire pourrait être mise en place ; à l’intérieur des limites de capacité de support (voir section 4.2).

#### 4.1.2 Aspect social

En second lieu, la déclaration de Paris, dans sa tentative de circonscrire et définir la décroissance abordait également l’importance d’une approche sociale. A cet égard, les décroissancistes mettent de l’avant l’idée, déjà mentionnée à maintes reprises dans cet essai, que le PIB ou la taille d’une économie, bien qu’ils puissent y contribuer, ne sauraient être garants du bien-être d’une population. Au contraire, comme le formulent Schneider et al. : « Le PIB peut baisser et, malgré tout, d’autres dimensions de la vie peuvent s’améliorer » (traduction libre de : Schneider et al., 2010, p.512). En outre, dans certains cas, la hausse du PIB et de la consommation peut, au contraire, engendrer une baisse du bien-être (Lawn et Clarke, 2010 ; Lichtle et al., 2016 ; Oishi et Kesebir, 2015). Ainsi, la décroissance remet en question le principe selon lequel bien-être et PIB sont intimement liés (Kallis et al., 2012 ; Lawn et Clarke, 2010 ; Stiglitz et al., 2009).

En outre, la déclaration de Paris mentionnait différents éléments sociaux qui bénéficieraient d’une décroissance des flux économiques et de la réduction de l’omniprésence sociale du « toujours plus ». Elle encourageait ainsi l’augmentation du temps libre, la valorisation des activités non-rémunérées ainsi que la convivialité dans les communautés. Elle promouvait également les valeurs suivantes :

---

<sup>22</sup> Il est à noter que la déclaration fait la distinction entre les économies ayant déjà dépassé l’empreinte écologique permise et celles où la pauvreté est omniprésente. En conséquence, dans une optique d’amélioration du bien-être, elle encourage la consommation des plus démunis jusqu’à atteindre le minimum requis pour une vie décente. Cette logique de « consommation croissante autorisée » pourrait également s’appliquer aux plus démunis des économies déjà trop grosses.

introspection, équilibre, créativité, flexibilité, générosité et diversité (Bell et al., 2008). Comme l'écrivait Lawn trois ans plus tard (2011), la décroissance requerra un renouvellement du « capital moral ». En d'autres mots, la décroissance mise davantage sur des changements culturels et moraux que sur des développements technologiques pour atteindre ses objectifs sociaux et environnementaux (Joutsenvirta, 2016).

D'un point de vue social, la décroissance ne cherche donc pas uniquement à répondre aux symptômes sociaux d'une économie débridée, elle rejette carrément les bases sur lesquelles les sociétés se sont basées pour engendrer une telle économie : individualisme, routine abrutissante, uniformité, foi absolue en des dogmes économiques sans fondement, etc. En particulier, les décroissancistes promeuvent une transition qui mènerait à une société plus conviviale et plus participative. En effet, une fois les besoins de base satisfaits, ce sont les liens sociaux et les interactions avec les concitoyens qui permettent d'améliorer le bien-être des individus et des sociétés (Daly, 2016). Les décroissancistes mettent également de l'avant une redistribution des biens et des revenus entre les individus et entre les nations (Cosme et al., 2017).

#### **4.1.3 Aspect économique**

En plus de la capacité de la décroissance à résoudre les crises sociales et environnementales, certains auteurs ont également fait valoir sa capacité à résoudre les crises économiques que connaît le monde. La décroissance attaque ainsi directement le dogme selon lequel, pour être en santé, une économie a besoin de croître. (Van den Bergh et Kallis, 2012). Elle rejette également l'idée selon laquelle le PIB permet d'évaluer l'état d'une économie. Au contraire, selon plusieurs auteurs, l'impératif de croissance économique aurait joué un rôle prépondérant dans l'importante crise financière qui a frappé la planète en 2008. C'est la croissance qui aurait ainsi permis la dérégulation du système financier qui aurait à son tour permis les endettements qui ont mené à la crise et qui génèrent eux-mêmes un impératif de croissance (Jackson, 2009 ; Kallis, et al., 2012 ; Rezai et Stiglitz, 2016 ; Speth, 2012 ; Van Griethuysen, 2010). Ainsi, pour ces auteurs, en remettant en cause le besoin de croissance de l'économie, il serait possible de concevoir un système économique plus sain qui serait adapté aux sociétés et à l'environnement.

#### **4.1.4 Aspect politique**

Finalement, le dernier élément que mettent de l'avant les tenants de la décroissance est la nécessité d'une réforme politique. A nouveau, les décroissancistes ne font pas que s'intéresser aux symptômes



d'une économie destructrice, mais cherchent plutôt à modifier profondément les sociétés qui ont permis sa création. Ainsi, un des fers de lance de la décroissance demeure la justice et le libre-arbitre (Bell et al., 2008 ; Abraham, 2015). En d'autres mots, l'imposition dictatoriale de la décroissance ne saurait fonctionner ; la participation informée des citoyens concernés en est un prérequis. En outre, les tenants de la décroissance soutiennent qu'une réelle transition décroissanciste ne saurait avoir lieu sans une sérieuse réforme des institutions politiques, en particulier des institutions promouvant l'impératif de croissance et celles ne sachant s'accommoder des changements décroissancistes (Joutsenvirta, 2016 ; Kallis, 2011). En conséquence, c'est autant l'action collective et les choix politiques que les gestes individuels qui sont sollicités dans ce cadre.

#### **4.1.5 Mise en œuvre**

La déclaration de Paris permet donc de clarifier différents aspects de la décroissance. Il est ainsi largement admis que l'utilisation du terme de décroissance fait autant référence à des concepts sociaux qu'environnementaux, économiques et politiques. Cependant, de nombreuses zones floues persistent quant à la forme exacte que prendrait une telle transition surtout que tous les chercheurs ne travaillent pas forcément à partir de ce document. Bien que certaines mesures et politiques aient été proposées (voir la section 5), de nombreuses critiques ont été émises à l'égard de ces suggestions concrètes. En outre, certains auteurs critiquent carrément le réalisme de la mise en œuvre de la décroissance à cause du flou que revêt le concept (Van den Bergh, 2011).<sup>23</sup> Par exemple, M. Jeroen Van den Bergh dénonce le fait que la littérature décroissanciste ne réussisse même pas à se mettre d'accord sur ce qui doit décroître. Il relève ainsi les cinq sphères suivantes présentées comme devant décroître dans la littérature décroissanciste : le PIB<sup>24</sup>, la consommation, les heures de travail, la taille de l'économie ainsi que l'idée même de croissance, en tant que discours dominant adopté par la majorité.

Cependant, la décroissance ne devrait pas forcément être rejetée d'emblée uniquement pour son manque de précision et pour l'ambition de ses objectifs. Au contraire, elle devrait plutôt être acceptée comme un but ultime, à la manière des buts moraux et transcendants inatteignables, afin qu'elle

---

<sup>23</sup> Ce flou devient un réel problème pour Van den Bergh dans la mesure où un projet politique flou ne pourra jamais sortir de la marginalité et devenir le modèle dominant. D'un autre côté, vu le support qu'a réussi à se créer le modèle économique néolibéral avec le flou de ses axiomes, un tel argument perd légèrement de sa force (Kallis, 2011).

<sup>24</sup> La volonté de décroissance du PIB provient de la corrélation qui a désormais été clairement établie entre la croissance du PIB et la pollution ainsi que l'extraction de ressources (Van den Bergh et Kallis, 2012).

puisse malgré tout donner une orientation aux sociétés ainsi qu'un sens aux individus dans leur développement personnel (Kerschner, 2010).

En somme, bien que variant dans les propositions de mise en œuvre, la décroissance vise à débarrasser les sociétés de la dissonance cognitive omniprésente entre ce que souhaitent leurs citoyens à la base et les comportements qui finissent pourtant par prévaloir. Il s'agit donc d'un mouvement de pensée holistique qui suggère d'étudier avec sérieux les alternatives aux paradigmes actuels afin de permettre l'arrivée d'une société plus juste humainement et plus respectueuse d'un point de vue environnemental.

## **4.2 Économie stationnaire**

Pour les décroissancistes, l'économie stationnaire est la situation que devraient viser les sociétés, à la suite d'une transition décroissanciste (Bell et al., 2010 ; Kallis, et al., 2012). Certains auteurs comme John Maynard Keynes ou John Stuart Mill prônaient en outre directement la mise en place d'une telle économie, sans forcément passer par la transition décroissanciste, simplement afin de réduire les impacts environnementaux des impacts anthropiques (Kerschner, 2010). Mill considérait en effet l'état stationnaire comme permettant de redonner leur place au développement intellectuel et à l'art de vivre (Abraham, Lévy et Marion, 2015).

L'idée derrière ce concept stationnaire est de concilier activités anthropiques et préservation de l'environnement de manière moins restrictive que via la décroissance. Ainsi, l'économie stationnaire est plutôt basée sur le concept de capacité de support de l'environnement (Daly, 1992). Après avoir relevé le défi<sup>25</sup> d'identifier cette capacité pour un écosystème donné, une économie stationnaire fera en sorte que les flux de matière et d'énergie qui entrent et qui sortent de l'économie demeurent stables, en deçà de cette limite (O'Neil, 2012). Dans une telle situation, la production demeure donc égale à la somme de la consommation et de la dépréciation (Lawn, 2011). Pour que cette situation soit possible, il faut cependant que, dans une certaine mesure, la population demeure stable. (Lawn, 2011)

---

<sup>25</sup> Ce défi est soulevé comme étant une embuche pour la mise en place d'un tel modèle (Kerschner, 2010). Ces défis sont loin d'être négligeables surtout étant donné la variation du fonctionnement des écosystèmes avec le temps. Cependant, il existe actuellement divers moyens d'évaluer ponctuellement la capacité de support d'un écosystème, de faire l'analyse de cycle de vie d'un produit et d'identifier des limites aux activités humaines. Bien que ces méthodes soient loin d'être parfaites et qu'identifier clairement le rythme auquel peuvent aller ces activités avant qu'il ne soit plus rapide que le taux de renouvellement de la nature puisse être un travail de longue haleine et continu, il demeure malgré tout possible et utile mettre en place ces limites de manière respectant le principe de précaution puis de les ajuster, dans un sens ou dans l'autre, au fur et à mesure.

Il est intéressant de noter qu'à nouveau, au sein de cette théorie, la place même de la croissance en tant que telle n'est pas aussi centrale que dans le cas de la décroissance. Dans le cas de l'état stationnaire, c'est le respect des capacités de support qui devient l'objectif premier des politiques mises en place. En conséquence, tant que les flux n'augmentent pas, la croissance et le développement économique ne sont pas forcément condamnés (Harris, 2008). En particulier, certains auteurs voient la croissance sélective (voir section 4.4) comme étant une approche concrète pouvant mener à une économie stationnaire : la décroissance des secteurs « néfastes » à l'environnement étant compensés par la croissance des secteurs « bénéfiques ». En outre, pour les défenseurs de l'économie stationnaire, la place du social est beaucoup moins importante qu'elle ne l'est pour les tenants de la décroissance (O'Neil, 2012).

La principale critique de l'économie stationnaire vient du fait qu'elle ne respecte pas la seconde règle de la thermodynamique : si l'économie devient un système fermé avec intrants et extrants stables, alors son entropie, ou son degré de désordre, devrait croître avec le temps, compromettant du même coup la soutenabilité du système (Georgescu-Roengen, 1995). La deuxième critique ne vise que la mise en place d'une économie stationnaire sans décroissance préalable. De fait, de nombreux pays dépassent déjà largement la capacité de support de leurs écosystèmes. Poursuivre les activités au rythme actuel devient alors insuffisant pour la préservation de la planète et de ses écosystèmes puisqu'un tel rythme, bien qu'il prévienne un accroissement des impacts environnementaux, ne permet pas de réduire significativement ces derniers (Kerschner, 2010).

### **4.3 A-croissance**

Une autre approche fut plus récemment proposée pour répondre aux mêmes problèmes environnementaux et sociaux que la décroissance. Il s'agit de l'a-croissance (traduction libre de *a — growth*). Proposée tout d'abord par Jeroen Van den Bergh, cette approche vise à laisser complètement de côté le PIB, de ne pas s'inquiéter de son évolution (ni croissante ni décroissante), et de recentrer les efforts des gouvernements directement sur la mise sur pied de politiques ciblant l'atteinte des objectifs sociétaux et environnementaux.

Bien que les objectifs finaux soient semblables à ceux de la décroissance, l'a-croissance s'en dissocie puisque ses défenseurs la jugent trop floue pour être gérable politiquement. De plus, selon Van den Bergh, une telle approche aurait un avantage stratégique. De fait, éviter d'utiliser le terme

« décroissance » éviterait de braquer trop ouvertement les défenseurs de la croissance, permettant de rallier plus d'adhérents au mouvement réformateur. (Van den Bergh, 2011) En outre, Van den Bergh s'inquiète particulièrement de la création d'une société au sein de laquelle la décroissance prendrait la même place tyrannique qu'occupe actuellement la croissance. En particulier, il craint que la volonté de décroissance du PIB ne commence à devenir dogmatique. En mettant plutôt de l'avant les objectifs ultimes que vise la décroissance plutôt que le moyen d'y arriver, il espère ainsi éviter de créer des sociétés esclaves de la « solution ». Une telle approche pourrait mener à une certaine décroissance économique, mais cette dernière ne saurait devenir une fin en soi.

C'est l'avenue a-croissanciste qu'a empruntée le parti politique danois *Alternativet*. Créé en 2013, ce parti se décrit comme étant en faveur d'un développement qui soit soutenable et qui fasse fi du PIB. Il ne se positionne ainsi pas ouvertement *pour* ou *contre* la croissance bien qu'il soit en faveur de réformes importantes, entre autres au sein du système économique (Wingaard, 2016, 1<sup>er</sup> décembre).

Cependant, quelques lacunes existent dans la mise en application de l'a-croissance. Tout d'abord, sans objectif commun qui permette de rassembler les personnes et les énergies en plus de permettre de coordonner entre elles les différentes mesures, le risque est grand que ces dernières prolifèrent dans toutes les directions afin de contrôler chaque micro-aspect de la société. En particulier, dans le cas québécois, l'absence de telle coordination contribuerait à perpétuer les incohérences légales et administratives que le système connaît déjà ; des réformes totales et lourdes administrativement, comme celle qu'a récemment connue la *Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)*, seraient régulièrement nécessaires pour mettre à jour les cadres légaux et administratifs modifiés peu à peu, au cas par cas. De plus, vu l'emprise qu'a su prendre dans nos vies le paradigme de la croissance, M. Giorgos Kallis avance l'idée que « simplement » faire fi du PIB et de ses variations ne saurait renverser des années d'obsession ; dans cette logique, seule la décroissance permettrait, grâce à son rejet complet de la croissance, de réellement briser l'« envoutement ». En effet, la volonté de croissance du PIB n'est qu'une manifestation d'un malaise beaucoup plus profond lié à l'idée de croissance. En conséquence, s'attarder uniquement à la manifestation ponctuelle que la croissance prend relativement au PIB s'avérerait insuffisant. (Kallis, 2011)

#### **4.4 Croissance sélective (ou décroissance sélective)**

Une quatrième alternative à la croissance absolue est la croissance sélective. L'objectif d'une telle approche est de continuer à garder une activité économique dynamique — pouvant être croissante —

en compensant la réduction des activités plus néfastes environnementalement par l'augmentation des activités dites « bonnes » afin de réduire au maximum les coûts environnementaux des activités anthropiques.<sup>26</sup> L'idée est de remplacer des activités aux conséquences environnementales négatives par des activités aux conséquences positives de telle sorte que le bilan final soit positif, sans que l'économie et ses acteurs n'en aient « pâti ». Ainsi, une telle transition chercherait à favoriser les secteurs ayant de faibles impacts environnementaux.

Par exemple, les emplois et les revenus générés par la production de papier et la coupe forestière pourraient être remplacés par des emplois et des revenus dans des domaines artistiques ou éducationnels. Cette transition pourrait être organisée via une modification du système d'éducation et la mise en place de formations de mise à niveau pour réorienter la carrière de certains employés. De cette manière, les citoyens travaillant actuellement dans des secteurs polluants ou énergivores bénéficieraient du soutien nécessaire à une réorientation de leur carrière. Une autre voie pouvant être suivies pour conserver un certain développement économique tout en gardant un impact environnemental réduit serait de stimuler l'innovation de telle sorte que les nouveaux produits soient de meilleure qualité, aient moins d'impacts environnementaux et génèrent des co-bénéfices positifs (Lawn, 2011).

Pour ce faire, le gouvernement pourrait mettre en place quelques encadrements (sous la forme de taxes ou de règlements par exemple) ou lignes directrices innovantes (telles que des incitations financières et du soutien technique), mais le marché et son système d'autorégulation continueraient d'être sollicité pour assurer l'optimisation de l'allocation des ressources entre les différents secteurs (« bons » et « mauvais ») (Harris, 2008).

Le problème d'une telle approche c'est qu'en ne remettant pas en cause la croissance, au final, il est difficile d'imaginer que les impacts environnementaux puissent être suffisamment réduits pour réellement devenir soutenables sur le long terme.<sup>27</sup> Dans un premier temps, il est impossible que

---

<sup>26</sup> En particulier, Jonathan Harris (2008), de l'Université de Tufts, propose de décomposer l'équation du revenu total  $Y = C + I + G + (X - M)$  en différentes catégories selon leur durabilité. Une telle approche permettrait de mieux cibler les éléments qui doivent impérativement décroître et ceux dont la croissance doit être stimulée. Elle permettrait en outre de mieux valoriser les dépenses afin qu'elles soient perçues comme des bénéfices environnementaux plutôt que comme des coûts économiques.

<sup>27</sup> Une modélisation de croissance sélective effectuée par Peter A. Victor (2011, section 6) montre qu'une croissance sélective peut certes avoir des impacts environnementaux positifs, mais que ceux-ci sont limités au

l'entièreté de l'économie ne repose que sur des secteurs « positifs ». Or, tant que des activités néfastes continueront d'exister, cela signifie que pour réduire l'impact environnemental total, il faudra que les « bonnes » activités compensent les dégâts engendrés par les activités néfastes. Cependant, aucune activité anthropique n'est totalement exempte d'impacts négatifs sur l'environnement. Il devient donc impossible de réduire l'impact total de manière importante. En outre, en donnant carte blanche aux activités « moins mauvaises » et en blanchissant la conscience de leurs consommateurs, la croissance de ces secteurs finira par faire en sorte que leurs impacts deviendront malgré tout importants. Au final, non seulement il sera impossible de transformer suffisamment l'économie pour réduire l'impact environnemental de manière intéressante, mais en encourageant de manière « aveugle » les activités moins néfastes, une telle approche finira par augmenter l'impact total des activités anthropiques à cause de l'effet rebond. (Alcott, 2010 ; Victor, 2011)

En conséquence, une telle alternative peut avoir des résultats intéressants, mais pour qu'ils durent dans le temps et qu'ils soient réellement ambitieux, il faut qu'ils s'insèrent au sein de transformations structurelles plus profondes.

Le tableau 4.1 présente un résumé des quatre alternatives à la croissance présentées jusqu'ici.

---

court-terme. De plus, il est en effet facile d'imaginer qu'un léger déséquilibre entre les « bonnes » et « mauvaises » activités fasse en sorte qu'à long terme, la situation devienne insoutenable.

**Tableau 4.1 : Résumé des alternatives à la croissance**

Décroissance	Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise sur la réduction des flux pour réduire l'impact environnemental</li> <li>- Passe par une revalorisation du capital social au détriment de la sphère économique</li> <li>- Valorise la réappropriation démocratique</li> <li>- Rejette le modèle et les paradigmes économiques sur lesquels sont construites les sociétés occidentales</li> </ul>
	Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de précision</li> </ul>
Économie stationnaire	Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche une adéquation entre les activités économiques et la capacité de support des écosystèmes</li> </ul>
	Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne respecte pas les lois de la thermodynamique</li> <li>- Manque d'ambition pour être réellement utile</li> </ul>
A-croissance	Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vise à mettre de côté le concept de PIB et à ne plus porter attention à sa croissance ou à sa décroissance</li> </ul>
	Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'une vision d'ensemble cohérente</li> <li>- Ne remet pas en question le principal problème : la croissance</li> </ul>
(Dé)croissance sélective	Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tend à remplacer les activités les plus néfastes environnementalement par des activités moins dommageables</li> </ul>
	Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacer toutes les activités néfastes par des activités bonnes est impossible</li> <li>- Possibilité d'effet rebond</li> </ul>

#### 4.5 Dé-croissance

Au final, dans le cadre de cet essai, l'idée qui sera retenue est issue d'une réappropriation de ces modèles afin de l'ajuster au mieux à la réalité québécoise. En effet, le monde n'étant jamais assez fixe pour se contenter de catégorisation, il est normal que des théories ainsi délimitées ne soient pas forcément adaptées au contexte d'application. L'idée qui émerge de cette réappropriation est donc de lutter contre la destruction des écosystèmes et des sociétés en rejetant la dominance de l'économie sur les autres sphères de la vie ainsi que la rigidité de ses dogmes.

Ainsi, l'idée proposée s'inspire à la fois de la décroissance, de l'économie stationnaire, de l'a-croissance et de la croissance sélective. De la décroissance, elle gardera :

- l'idée qu'il est nécessaire de ralentir de manière cohérente la production afin de réduire l'empreinte écologique ;
- le rejet de l'omniprésence mentale et sociétale de la croissance au profit de nouveaux cadres de valeurs ;
- l'importance accordée au bien-être des citoyens et à leur participation active dans le processus de transition.

De l'économie stationnaire, elle se rappellera qu'ultimement, c'est une situation d'équilibre que recherche la mise en place périodique de transitions décroissancistes. De l'a-croissance, elle utilisera l'idée que ces mesures et ces sous-objectifs ne doivent surtout pas finir par supplanter l'objectif ultime : répondre aux besoins des humains tout en réduisant les impacts écologiques (Bell et al., 2010). Et finalement, de la croissance sélective, elle s'inspirera du fait qu'il peut être bénéfique de permettre la croissance limitée de secteurs où les impacts environnementaux et sociaux négatifs sont moindres — voire positifs — comme l'éducation environnementale ou le travail des intervenants de rue. En conséquence, c'est une couverture globale — à la fois économique et sociale — des crises et des solutions possibles qui seront mises de l'avant dans la suite de cet essai.

Le terme qui sera employé pour cette proposition est la « dé-croissance », un terme emprunté à Giorgos Kallis. S'inspirant lui-même de la formulation de Serge Latouche qui appelait à la décolonisation de l'imaginaire, Kallis propose de considérer le « dé » de décroissance comme un « dé » de « décolonisation culturelle et institutionnelles de l'économisme et de la religion de la croissance » (traduction libre de : Kallis, 2011, p.877). Cette formulation permet au bout du compte de concilier explicitement l'aspect social, environnemental et économique tout en prenant en compte la diminution de l'importance de la croissance et de l'économie dans la société (Kallis, 2011).



## **5 RECOMMANDATIONS CONCRÈTES POUR LA MISE EN PLACE DE LA DÉCROISSANCE**

La section qui suit permet de mieux comprendre comment la dé-croissance pourrait devenir une réalité au Québec. Elle présente ainsi différents mécanismes qui faciliteraient la transition décroissanciste vers une situation d'équilibre (voir l'annexe 1 pour une version résumée des recommandations). Penser et présenter de telles alternatives concrètes sont des actions nécessaires pour faire avancer la dé-croissance en tant que mouvement (Joutsenvirta, 2016 ; Lepesant, 2013). Comme l'écrit Perron (2009), pour créer une réelle alternative aux paradigmes actuels, il s'agit tout d'abord de créer autre chose que des « propositions superficielles et générales ». L'objectif de ces recommandations est donc de faire le pont entre les réalités québécoises et les différentes théories socio-économiques développées dans les dernières années, en particulier dans la littérature étudiant les alternatives à la croissance. Afin de créer un tout cohérent, différents domaines comme la politique, la philosophie, l'économie ou encore les sciences de l'environnement ont été consultés (Cosme et al., 2017 ; Sekulova, Kallis, Rodriguez-Labajos et Schneider, 2013). En outre, quelques éléments originaux ont été ajoutés afin de pousser plus loin la réflexion et de créer de nouvelles opportunités. Ce qu'il est notamment nécessaire de percevoir est que chacune de ces mesures prise dans son individualité aurait très peu de logique et très peu de pertinence. En effet, sans une structure et une logique décroissanciste sous-jacente, les mesures proposées ci-dessous perdent une grande partie de leur valeur et de leur intérêt. Elles risquent d'être réappropriées par le marché et de finir par desservir uniquement les intérêts financiers ou politiques de certains individus. C'est donc uniquement dans un cadre et une logique dé-croissancistes que ces mesures prendraient tout leur sens ; la plupart d'entre elles étant de toute façon déjà défendues par de nombreux chercheurs. C'est donc comme un tout cohérent que ces recommandations doivent être considérées avant d'être graduellement mises en place (Kallis, 2011).

À partir de la réflexion qu'offrent les pages qui suivent, c'est tout un projet socio-politique qui pourrait émerger au Québec en faveur d'une réappropriation de l'espace mental et social, en faveur d'une société de mieux-être psychologique et physique ainsi qu'en faveur d'un environnement préservé. Évidemment, les éléments qui y sont présentés ne sont que des propositions, des réflexions et des bases pour la concrétisation de la dé-croissance dans le contexte spécifique du Québec. De fait, identifier dès maintenant des solutions permanentes et absolues serait totalement illusoire et contre-productif (Holmberg et Robert, 2010). Au contraire, il est nécessaire qu'au fur et à mesure de leur implémentation, ces solutions soient évaluées par la population de manière continue et que leurs mises en œuvre soient adaptées (Cosme et al., 2017 ; Sekulova et al., 2013).

Bien entendu, étant donné la faible ampleur du présent document, de nombreuses lacunes sont présentes tant dans la formulation des recommandations que dans les domaines couverts. Pour en affiner les résultats, il est certain que davantage de recherche et de réflexions seront nécessaires de la part des différents acteurs sociétaux en coordination avec les chercheurs et les acteurs décroissancistes.

## **5.1 Décroissance au Québec**

Au Québec, le projet de décroissance a tout d'abord commencé à être porté de manière collective et formelle en 2007. En créant le Mouvement québécois pour une Décroissance conviviale (MQDC), ses fondateurs produisirent également le Manifeste pour une décroissance conviviale, un texte qui allait devenir la base des actions et des réflexions du mouvement. Mené principalement par des membres de la société civile francophone montréalaise, le MQDC a jusqu'à présent concentré ses énergies sur le partage du message de décroissance au sein de la population québécoise (conférences, cours universitaires, livres, journal, thèses et mémoires, réunions de discussion, ateliers de lecture, etc.), sur le développement de la réflexion entourant les questions décroissancistes chez ses principaux défenseurs (colloques et conférences, séminaires et cours universitaires, participation active au Forum Social Mondial à Montréal, etc.) ainsi qu'à l'organisation d'actions militantes (manifestations lors du Grand Prix de Formule 1 par exemple). Actuellement, bien que le MQDC soit officiellement dans une période de dormance à cause de contraintes temporelles et financières, de nombreux acteurs québécois continuent de réfléchir, de penser et d'agir pour la mise en place de mesures et de valeurs décroissancistes. Il est par exemple possible de penser à Yves-Marie Abraham, Serge Mongeau ou encore Louis Marion. Plusieurs idées des pages qui suivent sont d'ailleurs bâties à partir de certaines de leurs réflexions tandis que d'autres, davantage inspirées de la littérature internationale anglophone, pourraient au contraire servir à faire évoluer la réflexion collective québécoise. (Mouvement québécois pour une Décroissance conviviale, s. d. ; Y.-M. Abraham, professeur agrégé du HEC Montréal, entrevue, 21 juin 2018)

## **5.2 Informer les citoyens**

La première étape à renforcer au Québec pour faire avancer la dé-croissance est le partage d'information avec les citoyens, dans la continuité des efforts du MQDC. En effet, un des piliers fondamentaux d'une transition conviviale vers la dé-croissance est le soutien et l'engagement actif de la majorité de la population ainsi que la participation citoyenne (Abraham, 2014 ; Abraham, 2015 ;

Abraham et al., 2015). En effet, pour mettre en place une transition dé-croissanciste qui respecte les principes démocratiques de la section 2.1, il est important de pouvoir compter sur des citoyens informés capables de comprendre les implications et les subtilités de la dé-croissance (Boillat, Gerber et Funes-Monzote, 2012). Comme l'écrit Serge Latouche (2007, p.118) : « Il importe [tout d'abord] de créer les conditions d'un tel changement ». Or, dans le contexte actuel, peu de gens connaissent et comprennent le fondement des alternatives à la croissance (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018). De fait, les concepts décroissancistes ne sont pas toujours simples à comprendre. Bien souvent, après une seule exposition au discours décroissanciste, quelques incompréhensions persisteront (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018). Dans une telle optique, ce n'est donc pas immédiatement un changement de comportements qui doit être visé, mais tout d'abord une amélioration des connaissances ainsi que la stimulation de la réflexion, tant chez les citoyens que chez les acteurs économiques et politiques (Guertin, 2018, juin ; S. Mongeau, fondateur des éditions Écosociété, entrevue, 11 juin 2018). Il est important qu'au travers de ce processus, il devienne possible de lutter contre l'appauvrissement de l'imagination qui frappe les sociétés occidentales et néo-libérales ; il est important que les Québécois réapprennent à penser par eux-mêmes (Clover, 2018, juin). De plus, afin de renforcer et solidifier cette réflexion et de la rendre plus pertinente, celle-ci devra être développée collectivement. De fait, ce n'est qu'en créant et en renforçant conjointement les savoirs, dans une optique de co-construction, que l'apprentissage pourra réellement mener à des changements durables et profonds. (Clover, 2018, juin ; Lafitte, 2018, juin).

La sous-section qui suit présente donc certaines caractéristiques qui permettront de faire d'une campagne dé-croissanciste une campagne efficace d'un point de vue du partage des connaissances et éventuellement des changements de comportement.

### **5.2.1 Partage du message**

Il est tout d'abord important de déterminer les canaux et les médias via lesquels passeront les démarches d'éducation, de sensibilisation et d'éveil de consciences. Plusieurs auteurs et chercheurs se sont penchés sur cette question afin de déterminer les meilleures techniques permettant de partager des idéaux au sein d'une population. L'une d'entre elles propose de miser sur certains « types d'acteurs » qui permettraient aux messages d'être reçus plus largement et plus positivement par la population (Galdwell, 2000). Une autre technique suggère plutôt de miser sur les réseaux de pairs ; des réseaux qui peuvent compter sur le plus haut degré de confiance entre les individus (Perron, 2009). Finalement, une troisième technique est celle mise en place par le MQDC : mettre sur pied différentes

activités de réflexion et de sensibilisation comme des séances de sensibilisation et de réflexion, colloques, publication d'un journal (*L'Objecteur de croissance*), cours universitaires, conférences dans les écoles et les entreprises, rédaction d'articles, de mémoires et de thèses, etc. (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018). En combinant différentes techniques comme celles-ci et en les adaptant au contexte québécois et, surtout, au niveau de connaissance des Québécois, il est alors possible de profiter de leurs forces tout en comblant leurs faiblesses (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). Il devient par exemple possible de porter le message en dehors des réseaux de sympathisants tout en comptant sur la confiance dont peuvent bénéficier les réseaux de pairs. Ainsi, en combinant ces différentes approches, il semblerait possible de concevoir une stratégie efficace pour partager les principes et les concepts à la base de la dé-croissance.

### 5.2.2 Forme du message

Un autre élément à prendre en compte est la façon dont le message sera exprimé. Quelques éléments peuvent être tirés des recherches menées en marketing social et en théorie des changements comportementaux.<sup>28</sup> Ceci permet d'éviter quelques pièges dans la façon de formuler et d'articuler le message. La section qui suit présente trois éléments nécessaires à inclure à la forme du message : ne pas « trop » adapter le message au public, compter sur le positif et la créativité et miser sur le tissu social.

En premier lieu, bien qu'il soit pertinent dans certains cas d'adapter le message aux publics cibles, il semblerait que dans le cas de la dé-croissance certaines adaptations puissent être contre-productives. Par exemple, segmenter le message pour l'adapter aux différents publics pourrait devenir un facteur de division sociale (Corner et Randall, 2011). De plus, construire une campagne autour de valeurs et de réflexes déjà existants chez différents sous-groupes risquerait de renforcer et justifier certains des « mauvais » réflexes existants (Corner et Randall, 2011).<sup>29</sup> Cependant, il faut bien comprendre que tant

---

<sup>28</sup> Selon Corner et Randall, le marketing social est « l'application systématique des concepts et des techniques de marketing pour atteindre des objectifs comportementaux spécifiques dans un objectif de bien social » (traduction libre de : Corner et Randall, 2011, p.1006). Bien qu'adapté dans certains contextes, les auteurs soulèvent quelques risques à importer directement le marketing social dans le domaine environnemental. L'un d'entre eux est le fait que le marketing social cherche à changer les comportements à la marge alors qu'en environnement, ce sont des changements plus radicaux de valeurs et des transformations d'ordre éthique qu'il faut viser.

<sup>29</sup> Par exemple, faire la promotion d'un comportement environnemental pour des raisons économiques peut rapidement devenir contre-productif sur le long terme. En effet, même si le message peut finir par être mieux accepté au moment de la campagne, les futurs comportements risqueront de continuer à être influencés par des raisonnements financiers — potentiellement au détriment de la protection environnementale.

que ce genre de dérives sont évitées, la plupart des auteurs ne rejettent pas complètement l'idée d'étudier les motivations du public pour orienter une campagne de communication (Jackson, 2005). Par exemple, au Québec, il pourrait être pertinent de présenter la dé-croissance comme une réponse à des problématiques sociales préoccupantes pour la plupart des citoyens comme le décrochage scolaire, les délais dans le système de santé ou la gestion des retraites. Une autre façon d'adapter le message au public de manière constructive pourrait être vis-à-vis de la terminologie employée. En effet, bien certains auteurs critique le terme « décroissance » qu'ils jugent trop « agressif », d'autres apprécient plutôt sa clarté (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018 ; Drews et Antal, 2016 ; Kallis, 2015 ; Lakoff, 2004).<sup>30</sup> En conséquence, il serait d'abord intéressant d'utiliser le terme « dé-croissance » avec parcimonie afin que son effet « choc » puisse être exploité dans les situations où le public cible y semble sensible sans toutefois générer un important mouvement de rejet citoyen (Corner et Randall, 2011).

En deuxième lieu, un autre élément à prendre en compte dans la façon dont s'articulerait un message dé-croissanciste serait le ton du message. De fait, de nombreux chercheurs en marketing social et environnemental s'entendent pour dire qu'il est important de ne pas partager uniquement un message négatif : au lieu de dépeindre le côté catastrophiste de la croissance, il semblerait plus prometteur de mettre l'emphasis sur l'espoir et les potentialités des alternatives à la croissance (Futerra Sustainability Communication, s. d. ; Schneider et al., 2010). Poussant plus loin dans cette direction, Nayla Naoufal (2018, juin) estime même que les alternatives proposées aux citoyens devraient miser sur le courage plutôt que sur l'espoir, afin de redonner un sens à leurs actions et de ne pas les laisser se satisfaire d'une attente passive. Dans le même ordre d'idée, de nombreux auteurs soutiennent l'importance de miser sur la créativité, les émotions et l'imagination du public-cible pour pallier aux limites des arguments rationnels. Inclure de tels arguments permet de contourner les facteurs non-rationnels qui guident les actions des gens : la routine, l'influence de la société, etc. (Jackson, 2005 ; Van den Bergh, 2011)

---

<sup>30</sup> Selon Drews et Antal, c'est carrément le fait que le mot « décroissance » exprime une attaque contre le mot « croissance », lui-même avec une connotation très positive (et pas uniquement en économie), qui engendre une forte connotation négative lors de sa première audition. Une fois ce premier contact négatif, il devient complexe de redorer le blason du concept et des idées auxquels il se rattache. De son côté, Lakoff critique le terme à cause de sa référence explicite à la croissance, référence qui fait en sorte d'immédiatement rappeler à l'auditeur le concept de croissance, rappel qui rend impossible la sortie de l'omniprésence du dogme.

Troisièmement, un dernier point est l'importance de construire un message autour du capital social et de la collectivité. En effet, comme l'écrivent Corner et Randall (2011), une réelle transformation sociétale ne saurait être défendue uniquement par des messages individualistes. En outre, de nombreuses campagnes cherchant à modifier des comportements et des valeurs sociales ont démontré que miser sur l'influence des groupes sociaux s'avérerait être une stratégie efficace (Corner et Randall, 2011 ; Jackson, 2005). Finalement, mettre l'emphasis sur le tissu social lors d'une campagne de communication permet carrément de renforcer le tissu social et le sentiment d'appartenance des citoyens (Corner et Randall, 2011). Ainsi, le capital social est un élément clé dans cette dynamique ; un élément que le partage du message peut même permettre de renforcer

### 5.2.3 Contenu du message

Finalement, il est évident que le contenu du message doit être choisi adéquatement. Dans un premier temps, tel que mentionné précédemment, c'est une amélioration des connaissances qui doit être visée. Il est donc important de commencer par présenter un message clair, concret, concis et plein d'espoir afin de faire entrer les réels fondements de la décroissance dans la pensée courante (traduction libre de *mainstream thinking*) (Joutsenvirta, 2016). Un tel message pourrait s'articuler autour des deux éléments suivants :

- a) La croissance est un dogme dommageable qu'il faut éviter ;
- b) Il existe des alternatives viables.

Proposés conjointement, ces deux messages devraient permettre d'intéresser un nombre suffisant d'individus pour qu'un projet sociétal — ou du moins une importante réflexion sociétale — puisse éventuellement prendre forme.

Le premier élément peut sembler à prime abord plus aisé à partager étant donné l'impressionnante liste de conséquences néfastes de la croissance sur l'économie, le bien-être, la gouvernance, l'environnement, etc. Il se heurte cependant à des croyances et des réflexes profondément ancrés dans les consciences et dans les actions quotidiennes. Or, mettre de l'avant l'absence de fondement de certaines de ces croyances et actions n'est pas forcément une tâche aisée ; la logique et la raison ne guident pas toujours la vie et les choix des gens (Côté, 2018).

Développer et proposer des alternatives qui puissent être considérées comme viables par la majorité n'est pas non plus une tâche simple. Il a été dit et redit tout au long de l'essai : le libéralisme économique empêche de rêver (Caron, 2018, 30 janvier). En ne valorisant pas la créativité et la prise

de risque sociétal, les dogmes néo-libéraux et croissancistes ont fait de plusieurs citoyens des moutons préférant leur « confort » actuel plein de défauts à l'inconnu (Agundez-Rodriguez, 2018, juin). En outre, les institutions et les mécanismes mis en place dans le cadre de ces dogmes rendent complexes les changements qui viseraient à faire faire volte-face à une société (Joutsenvirta, 2016). Le Québec n'échappe pas à cette réalité ; les Québécois ont été habitués à douter d'emblée face aux alternatives au discours dominant (Bock-Côté, 2016, 31 janvier ; Robert, 2013). Il faut donc proposer clairement des éléments qui pourront forger cet inconnu ; des éléments qui permettront de comprendre ce que veut réellement dire cette « vague » idée de dé-croissance et comment une vie agréable et satisfaisante peut exister en dehors du libéralisme économique croissanciste. Les alternatives qui seront exposées devront cependant être claires sur un point : il ne s'agit pas de dogmes autoritaires immuables. Au contraire, la dé-croissance recherche plutôt la remise en question de ses résultats et l'évolution perpétuelle.

Au final, en mettant en place un message dé-croissanciste s'inspirant des éléments présentés dans cette section, il deviendrait possible d'atteindre le point de basculement sociologique qui permettrait aux connaissances et aux réflexions dé-croissancistes de se généraliser au sein de la population. Comme l'explique M. Abraham (entrevue, 21 juin 2018), une fois qu'un certain nombre de citoyens sera sensibilisé à la question de la décroissance et convaincu de son bien-fondé, il deviendra impossible pour les institutions et le reste de la société de continuer à ignorer ces réflexions et ces réalités. Il sera alors possible d'assister à des échanges sociétaux et de riches réflexions. De cette façon, même si la dé-croissance n'est pas spontanément acceptée par tous et que toute la population n'en devient pas rapidement intimement convaincue, les démarches présentées ci-dessous permettront au moins une riche réflexion quant aux grands principes guidant la société.

### **5.3 Renouveau du capital moral**

Une fois que l'alternative dé-croissanciste aura été démystifiée grâce à un important partage de connaissances, il sera nécessaire d'encourager les changements de comportement. Pour ce faire, la prochaine étape serait de réduire l'omniprésence de l'économie libérale et des réflexes qu'elle impose à la société. Comme le présente le parti politique français Rassemblement des écologistes pour le vivant (2018) : « Aujourd'hui, les citoyens sont contraints de se mettre au service de l'économie. [...] Nous voulons renverser cette logique injuste et remettre l'économie à sa place : c'est elle qui doit servir le citoyen ». Un tel changement permettrait alors à des valeurs comme l'entraide, l'altruisme et la collaboration de prendre davantage de place dans les échanges et les interactions sociales (Corner

et Randall, 2011). Pour initier cette modification des référents sociétaux, deux groupes de solution pourraient être mis en œuvre : modifier le message dans lequel baigne la société et soutenir l'apparition de lieux où l'argent serait remis en question.

### 5.3.1 Discours public et discours privé

Tout d'abord, c'est dans le discours public qu'il faudra atténuer l'omniprésence de l'économie. En effet, au Québec, la croissance et l'économie sont présents autant dans la sphère politique que dans l'arène médiatique. Or, le fait que les individus soient sans cesse exposés à des commentaires et des discours prônant une idéologie en particulier renforce l'importance qu'ils lui accordent (Romero, 2007). Cela peut donc finir par induire des comportements moins réfléchis et possiblement contraires aux valeurs des individus, un peu à la manière des *nudges* (Côté, 2017).

A la place, le discours public dominant devrait plutôt favoriser le bien-être, valoriser la sphère sociale et mettre de l'avant l'importance d'un environnement sain préservé (Matthey, 2010). Dans cette optique, l'État devrait agir pour orienter au moins les éléments suivants :

- Discours, programmes, documents et textes légaux politiques ;
- Émissions radiophoniques et télévisuelles des radios et chaînes télévisées ;
- Publicité (voir la section 5.4.2.3) ;
- Programme scolaire (voir la section 5.6.5).

L'idée derrière une telle orientation serait de limiter la place que la recherche de profit, la croissance et l'économie y occupent. Il ne s'agit évidemment pas ici de brimer la liberté d'expression ni de créer un État totalitaire. De fait, qui dit « orienter » ne dit pas « contrôler » et encore moins « censurer ». Chacun de ces éléments est, de toute manière, déjà réglementé afin de les rendre compatibles avec les valeurs propres à la société québécoise.<sup>31</sup> En conséquence, si la décolonisation économique de l'imaginaire parvient à s'insérer (ou espère pouvoir s'insérer) au cœur de l'identité québécoise, il est important que les valeurs adéquates soient également intégrées à l'espace public.

A l'échelle individuelle, chaque citoyen pourra également agir concrètement en faveur de cette décolonisation de l'inconscient collectif. De fait, l'importance des commentaires faits entre pairs joue

---

<sup>31</sup> Voir par exemple l'encadrement fédéral de la publicité sur le tabac, la volonté du gouvernement québécois de légiférer quant aux publicités alimentaires pour les jeunes ou encore la classification des films (Kirkup, 2017, 29 décembre ; *Loi sur le tabac* ; Ministère de la Culture et des Communications, 2018).



également un rôle important (Perron, 2009). Par exemple, si les gens cessent de s'extasier entre eux sur le nouveau salaire négocié par un ami ou sur le nouveau produit lancé par une marque importante, alors l'importance de telles idées cessera d'être renforcée, insidieusement, peu à peu, sur une base quotidienne et dès le plus jeune âge. Il s'agit à nouveau de décoloniser l'imaginaire collectif et de reprogrammer les réflexes (Kallis, 2011).

### 5.3.2 Espaces démonétarisés

Afin de faciliter la décolonisation de l'imaginaire plusieurs auteurs ont également souligné l'importance de développer des espaces démonétarisés, à petite échelle (Kallis et al., 2012 ; Van den Bergh, 2009). Ces endroits sont des espaces où l'argent n'est plus le centre des relations et où des échanges peuvent avoir lieu grâce à une réappropriation des concepts du don, de l'entraide et de la réciprocité. Il est en effet absurde que l'argent ait pris une telle importance dans les sociétés actuelles quand on réalise le fait qu'il ne s'agit en fait que d'un médium censé faciliter les échanges (Daly, 2016). Plusieurs projets dont les activités fonctionnent sans passer par l'argent existent déjà au Québec. Les formes qu'ils prennent sont variées : cercles d'entraide et de partage, échange de services, communautés de partage, coopératives, jardins communautaires et collectifs, etc.<sup>32</sup> De nombreux avantages existent dans cette forme d'organisation socio-économique.

Tout d'abord, le premier avantage est le dégonflement de la glorification du « Dieu-dollar » dans les échanges. À la place, ces espaces donnent plus d'importance à une économie motivée par le bénévolat, le don et l'amélioration de la communauté ainsi que sur l'échange et la coopération. Ainsi, ils permettent de réaliser que l'argent n'est pas un élément intrinsèque à l'économie et qu'à petite échelle cette dernière peut très bien reposer sur d'autres bases (Joutsenvirta, 2016). Ils montrent également qu'il existe d'autres moyens que la loi du marché et le principe de concurrence pour engendrer de la prospérité et de l'efficacité (Van den Bergh, 2009). Deuxièmement, les limites géographiques dans lesquelles évoluent (intentionnellement ou *de facto*) ces différents mouvements ont des avantages sociaux et environnementaux. Tout d'abord, ces limites permettent aux liens de confiance de se créer et de renforcer le capital social (Seyfang, 2004). En outre, les limitations géographiques permettent la réduction des besoins en transport. Vu l'importance du transport dans

---

<sup>32</sup> Quelques exemples de telles initiatives au Québec : Banque à pitons (Québec), Accorderie de Québec, Jardin collectif de l'Université de Sherbrooke (Sherbrooke), Coopérative la Déraille (Sherbrooke), page *Facebook* Partage & Solidarité.

la pollution aérienne et dans les émissions de GES au Québec (voir section 1.4.2), un tel avantage n'est pas négligeable.

Bien que ces espaces démonétarisés aient donc des avantages, il est clair qu'ils ne sauraient remplacer l'ensemble de l'économie québécoise. De fait, si le concept d'argent a été développé dans un premier temps, c'était pour répondre à la problématique de la « coïncidence des besoins », problématique qui continuera d'exister dans une transition dé-croissanciste (Enotes, 2013). Dans cette optique, ce que cette section propose n'est pas une disparition totale de l'argent, mais bien le soutien à la création d'espaces alternatifs innovants et d'échelle limitée où ce dernier ne serait ni central ni nécessaire (Kallis et al., 2012).

#### **5.4 Repenser la taille de l'économie : équilibre entre production, consommation et travail**

« Les gens vivant dans une société dé-cruie travailleraient moins de temps dans un emploi salarié, partageraient leurs emplois dans bien des cas et mèneraient un style de vie plus frugale » (traduction libre de : Cosme et al., 2017)

La dé-croissance économique est une des composantes clés des alternatives à la croissance. Concrètement, cette dé-croissance signifie une réduction des flux de matière et d'énergie (traduction libre de *throughput*) consommés par l'économie. Elle vient s'ajouter aux processus d'éducation et de transformation des valeurs mentionnés plus haut en ayant à la fois des impacts environnementaux et sociaux. Pour atteindre cette réduction, la dé-croissance mise sur une réduction directe de la production plutôt que sur une amélioration de la productivité, amélioration qui ferait courir le risque d'un effet rebond plutôt que de garantir une réduction des flux.

Toutefois, étant donnée la complexité de l'économie et de la société au Québec, la production ne peut être réduite de manière unilatérale. Au contraire, pour éviter de nuire à l'économie et à la société, c'est un ensemble de mesures cohérentes qui doivent être mises en œuvre de manière conjointe. Ainsi, en plus de la production, ces mesures doivent toucher à la fois la consommation et le temps de travail. De fait, ces trois composantes sont intrinsèquement liées :

- **Consommation ↔ travail** : plus un individu travaille (dans le cadre d'un travail rémunéré), plus il a (ou devrait avoir) d'argent disponible pour consommer. Cependant, en général, il aura également moins de temps pour consommer.

D'un autre côté, moins un individu a besoin de consommer, moins il a besoin de travailler (Pullinger, 2014).

- **Production ↔ travail** : pour une *productivité fixe*, la réduction de la production diminuera directement le temps de travail. Le lien entre temps de travail et production étant direct (Jackson et Victor, 2011) :

$$\text{valeur économique de la production} = \text{productivité} \times \text{temps de travail}$$

Cependant, si la *productivité diminue* (comme elle pourrait être amenée à le faire si l'usage des combustibles fossiles diminuait par exemple), le temps de travail ne pourra diminuer qu'à la suite d'une importante réduction de la production ; une réduction qui ne serait possible que via des changements sociétaux encore plus profonds (Georgescu-Roegen, 1995 ; Kallis, 2013 ; Sorman et Gampietro, 2013)

D'un autre côté, dans certaines conditions, la réduction des heures de travail peut mener à une hausse de la productivité des travailleurs ; un élément perçu positivement dans une société croissanciste, mais dont il faudra étudier l'évolution avec attention dans une société décroissanciste (Nanda et Browne, 1977).

- **Production ↔ consommation** : dans une économie de marché comme l'est l'économie québécoise, c'est sur l'équilibre entre production et consommation — entre offre et demande — que repose l'économie. De manière plus concrète, une production réduite aura un impact sur les possibilités de consommation puisque moins de produits seront disponibles (du moins, tant que les importations n'augmenteront pas en parallèle). De plus, une réduction de la consommation réduira la nécessité de production (du moins pour une consommation locale).

La section qui suit propose donc certaines mesures et certaines réflexions permettant de guider la réduction des flux dans l'optique de mettre en place une dé-croissance économique. Elle reprend les mêmes logiques que celles mises en place par les adeptes du dollar vert en Nouvelle-Zélande ; un réseau au sein duquel les membres ont su réduire l'empreinte environnementale en réduisant leurs aspirations matérielles et leur consommation, en travaillant à temps partiel et en comptant sur des réseaux d'entraide communautaire (Dittmer, 2013).

#### 5.4.1 Production

La production totalement libre de biens et de services peut s'avérer néfaste d'un point de vue environnemental et social. Il est donc important de repenser cette dernière afin de réduire et

réorienter les processus lorsque nécessaire. La section qui suit présente tout d’abord les impacts de la production, puis propose différentes stratégies afin de réduire la production.

### **Impacts de la production**

La production de biens et services a des impacts environnementaux et sociaux négatifs. Tout d’abord, tous les biens et services produits par la société requièrent, directement ou indirectement, l’extraction de ressources naturelles et le rejet de contaminants. Au Québec, tel qu’il a été présenté plus haut, plusieurs activités de production ont des impacts importants sur l’environnement : industries lourdes, transport, agriculture, extraction de ressources naturelles, etc. (MDDELCC, 2018a ; Schepper, 2015). Or, si leur rythme d’extraction et de rejet dépasse le rythme naturel de renouvellement des écosystèmes, ceux-ci peuvent être irrémédiablement endommagés. En conséquence, il est nécessaire de réduire ou de réorienter la production afin que cette dernière respecte les capacités des écosystèmes (Cosme et al., 2017).

D’un autre côté, la production a également des impacts sociaux importants. De fait, dans plusieurs sociétés occidentales, un peu à la manière de l’économie, la production a fini par prendre une place centrale. Comme le confirme le parti danois *Alternativet* :

« La production ne devrait pas être au centre de notre vision de société. Au contraire, c’est la *façon* donc nous produisons et créons de la croissance qui est importante. Nous devons trouver un sens à ce que nous faisons et mesurer ce qui nous donne un sens »  
(traduction libre : Alternativet, s. d.).

Il est donc important de repenser les processus de production.

### **Plafonnement des intrants**

Le plafonnement des intrants est l’un des principaux outils permettant de repenser les systèmes de production et leur organisation. En effet, bien que la réduction volontaire de la production soit recherchée et encouragée, certaines interventions au niveau macro sont malgré tout nécessaires (Sekulova et al., 2013).

Plafonner les intrants a plusieurs avantages. Tout d’abord, cela permettrait également de contrôler les extrants — tant les biens produits que les déchets et les pollutions émises. Ainsi, c’est l’ensemble de la taille de l’économie et des flux y passant qui serait réduit. De plus, par rapport à un plafonnement

sur les extrants, les contrôles seraient plus faciles puisque les mesures seraient faites à un niveau entropique moindre (Daly, 2016).

Afin d'établir des plafonds, différents éléments sont à prendre en compte. Dans un premier temps, il sera nécessaire d'étudier adéquatement les pressions que posent actuellement les modes de production québécois sur les écosystèmes. Il faudra également mieux étudier les capacités des écosystèmes à supporter ces pressions. Au Québec, plusieurs documents existent déjà pour fixer des seuils et des lignes directrices allant en ce sens, tant pour les écosystèmes hydriques que terrestres (Fonds de recherche Nature et technologies, 2014 ; Ministère du développement durable, de l'environnement et des parcs, 2005 ; MDDELCC, 2014 b ; MDDELCC, 2014 c ; Regroupement national des conseils régionaux en environnement du Québec, 2007).

L'étude de ces pressions devra par la suite mener à des plafonds établis de manière conservatrice et respectant le principe de précaution d'un point de vue environnemental. De fait, seule une telle approche permettra de garder une certaine marge de manœuvre au niveau de la protection des écosystèmes (Daly, 2016). Il est donc impératif que le plafonnement cherche à répondre à ces besoins et non à ceux des entreprises. Il faut cependant trouver un équilibre adéquat. En effet, autant un plafonnement trop élevé s'avérera inutile, car insuffisamment contraignant, autant un plafond trop bas peut également finir par être inutile s'il ne peut être respecté dans un contexte donné (Kallis, 2011). Il faut donc permettre une certaine période d'ajustement et fournir le soutien requis.

Finalement, il est également important de réfléchir au potentiel qu'offre le plafonnement pour l'orientation de la production d'un point de vue qualitatif — et non en termes d'une simple réduction. De fait, théoriquement, un ajustement très fin des plafonnements permettrait une telle orientation. Cette approche donnerait la chance de conserver un certain développement économique tout en réduisant l'impact socio-environnemental de la production (Lawn, 2011). Cependant, il faut également prendre en compte le fait qu'une multiplication des plafonds pourrait mener à une certaine discordance ou incohérence entre les diverses normes.

### **Encadrements supplémentaires de la production**

Outre la mise en place de plafonds pour réguler la quantité production, il serait également intéressant d'orienter la production d'un point de vue qualitatif (même si les plafonnements peuvent, dans une certaine mesure également avoir un impact à ce niveau). Pour ce faire, d'autres outils pourraient être

développés. Les mesures présentées visent donc principalement une réorientation de la production en termes qualitatifs. Cependant, ceci ne signifie pas qu'elles ne pourraient pas éventuellement également mener à une réduction globale de la production. Dans tous les cas, il est nécessaire qu'elles demeurent couplées aux plafonds afin que la réorientation ne serve pas d'excuse pour une augmentation de la production dans une dynamique d'effet rebond.

Tout d'abord, un des outils qui permet d'orienter et d'encadrer la production à l'intérieur des plafonds est la mise en place du concept de pollueur-payeur. Dans un de ses ouvrages, Serge Latouche (2007) suggère deux outils permettant de concrétiser ce concept fortement mentionné, mais rarement appliqué. Dans un premier temps, il recommande de mettre en place d'importantes écotaxes. L'idée derrière celles-ci est que le prix de vente d'un produit reflète réellement les impacts négatifs que son processus de production inflige à l'environnement. De cette façon, les activités avec le plus grand impact seront grandement désavantagées. En parallèle, les recettes fiscales ainsi générées pourraient permettre la mise en place d'autres réformes ou de projets socialement et environnementalement positifs (l'annexe 2 revient plus en détails sur les intérêts et en particulier sur les limites d'un tel outil). La seconde avenue proposée par Latouche est d'obliger les industries dont les activités comportent un risque environnemental ou social à assurer ces activités. De cette manière, si un problème survient, un financement serait disponible pour y répondre rapidement.

Une autre approche permettant de réorienter et éventuellement réduire la production serait de développer un règlement relatif à la qualité des produits ainsi qu'à leur durée de vie utile. En effet, l'obsolescence programmée est l'un des moteurs actuels de la production (Latouche, 2007 ; Lawn, 2011). Au niveau légal, il serait possible de s'inspirer de la loi française qui commence peu à peu à être mise en application (Gully, 2017, 28 décembre ; *LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte*). Il sera cependant nécessaire de développer une loi qui soit capable de passer outre les lacunes de la loi française. Il serait, par exemple, intéressant d'exiger des producteurs qu'ils mettent explicitement en œuvre des mesures pour assurer la longévité de leur produit plutôt que d'exiger des consommateurs qu'ils prouvent que des intentions malveillantes sont à l'origine des courtes durées de vie de leurs produits.

### **Participation des travailleurs et du patronat**

Finalement, afin que les différentes suggestions macro proposées ci-dessus aient une chance de fonctionner, il est nécessaire d'inclure les travailleurs et le patronat dans leur conception et leur

application. De fait, vu la part importante que joue la production dans le mode de vie et les habitudes de vie de certains Québécois, ne pas les impliquer serait à la fois a-démocratique et contre-productif, en ce sens qu'une mesure trop drastique risquerait de les braquer. En outre, en incluant les principaux producteurs du Québec, il serait possible de développer des stratégies plus adaptées et potentiellement plus novatrices. (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018)

Une autre avenue permettant d'impliquer les travailleurs est de leur faire prendre part aux innovations techniques dont aura besoin la production au Québec (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). Dans cette logique c'est surtout, l'innovation « frugale »<sup>33</sup> qui devrait être promue. Ces innovations seraient animées par la volonté d'améliorer la qualité des produits, l'augmentation des retombées positives lors du processus de production ainsi que la réduction des retombées négatives (Abraham, 2015 ; Lawn, 2011 ; Schneider et al., 2010). Ceci permettrait à tous les innovateurs québécois de contribuer activement au processus de dé-croissance et de conserver un dynamisme économique qui nuise de manière moins importante à l'environnement et à la société (Lawn, 2005). De plus, en misant sur l'inventivité et l'expertise québécoise, les solutions proposées seraient plus adaptées aux réalités.

#### **5.4.2 Consommation**

Dans une optique dé-croissanciste, une autre modification importante de l'économie qui se doit d'avoir lieu est une réduction drastique de la consommation et une simplification des modes de vie (Kallis et al., 2012). De fait, étant directement liée à la production, réduire la consommation contribuerait à la réduction des flux de biens et d'énergie passant dans l'économie et permettrait donc de réduire la pression imposée sur l'environnement, sur l'économie et sur la société. La section qui suit explore quelques-unes des façons dont la consommation nuit au bien-être des individus et des sociétés. Elle tente ensuite de présenter quelques mesures qui pourraient être mises en place pour mieux contrôler cette dernière.

#### **Avantages sur le bien-être**

La réduction de consommation et la modification du mode de vie peuvent avoir d'importants avantages sur le bien-être des individus et des collectivités. En effet, en s'affranchissant d'une consommation frénétique, il devient possible de sortir de l'aliénation économique qu'une telle consommation engendre et de voir son bien-être augmenter (Skidelsky, 2014). En particulier, au

---

<sup>33</sup> L'expression « innovation frugale » est ici empruntée à Schneider (2010).

Québec comme dans certaines sociétés, un important désaccord existe désormais entre consommation matérielle et bien-être (Abraham, 2014 ; D'Alessandro, Luzzati. et Morroni, 2010 ; Lichtle, et al., 2016).

Tout d'abord, réduire sa consommation permet de réduire son besoin en termes de revenu : si moins d'argent est dépensé, moins d'argent a besoin d'être gagné. Il devient donc possible et même logique de réduire son temps de travail, ce qui permet d'augmenter son temps de loisir et le temps qui est dédié au politique. C'est toute la relation au temps qui se retrouve donc modifiée par une simple réduction de la consommation. Il s'agit donc là d'un avantage considérable relativement au bien-être individuel et sociétal.

En outre, la réduction de la consommation permet de mieux réduire le taux d'endettement. Au Québec, certaines institutions estiment que le taux d'endettement, bien qu'élevé, s'avère peu alarmant (Dupuis, Bégin et Bélanger, 2017). Cependant, ce taux a continué de croître de manière importante ces dernières années, une situation qui peut avoir des répercussions importantes dans la vie de nombreux individus ainsi que sur leur bien-être (Gauthier, 2015). Par exemple, en consommant à crédit et en contractant des dettes, le consommateur se prive de l'option de ne plus générer de revenu. Il devient donc beaucoup plus dépendant de son emploi et perd du pouvoir dans le rapport de force qui le lie à son employeur (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018 ; Skidelsky, 2014). Un sentiment de stress et d'impuissance peut donc découler d'une telle situation en particulier si les taux d'intérêts augmentent. Dans ce genre de situation comme dans de nombreux autres cas de figures, l'endettement finit donc par nuire au bien-être des individus ainsi qu'à leur santé mentale (Battams, Spinks et Sauvé, 2014).

Finalement, réduire sa consommation permet également d'atteindre certains objectifs plus philosophiques et moraux. Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire mentionne par exemple le fait que réduire l'importance accordée à la consommation permet de redonner de la place à l'« être » plutôt qu'à l'« avoir » et permet de se débarrasser de ce qui « encombre » la vie (Réseau québécois pour la simplicité volontaire, s. d.).

Ainsi, alors que la société n'a de cesse de vanter les mérites de la consommation en termes d'amélioration du bien-être, réduire ou du moins réorienter cette dernière permet malgré tout de



modifier l'organisation temporelle de sa vie, de réduire sa dépendance à l'argent et d'améliorer son bien-être.

### **Complexité de la consommation**

Certains auteurs estiment que la réduction de la consommation et l'adoption de modes de vie moins consuméristes seront le résultat d'un changement sociétal découlant d'une recherche individuelle du bien-être qui serait orientée par des arguments semblables à ceux qui viennent d'être présentés (Brown et Vergragt, 2016). Pourtant, une telle orientation est loin d'être une tâche aisée comme en témoignent les limites actuelles du mouvement de la simplicité volontaire au Québec (Boisvert, 2017). Plusieurs raisons peuvent expliquer une telle situation. Dans un premier temps, il est important de mettre de l'avant que la raison et la logique ne sont pas toujours les moteurs premiers des décisions humaines. En effet, des facteurs comme la routine et l'influence de la société peuvent également guider les actions des gens (Côté, 2018 ; Jackson, 2005). Ainsi, même si un individu est convaincu du fait que sa consommation finit par nuire à son bien-être et à la sauvegarde de l'environnement, il y a des chances qu'il fasse, malgré tout, des choix excessifs en termes de consommation.

En particulier, la place qu'occupe la consommation dans les sociétés occidentales comme le Québec n'est pas simple : elle ne sert plus uniquement à répondre aux besoins de base des individus. Comme l'écrit Jackson : « les biens matériels sont importants pour nous, non seulement pour leurs usages fonctionnels, mais à cause de leur rôle symbolique vital dans nos vies » (traduction libre de : Jackson, 2005, p.v). La consommation permet ainsi de jouer de nombreux rôles : construction identitaire, expression de l'appartenance sociale, attachement familial, sentiment de liberté individuelle, etc. (Lichtle et al., 2016 ; D'Alessandro et al., 2010). En fait, la relation de l'Humain occidental avec la consommation et le travail fait en sorte qu'il est désormais dépendant de certains schémas de consommation desquels il n'est pratiquement plus libre de sortir (Jackson, 2005 ; Skidelsky, 2014). En conséquence, il n'est pas si facile de prôner une réduction drastique de la consommation, même face à un public convaincu — en théorie — de la nécessité de la dé-croissance. Il faut en effet s'attaquer à la fois aux comportements ET au contexte socio-institutionnel (Jackson, 2005). Une des avenues étudiées par certains chercheurs est la mise sur pied de thérapies de groupes. Au cours de ces thérapies, grâce à divers exercices effectués, il devient possible pour les intervenants d'aider les participants à déconstruire certaines obsessions matérialistes (Kasser et al., 2014).

## **Mesures pour réorienter et réduire la consommation**

En dépit de la complexité de la consommation et des choix qui y sont liés, il existe différentes mesures qui peuvent être mises en place pour réduire la consommation ou, du moins, la réorienter vers certains produits moins nocifs. La présente section propose quelques mesures concrètes permettant d'encadrer et d'encourager une consommation qui serait plus responsable par son ampleur et sa qualité. Davantage de recherche pourrait être toutefois développée autour des recommandations faites à la section 5.2.2 — adapter le message au public, miser sur le positif, le créatif et sur le tissu social — ainsi qu'en s'inspirant du très documenté rapport « *Motivating sustainable consumption: A review of evidence on consumer behaviour and behavioural change* » par Tim Jackson (2005) ainsi que de l'essai de Patricia Côté (2018) traitant de l'économie comportementale.

La première mesure concrète qui permettrait d'orienter la consommation est l'étiquetage environnemental et social. Dans sa forme, ce dernier pourrait s'inspirer du modèle offert par l'étiquetage relatif aux informations nutritionnelles présent sur les aliments ou encore celui concernant l'efficacité énergétique de certains électro-ménagers. L'étiquetage pourrait ainsi afficher des données environnementales comme la quantité de GES émises pour la production et le transport, la quantité d'eau utilisée, la pollution émise, l'origine des matières premières, la quantité d'énergie utilisée, la possibilité de recyclage du produit selon la région, l'analyse de cycle de vie, etc. Il serait également utile d'inclure des critères sociaux comme les conditions de travail des employés, la structure de l'entreprise ayant fabriqué le produit ou extrait les ressources naturelles (coopérative, multinationale, entreprise familiale, etc.) ou encore les impacts des produits sur la communauté du consommateur (un livre étant par exemple mieux coté qu'une arme ou de la malbouffe). De cette façon, dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, les citoyens seraient à même de connaître les réels impacts de leurs comportements.

Un tel partage d'information permettrait d'avoir un impact sur les comportements de consommation des Québécois, tant en termes de réduction absolue que de réorientation de la consommation. En effet, plusieurs d'entre eux avouent être à la fois sensibles aux impacts environnementaux de leurs choix de consommation ainsi qu'aux informations affichées sur des étiquettes (Observatoire de la consommation responsable, 2017). Dans cette optique, il pourrait d'ailleurs s'avérer judicieux de s'inspirer des premiers travaux menés en la matière en France. En effet, outre-Atlantique, un tel étiquetage, quoiqu'encore volontaire, a été largement étudié et est désormais encadré légalement (Bernard, 2009 ; *LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance*

verte ; Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017). Les études permettent d'ailleurs déjà d'y remarquer « une certaine efficacité de l'étiquetage environnemental des produits en magasin » (Bernard, 2009, p.21). Toutefois, dans un premier temps, pour faciliter sa mise en application, cette mesure pourrait être précédée par un partage simple et transparent de ces informations sur le site du revendeur et du producteur.

Une autre pratique qui pourrait être utilisée sont les *nudges*. Un exemple de *nudge* socio-environnemental serait par exemple de positionner adéquatement les produits environnementalement et socialement responsables dans les magasins ou de sélectionner par défaut les options plus avantageuses socio-environnementalement dans certains formulaires. En modifiant ainsi le contexte dans lequel est fait le choix de consommation, il est possible de faciliter l'adoption de comportements plus éco et socio-responsables par les consommateurs (Schubert, 2017). Plusieurs chercheurs ont toutefois soulevé certains aspects négatifs des *nudges* : approche paternaliste, brièveté du changement de comportement, réduction de l'implication des citoyens et risques de dissonance entre l'action posée et les réelles valeurs d'un individu (Côté, 2018 ; Schubert, 2017). Si les *nudges* ont donc un certain potentiel quant à la modification des comportements des individus et quant aux impacts de ces comportements sur l'environnement et la société, il n'en demeure pas moins qu'une telle approche doit être adoptée avec précaution et doit continuer à faire l'objet de recherches.

Une troisième façon de réduire la consommation est de réduire la place accordée à la publicité, que ce soit dans l'espace public, dans les magazines, sur internet, sur les vêtements, dans les films, etc. (Casseurs de pub, s. d. ; Latouche, 2007). En effet, la publicité a modifié la place de la consommation dans la société. L'association Casseur de pub (s. d.) ajoute même qu'à cause de la publicité, « la consommation n'est plus un moyen, mais [est devenue] une fin en soi ». L'avantage d'une telle approche est qu'elle couvre également d'autres principes dé-croissancistes comme l'amélioration du bien-être et l'augmentation de l'autonomie intellectuelle. En effet, en présentant une situation idyllique n'étant pas facilement accessible, la publicité peut devenir une source de contrariété et générer de la « frustration relative<sup>34</sup> (Dubet, 2017). Lichtle et al. (2016) mettent ainsi en garde contre un libéralisme à outrance dans le contenu des publicités : « le marketing [pouvant même] être une cause d'insatisfaction dans la vie », en particulier lorsque l'exposition a lieu à un jeune âge. En outre,

---

<sup>34</sup> La section 5.5 revient sur les contrariétés pouvant émaner de situations inégales. En effet, un sentiment similaire peut émerger si ce sentiment d'inégalité provient de la comparaison avec des individus de la société (Dubet, 2017).

dans l'espace public, la publicité prend de la place qui pourrait être utilisée à des fins plus bénéfiques pour la société ou l'environnement. Québec solidaire (2011) suggère ainsi de redonner davantage de place à « l'information, à la discussion et aux débats de société » plutôt que de laisser l'espace public être dominé par les publicités. Dans une telle optique, il devient donc essentiel de lutter activement contre une publicité qui encourage la consommation et nuit à l'économie, à la société et à l'environnement.

Afin de réduire la place de la publicité, il serait tout d'abord nécessaire de restreindre ce qui peut faire l'objet d'une publicité. Par exemple, en s'inspirant des cadres législatifs encadrant la publicité destinée aux enfants ou concernant les produits du tabac, la publicité pour les produits ayant d'importants impacts négatifs en termes sociaux et en environnementaux devraient être limitées (Entreprises Québec, 2017). En outre, il serait pertinent de limiter certains médiums de publicité. C'est d'ailleurs l'avenue qu'a empruntée la ville de Grenoble, en France, où les panneaux de publicité commerciale sont désormais interdits bien que la publicité dans les magazines ou sur internet ne le soit pas encore (Dormieu, 2017, 8 août). En troisième lieu, il faudrait que les discours « sociaux » et « environnementaux » présentés dans les publicités soient encadrés de manière beaucoup plus stricte. En effet, « aucune norme contraignante n'a été mise en vigueur [à ce niveau] pour venir appuyer les consommateurs écologiques canadiens » (Lampron, 2004, p.457). Dans le cadre de cette législation, il est nécessaire d'empêcher que ce type de publicité finisse par devenir synonyme d'absolution « écologique » ou « sociale » pour un produit. Il faut éviter qu'elle fasse paraître son usage comme bénéfique pour l'environnement ou la société alors qu'il est simplement moins dommageable que les autres (OCDE, 1991). Finalement, il faudrait que les crédits d'impôt pour les dépenses liées à la publicité soient considérablement réduits et puissent même finir par être transformés en taxe.

Finalement, une quatrième et dernière avenue qui a été largement discutée dans la littérature décroissanciste est la question d'éco-taxe ou de socio-taxe ; autrement dit, des taxes « pigouviennes ». L'objectif de ces taxes est d'« internaliser les externalités », en particulier les externalités négatives. Plusieurs types d'externalités peuvent ainsi être visés par ces taxes : pollution, activités de spéculation, transactions bancaires, extraction de ressources, génération d'inégalités sociales, luxure ou inutilité d'un produit, publicité, etc. (Latouche, 2007 ; Lawn, 2011 ; Van Griethuysen, 2012). En donnant une valeur marchande à ces phénomènes, les taxes pigouviennes permettent qu'ils soient pris en compte par le marché. Il devient alors possible de décourager la production et la consommation de ces derniers via l'augmentation de leur coût. Évidemment, augmenter le prix des produits nocifs ne mènera pas

nécessairement à la réduction de leur production et de leur consommation (Boulding, 1966). Cependant, le fait que le prix des produits reflète les réels coûts environnementaux et sociaux oriente au moins la consommation et la production vers les alternatives les moins nocives et encourage l'innovation. Un tel outil peut également servir d'indicateur pour le producteur ou le consommateur. Au final, de nombreux auteurs défendent donc l'instauration de telles taxes pour permettre une meilleure protection de l'environnement et du bien-être sociétal (Boulding, 1966). (Pour lire une réflexion plus détaillée relativement aux taxes pigouviennes, voir l'annexe 2).

Ainsi, en combinant l'étiquetage environnemental, les *nudges* et les taxes pigouviennes, il pourrait sembler possible d'encourager les gens à réduire leurs besoins et leurs envies en termes de consommation en dépit de l'aspect irrationnel de certains de leurs comportements.

#### **5.4.3 Temps de travail**

« Les scientifiques, ont procédé à la fission de l'atome dans le but de libérer une énorme quantité d'énergie ; l'économie de marché a fait éclater la famille et la communauté dans le but d'exploiter la masse énergétique de l'individu rentable et mobile — le travailleur salarié »  
(Derek Rasmussen, 2004)

Le dernier élément de réforme permettant d'atteindre un équilibre relativement à la réduction de la production et de la consommation est la diminution du temps de travail ainsi que ses corolaires sociétaux : l'augmentation du temps de loisir et l'augmentation du temps dédié aux implications citoyennes (Schneider et al., 2010). La section qui suit étudie donc la place du travail dans la société en plus de présenter certains avantages et inconvénients d'une modification du temps de travail, que celle-ci soit laissée au choix des individus ou non.

#### **Place du travail dans la société**

Avant de proposer des mesures touchant au temps de travail dans une société dé-croissante, deux réflexions ressortant de la littérature sont à soulever afin de mieux comprendre les impacts qu'une réduction du temps de travail pourrait avoir sur l'ensemble de la société. Tout d'abord, avant de lourdement réformer le marché du travail, il est nécessaire de comprendre la place que ce dernier joue, non pas seulement en termes économiques et environnementaux, mais également son rôle social ainsi que sa contribution au bien-être de certains individus. De fait, pour certains, le travail a un impact positif sur le sentiment de contentement et de satisfaction (Haworth et Veal, 2004 ; Seyfang, 2004). Il aurait également des bénéfices en termes de socialisation et d'estime de soi que même les

loisirs ne sauraient avoir (Kohn et Schooler, 1983 ; Csikszentmihalyi et LeFevre, 1989). Freud (1930) écrivait d'ailleurs : « Aucune autre technique de conduite de la vie n'attache aussi fermement l'individu à la réalité que le travail, car le travail procure une place sécurisante dans la réalité et dans la communauté humaine ». D'un autre côté, certains auteurs soulignent que cette valorisation qui est accordée au travailleur n'est qu'un construit social qui n'a en fait rien à voir avec l'essence même du travail et que, pour certains, le travail devient une contrainte dans la mesure où il réduit directement le temps consacré aux loisirs et au temps passé en famille (Griffin, Zlotowitz, McLoughlin et Kagan, 2017). En outre, dans certaines conditions, le travail peut également devenir source d'oppression (Aronowitz, 1985 ; Skidelsky, 2014). Dans le cadre d'une réforme du travail, il semble donc important de faire en sorte que les éléments positifs de l'acte dominant par rapport aux situations où exercer un emploi devient pénible et aliénant.

Ensuite, dans toute réflexion abordant les questions de travail, il est nécessaire de prendre en compte le fait que le marché du travail connaîtra d'importantes modifications dans les prochaines années, qu'une transition dé-croissanciste soit instaurée ou pas. Une telle réalité rend totalement imprévisible toute tentative de prédire le nombre d'heures qu'il faudra travailler dans les prochaines années pour que la société puisse continuer à fonctionner. D'un côté, la robotisation et l'intelligence artificielle pourraient diminuer considérablement la quantité de travail requise, en particulier dans le cadre des emplois routiniers manuels et intellectuels, et déstabiliser l'équilibre d'une réduction volontaire du temps de travail (Boccanfuso, Cousineau et Fonseca, 2017a ; Caron, 2017). En conséquence, il pourrait être difficile de coupler cette réduction forcée à une réduction volontaire tout en conservant des emplois de qualité. D'un autre côté, trois dynamiques pourraient limiter la réduction du temps de travail de manière plus ou moins contraignante : la baisse de productivité liée à diminution de la disponibilité du pétrole, la relocalisation des emplois actuellement situés dans les pays du Sud vers le Québec et la création d'emplois verts ou sociaux (Georgescu-Roegen, 1995 ; Latouche, 2006 ; Latouche, 2007). L'équilibre qui s'établira entre tous ces facteurs est loin d'être clair, surtout que ces derniers s'influencent entre eux. Par exemple, la fin du pétrole — seule énergie très concentrée, peu dispendieuse et facilement disponible — risque d'affecter le développement des robots et de l'intelligence artificielle, des technologies très énergivores. Ainsi, dans les prochaines années, il est difficile de prédire si la quantité de travail qui sera disponible et nécessaire au Québec sera plus importante ou plus faible. La suite de la section prend toutefois pour acquis le fait que la réduction du temps de travail sera non seulement possible, mais surtout souhaitable.

Au final, peu importe l'orientation que suivra le marché du travail dans le futur et la place qu'il prendra dans la société, une chose demeure certaine : pour survivre, une certaine forme de travail est nécessaire — que celui-ci soit rémunéré ou non (Caron, 2017). La façon dont le travail est considéré, la quantité de travail qui est fournie ou encore l'aspect aliénant du travail peuvent tous être des concepts à repenser. Mais il demeurera malgré tout impossible pour l'Homme de survivre sans qu'au moins une certaine forme d'activité ou d'effort ne soit fourni par lui ou par ses semblables.

### **Avantages de la réduction et du partage du temps de travail**

Plusieurs avantages découlent de la réduction individuelle du temps de travail. Le premier d'entre eux serait de permettre de réduire la production tout en évitant un taux très élevé de non-emploi. De fait, cette réduction pourrait être couplée à une certaine forme de partage du travail. Le tableau 5.1 présente la situation qui pourrait prendre forme à la suite de la réduction du temps de travail dans une industrie donnée ; par exemple, dans une industrie très polluante dont les activités de production cesseraient d'être justifiées et justifiables.

**Tableau 5.1 : Exemple de répartition des heures de travail dans une situation fictive de réduction des heures totales de travail**

	Situation initiale	Temps total de travail réduit sans partage de travail	Temps total de travail réduit avec partage de travail
Heures totales travaillées dans l'usine par semaine	400	200	200
Nombre d'employés	10	5	10
Nombre d'heures travaillées par employé par semaine	40	40	20
Mises à pied	0	5	0

Dans une telle situation, après à une réduction de la moitié des heures travaillées dans l'usine, le partage de travail permettrait de réduire considérablement le taux de mise à pied.

En parallèle, la réduction du temps de travail pourrait aussi permettre de créer des emplois dans les entreprises où la réduction de la production ne serait pas aussi importante (Pullinger, 2014). Une telle création d'emploi pourrait permettre de répondre aux mises à pied liées aux transformations de certaines entreprises et de certains secteurs. Le tableau 5.2 illustre un exemple d'une telle situation

**Tableau 5.2 : Exemple de répartition des heures de travail dans une situation où le temps de travail total demeure stable**

	Situation initiale	Temps de travail réduit pour les individus
Heures totales travaillées dans l'usine par semaine	400	400
Nombre initial d'employés	10	
Nombre d'heures travaillées par employé par semaine	40	20
Nombres d'emplois créés	0	10

En dépit d'une telle logique, certains auteurs estiment que la décroissance ou la croissance nulle mènera de toute manière à un important chômage. Grâce au modèle développé par Peter A. Victor, il est en effet possible de voir d'importants taux de chômage et de pauvreté surgir de tels scénarios (Victor et Rosenbluth, 2007). Cependant, il est nécessaire de noter que le modèle développé pour arriver de telles conclusions ne permet de réduire le temps de travail que de 3 % du temps de travail de 2004. Certains auteurs proposent des réductions finales plus importantes (Caron, 2017). Il serait donc intéressant de tenter d'évaluer l'impact que d'importantes réductions du temps de travail pourraient avoir sur le taux de chômage, par exemple en utilisant le modèle de Victor.

Un deuxième avantage de la réduction du temps de travail serait d'accroître le temps libre. De fait, dans la rigidité actuelle du marché du travail québécois, peu d'individus ont la possibilité de travailler moins d'heures par jour, moins de jours par semaine ou moins de semaines par année. Or, nombreux sont les gains personnels résultants d'une hausse du temps libre. Plusieurs études montrent en effet que le temps passé en dehors du travail contribue fortement au bien-être (Pullinger, 2014). Récupérer du temps libre permettrait de le réallouer à d'autres activités comme les loisirs ou l'implication citoyenne.<sup>35</sup> De plus, cela permettrait de redonner de la valeur aux activités qui ne sont pas salariées

---

<sup>35</sup> Pour ce qui est de l'augmentation du temps de loisir, cette dernière contribuerait à l'augmentation du bien-être individuel (D'Alessandro et al., 2010). Cependant, il serait également bénéfique pour la société dans son ensemble. De fait, plusieurs avantages sociaux ont pu être attribués aux loisirs. Uhlaner (2009) souligne en particulier le rôle que jouent les loisirs en termes de formation de capital social. Ainsi, augmenter le temps de loisir permet de tisser de nouveaux liens sociaux entre les citoyens en plus de contribuer à leur bien-être.

En parallèle, il est également fort important pour la société que les citoyens parviennent à trouver le temps pour s'impliquer politiquement afin que la démocratie québécoise soit réellement le reflet de la volonté populaire. De fait, pour une démocratie éclairée et efficace, il est nécessaire que les citoyens puissent y consacrer suffisamment de temps et d'énergie (S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018). Il faut cependant être réaliste : même en réallouant du temps vers l'implication citoyenne et politique, il ne sera pas possible pour tout le monde d'être au courant



comme les tâches ménagères ou encore les activités « non-productives » d'un point de vue économique, mais qui bénéficient à l'environnement et à la société (Kallis, 2013). En outre, la réduction du temps de travail pourrait permettre de cesser d'accumuler des revenus lorsque la consommation ne le nécessite pas. En effet, dans l'optique où de plus en plus de gens diminueraient leurs besoins et leurs envies de consommation (tel que proposé à la section 5.4.2) et verraient augmenter leurs envies d'activités sociales (potentiellement chronophages), il apparaîtrait contre-intuitif de ne pas leur permettre de travailler moins. La réduction du travail permettrait ainsi de redonner aux gens le droit à la simplicité (traduction libre de *the right to simplicity* dans Kallis, 2013).

### **Désavantage de la réduction et du partage du temps de travail**

La principale critique adressée à la réduction du temps de travail est l'inéluctable chute des revenus qui accentuerait la pauvreté présente dans une société. De fait, en travaillant moins, il y a de fortes chances que le revenu diminue. Évidemment, une des solutions pourrait être d'investir dans des machines ou dans des innovations pour améliorer la productivité. C'est d'ailleurs ce qui a été mis en place historiquement lors de l'instauration des différentes mesures réduction du temps de travail (Pullinger, 2014). Cependant, cette avenue serait contraire à l'hypothèse de départ, c'est-à-dire la volonté de réduction de la production et ne permettrait pas non plus d'enjoindre à une réduction de la consommation via une contraction des revenus.

En lieu et place de cet accroissement de la productivité, la dé-croissance suggère une autre approche pour faire face à la « pauvreté » qu'engendrerait la diminution de revenu associé à la réduction du temps de travail. Cette approche déconstruit le mythe selon lequel le non-travail et la pauvreté seraient intrinsèquement liés (Alcott, 2013). De fait, pour les dé-croissancistes, la réduction du temps de travail est couplée au projet de réduction de la consommation présentée à la section 5.4.2, au projet de développement d'autres richesses sociétales tel que le renforcement du tissu social, au projet de l'autonomisation des individus (par exemple par le développement de compétences en jardinage, en ébénisterie, en cuisine...) ainsi qu'aux projets d'équité et de redistribution de richesse qui seront

---

de tous les dossiers en cours, de tous les enjeux, de tous les chiffres ; tout le monde ne peut pas dédier 100 % de sa vie à servir la démocratie (Tremblay-Pépin, 2015). Ce qui est toutefois certain, c'est qu'au final, ce qui aura été réalloué à la recherche d'information, aux processus de réflexion et au développement de débat finira malgré tout par bénéficier à la démocratie et à la société (S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018). Certains auteurs comme Aymeric Caron (2018, 31 janvier) exigent d'ailleurs que la construction d'une opinion éclairée devienne un prérequis à la participation électorale. Concrètement, Caron propose de ne donner le droit de vote qu'aux citoyens s'étant suffisamment informés des enjeux des élections et des partis.

abordés à la section 5.5.6. Elle est ainsi couplée à un meilleur ajustement du soutien de l'État et de la communauté. En conséquence, une société dé-cruée permettrait en fait aux citoyens de se libérer de la nécessité d'avoir un revenu important pour lutter contre la pauvreté à la fois, car leurs besoins seraient moindres et, car ils pourraient miser sur un important réseau d'entraide et de coopération ainsi que sur le soutien de l'État. Dans un tel cadre, la diminution du temps de travail ne serait donc pas réellement un problème, surtout que selon certains auteurs et certains indicateurs, travailler à temps plein dans les conditions actuelles, au salaire minimum, n'est pas non plus une garantie d'une vie sans pauvreté (Couturier, 2018, 1<sup>er</sup> juin ; Hurteau, 2018). Ainsi, travailler à temps plein n'offre pas forcément plus de garantie contre la pauvreté que la réduction du temps de travail et la réduction des dépenses.

Une deuxième conséquence de la diminution des revenus pourrait être l'augmentation de l'empreinte écologique liée à la consommation, même une fois cette consommation réduite (Pullinger, 2014). En effet, tous les produits consommés n'ont pas forcément la même empreinte environnementale. Verchère (2017) identifie ainsi les produits les moins chers ainsi que les produits de luxe comme ayant la plus grande empreinte environnementale. Ainsi, selon les groupes socio-économiques, l'impact de la réduction du revenu sera différent et pourrait mener à une augmentation de l'empreinte écologique en particulier chez les moins nantis (Patriarca et Vona, 2012 ; Pullinger, 2014). Cependant, les études empiriques présentées dans la littérature permettent de voir que la réduction du temps de travail et des revenus réduira en fait l'empreinte environnementale.

### **Avantages de la flexibilité du temps de travail**

Afin que la réduction du temps de travail puisse atteindre les objectifs présentés à la sous-section précédente, il est nécessaire qu'elle soit mise en place adéquatement. Pour ce faire, l'une des solutions est la mise en place de mécanismes permettant aux travailleurs d'avoir plus d'autonomie quant à leurs horaires de travail et au nombre d'heure travaillées. Il est en effet recommandé par certains auteurs que « chaque agent [ait] l'option de choisir un mode de vie avec un impact moindre et avec une offre de travail moindre (et non pas uniquement grâce à une réduction de sa consommation) » plutôt que d'imposer un horaire à tous les travailleurs (traduction libre de : Heikkinen, 2018, p.44). Plusieurs avantages découlent d'une approche plus flexible et plus autonome dans la réduction des heures travaillées. La présente section se concentre donc sur les avantages de pouvoir déterminer de manière autonome ou du moins de manière collective ses horaires de travail. La section suivante mettra en lumière les risques qu'une telle approche comporte et proposera quelques solutions afin de les limiter.

Dans un premier temps, il est évident que laisser à chaque individu le soin d'intégrer ses envies ou ses contraintes à son horaire de travail est une méthode qui permet de répondre de manière beaucoup plus adaptée à la multitude de réalités que connaissent les travailleurs québécois. Par exemple, une plus grande flexibilité d'emploi avantagerait grandement les personnes avec des contraintes familiales ou des problèmes de santé. De manière similaire, cette flexibilité permettrait de répondre plus adéquatement aux besoins ressentis par les individus relativement à leur emploi. Ainsi, les gens se sentant stimulés et valorisés dans leur emploi ou les gens dont les besoins matériels demeureront élevés auront la possibilité de continuer à travailler. De leur côté, ceux estimant leur emploi aliénant ou dégradant et dont les besoins en termes de rentrée d'argent ne seraient pas si importants pourraient choisir de ne travailler que cinq heures par semaine par exemple (Caron, 2018, 30 janvier ; Lawn, 2005; Lawn, 2011; Schumacher, s. d. ; Van den Bergh, 2011). En outre, la flexibilité permettrait également de répondre à la variation des besoins et des envies existant entre les régions, les industries et les entreprises. Comme l'écrivent Nanda et Browne : « : il est peu probable qu'un horaire de travail établi par décret soit le meilleur pour tous types d'organisations et unités de travail » (traduction libre de : Nanda et Browne, 1977, p.48). Ainsi, la flexibilité permettrait aux employés de mieux coordonner leurs besoins, leurs envies et les contraintes imposées par leur emploi.

Un autre avantage d'une telle approche est le respect et la responsabilisation que cela représente pour les travailleurs. De fait, si ces derniers se voient imposer par le gouvernement ou par leur employeur la réduction de leur horaire et l'agencement arbitraire de leurs heures de travail, il est raisonnable de s'attendre à une certaine opposition de leur part. Au contraire, comme l'ont démontré plusieurs expériences menées par les syndicats québécois, impliquer les travailleurs dans les réformes et les changements de conditions de travail permet d'obtenir des solutions plus adaptées et beaucoup mieux acceptées (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). Dans une telle optique, il devient donc logique de laisser aux travailleurs le soin de choisir plus librement — mais conjointement — leur horaire de travail.

De plus, par rapport à une réduction arbitraire des heures travaillées, la flexibilité a également un avantage économique. En effet, elle permet à ceux souhaitant continuer à travailler de ne pas être obligés de prendre part à l'économie souterraine si leurs heures de travail deviennent strictement limitées (Nanda et Browne, 1977). La croissance de ce secteur serait néfaste économiquement, mais également d'un point de vue social et environnemental, car il s'agit d'un secteur ne respectant pas

forcément les normes socio-environnementales et ne contribuant pas aux différents mécanismes fiscaux de redistribution et de réallocation des richesses.

### **Désavantages de la flexibilité et de la réduction du temps de travail**

Bien entendu, une liberté totale poserait également certains problèmes tant d'un point de vue économique que social, politique ou environnemental. Certaines balises doivent donc être mises en place pour encadrer une liberté unilatérale de la part des employés.

Tout d'abord, il est clair qu'une flexibilité qui ne serait pas adjointe d'une certaine prévisibilité pourrait être néfaste. Il apparaît donc clair qu'une fois un horaire établi plus ou moins librement, il est nécessaire que les employés s'y tiennent rigoureusement.

En outre, il est important que les horaires souhaités par les employés concordent avec les besoins de l'entreprise, de la société et les envies des autres employés. Par exemple, certains services ou certaines activités de production, comme la gestion d'un hôpital, nécessitent une présence permanente de la part des employés. Dans d'autre cas, c'est la présence simultanée de plusieurs employés qui est nécessaire et à laquelle pourrait nuire une autonomie totale de la part des employés (Sekulova et al., 2013). Cependant, de tels obstacles ne devraient pas nuire aux besoins et au bien-être des employés. Une des solutions pour les travailleurs est de s'associer afin de discuter et de négocier avec leurs employeurs (Lawlor, Spratt, Shaheen et Beitler, 2011 ; P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). En s'associant, ils gagnent en crédibilité et en importance vis-à-vis des employeurs. Il ne s'agit pas forcément de s'organiser de manière formelle sous la forme de syndicat, mais de travailler malgré tout de concert pour réfléchir de manière conjointe avec les décideurs de l'entreprise (Lawlor et al., 2011). De cette façon, autant les besoins de l'entreprise que les besoins des travailleurs seront protégés. Une autre approche proposée par Aymeric Caron (2018) est d'instaurer un nombre d'heures minimum que chacun devrait travailler, sans toutefois instaurer de nombre d'heure maximal. Ce nombre d'heures serait calculé en fonction des biens et des services de base nécessaires. De cette façon, les services et les biens de bases nécessaires seraient produits tout en octroyant davantage de temps libre aux citoyens.

## **5.5 Pauvreté et inégalité socio-économiques**

Les questions de l'égalité et de la pauvreté sont plutôt complexes. En effet, en dépit de leurs aspects négatifs, ce sont des concepts sur lesquels s'est construit le système économique et social actuel (Buch-Hansen, 2018). En outre, il existe un nombre très varié de définitions qui orientent forcément les réflexions, les approches gouvernementales et les travaux de recherche.

Dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, il est malgré tout nécessaire de s'attarder à ce sujet (Myllöndö, 2012). La littérature décroissanciste s'attarde d'ailleurs pratiquement autant à tenter de régler les problèmes d'inégalité qu'à résoudre les problèmes environnementaux (Cosme et al., 2017). En fait, les inégalités et la pauvreté imposent de nombreux impacts négatifs sur la société, sur les individus, sur l'économie, sur l'environnement et sur la démocratie. Elles nuisent donc à la concrétisation de nombreux objectifs dé-croissancistes. Étant donné que la dé-croissance suppose une société avec moins de ressources en circulation, afin que les conséquences négatives des inégalités et de la pauvreté ne prennent pas trop d'ampleur, les mécanismes visant à promouvoir la redistribution et à réduire la pauvreté doivent être davantage réfléchis et ajustés. La section qui suit présente donc une réflexion sur la question des inégalités socio-économiques ainsi que sur la pauvreté. Finalement, après avoir mis de l'avant les risques que fait peser la dé-croissance sur la pauvreté et les inégalités, la section conclut avec différentes solutions et mécanismes qui pourraient en fait aider la transition dé-croissanciste au Québec à s'attaquer aux problèmes de pauvreté et d'inégalité.

### **5.5.1 Définitions**

Dans un premier temps, il convient de distinguer les différents concepts qui sont à la base de cette section. Robin Couture (s. d.), membre du Collectif pour un Québec sans pauvreté, donne la définition suivante de la pauvreté dans un texte partagé sur le site de l'INM :

« La pauvreté [...] est une situation où un individu ou un ménage n'a pas suffisamment de ressources pour couvrir ses besoins de base : la nourriture, le logement, l'habillement et le transport, mais aussi la dignité humaine lui permettant d'avoir sa place dans sa communauté. »

La pauvreté relève donc du manque de ressources et dépend de ce qui est considéré comme un besoin. Forcément, il s'agit donc d'un concept qui évolue dans le temps et l'espace. Au Québec, plusieurs indicateurs ont été développés au travers des années pour tenter de faire correspondre cette définition qualitative avec des évaluations quantitatives des ressources : mesure du panier de consommation (MPC), seuil de faible revenu, revenu viable, etc. (Couturier, 2018, 1<sup>er</sup> juin). Chacun de

ces indicateurs ayant été développés dans une optique précise, il demeure sage, avant d'en utiliser un, de bien comprendre ses implications (Couturier, 2018, 1<sup>er</sup> juin ; Hurteau, 2018). Au Québec, ce n'est cependant pas toujours le cas. En particulier, dans le cadre des stratégies de lutte contre la pauvreté, les besoins de base sont fréquemment intervertis avec les ressources nécessaires pour sortir de la pauvreté (Couturier, 2018, 1<sup>er</sup> juin ; Hurteau, 2018).

Les inégalités quant à elles reflètent « les différences de condition entre les personnes » (Couture, s. d.). Dans ce cas-ci, c'est donc la comparaison entre différentes situations qui est au cœur du concept.

Au vu de ces définitions, il est possible de réaliser l'existence d'un important lien entre inégalités et pauvreté. En effet, le concept d'inégalité inclut l'appauvrissement des pauvres en plus de s'intéresser également à l'enrichissement des riches. Il n'est donc pas étonnant qu'empiriquement, surtout dans les pays développés, inégalités et pauvreté soient fortement liées (OCDE, 2015). Et il n'est pas non plus étonnant qu'il soit possible d'observer une hausse des inégalités malgré un enrichissement relatif des pauvres puisque ce taux d'enrichissement demeure malgré tout plus faible que celui des riches (Godbout, 2011, 17 décembre). En conséquence, lorsqu'il est question d'inégalités, il est important de s'attarder autant à l'élimination des mécanismes perpétuant la pauvreté de la frange la moins riche de la population, en particulier les 40 % sous la moyenne, qu'à la réduction des avantages disproportionnés du « 1 % » le plus riche (OCDE, 2015).

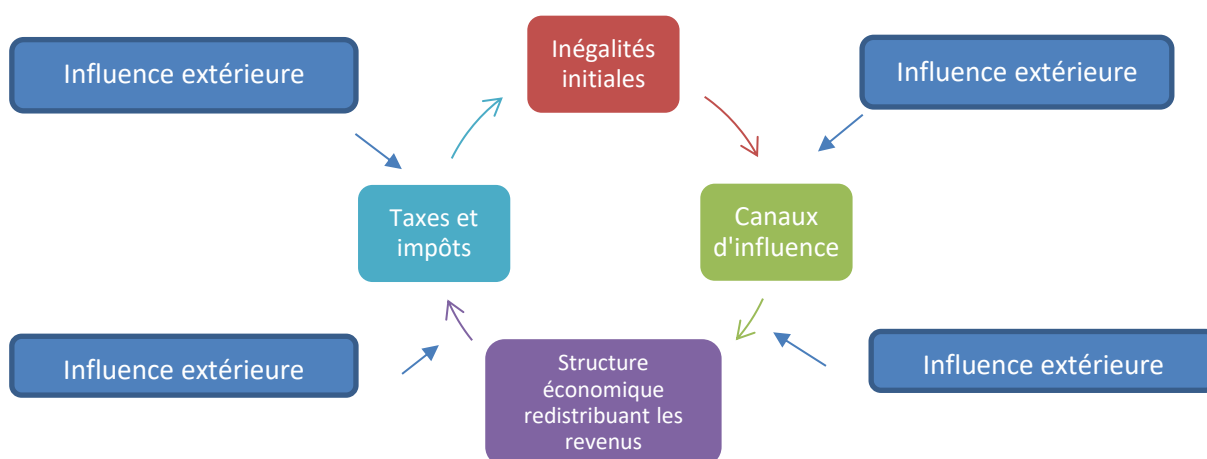
### **5.5.2 Réflexions**

Avant de passer à l'analyse de la pauvreté et des inégalités au travers du prisme dé-croissanciste, cette sous-section cherche dans un premier temps à mettre de l'avant différents éléments concernant ces derniers. Tout d'abord, il est important de reconnaître qu'étant donné les forts liens qui existent entre pauvreté et inégalités, il semblerait illogique de ne se pencher que sur l'une ou sur l'autre de ces problématiques ou même de le faire sans coordination. C'est cependant ce qui se passe dans de nombreux pays développés où des mesures de lutte contre la pauvreté ont été mises en place sans forcément être adjointes de mesures similaires sur le plan des inégalités (Zorn, 2016, 6 décembre). De manière similaire, en 2002, le Québec lançait une stratégie nationale et adoptait une loi pour lutter contre la pauvreté tandis que les mesures de lutttes contre les inégalités se limitaient principalement aux inégalités sociales de santé — et ce, des années plus tard (*Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* ; MESS, 2002 ; Pampalon, Hamel, Alix et Landry, 2013). Or, en limitant les efforts à

la lutte contre la pauvreté, plusieurs mécanismes et phénomènes ne sont pas pris en compte comme les mécanismes menant plus spécifiquement à l'enrichissement de l'élite économique, ce qui mène à des politiques pouvant manquer d'efficacité (Lawlor et al., 2011). Ainsi, pour tenter de réduire les phénomènes de pauvreté et d'inégalité il est important d'aborder les deux de manière cohérente.

Dans un deuxième temps, les résultats obtenus par une équipe de chercheurs de la *New Economics Foundation* (NEF) relativement à la perpétuation et à la génération des inégalités permet de mieux comprendre le fonctionnement des inégalités et de la pauvreté ainsi que les mécanismes les reproduisant (Lawlor et al., 2011). Selon ces derniers, quatre éléments formeraient ainsi un cercle vicieux en termes d'inégalité : les inégalités initiales, les canaux d'influence, la structure économique ainsi que le système de taxation et d'imposition ; chacun de ces facteurs étant également sujet à des influences extérieures. La figure 5.1 présente ces quatre éléments.

**Figure 5.1 : Cercle vicieux de l'inégalité** (inspiré de Lawlor et al., 2011)



Pour l'équipe du NEF, les inégalités initiales sont celles qui sont liées à la situation économique et sociale dans laquelle naît un individu. Les canaux d'influence représentent plutôt des éléments comme l'éducation à la petite enfance, les soins portés à l'enfant<sup>36</sup> ou encore les activités parascolaires qui permettent à l'enfant de se développer, de faire des rencontres, d'améliorer ses savoirs, etc. La structure économique de redistribution des revenus inclut quant à elle la composition du marché de l'emploi ainsi que la répartition des revenus entre les emplois. Pour ce qui est du système de taxes et d'impôts, ce dernier fait référence aux différentes mesures fiscales mises en place par le

<sup>36</sup> L'OCDE rapporte également l'importance de l'éducation et les soins portés dès la petite enfance dans la perpétuation des inégalités socio-économiques (2015).

gouvernement, de manière plus ou moins progressive, pour redistribuer une partie des richesses du pays. Finalement, les influences extérieures font référence à la mondialisation et aux effets du marché ; des éléments sur lesquels les gouvernements nationaux ou infra-nationaux n'ont que peu d'influence. Ainsi, la mise en lumière de ces cinq facteurs permet de mieux comprendre la complexité des inégalités et de leur perpétuation.

Tandis que la plupart des facteurs ont été identifiés pour le rôle qu'ils jouent en termes d'inégalité, il faut reconnaître qu'ils ont également un rôle à jouer au niveau de la pauvreté. En effet, bien que ces facteurs permettent à la classe la plus favorisée de préserver son avantage ils empêchent également la classe moins favorisée de s'extraire de sa pauvreté.

Plusieurs réflexions prennent forme à la lumière de ces résultats. Tout d'abord, le concept d'inégalité tel qu'étudié par le NEF fait référence à un nombre très varié de facteurs sociétaux et ne se cantonne donc pas uniquement à la sphère économique ou à la sphère sociale. Il fait par exemple également référence à la question politique et environnementale et intègre étroitement tous ces domaines. Ainsi, même le facteur faisant référence au système de taxation et d'imposition qui semble économique dans sa formulation est largement influencé par des considérations sociales ou politiques. Par extension, cela signifie que les facteurs menant à la pauvreté et perpétuant cette situation sont également loin d'être uniquement économiques ou sociaux. C'est donc tous ces facteurs et cette complexité qu'il faut prendre en compte pour pouvoir réduire les phénomènes d'inégalité et de pauvreté (Gajdos, 2001). Une telle approche permet de réaliser le manque d'envergure des mesures « traditionnelles » qui ne s'attaquent qu'à un seul de ces piliers (Lawlor et al., 2011).

Une autre note qui peut être faite relativement aux résultats du NEF est le fait que la pauvreté et les inégalités ne résultent pas uniquement de choix individuels — bien que ces derniers puissent également avoir un impact (Robichaud, s. d.). En effet, la société et les choix collectifs ont des impacts importants sur les inégalités : systèmes d'imposition et de redistribution, système d'éducation, marché de l'emploi, etc. Ces résultats viennent confirmer ce que de nombreux chercheurs et acteurs sociaux ont observé dans les dernières années (Piketty, 2013 ; Québec solidaire, 2006). Couture (s. d.) quant à lui écrit : « les causes de la pauvreté tiendraient davantage des risques sociaux et des décisions collectives que prend une société ». Pourtant, le paradigme actuel prétend qu'en dépit des inégalités, avec un peu d'effort, il est possible pour tout le monde de s'élever socialement et économiquement (Piketty, 2013). Dans une situation où le discours dominant contredit ainsi la situation observée par les



chercheurs, il apparaît logique qu'un sentiment d'impuissance prenne forme lorsque les individus moins fortunés sont méprisés pour ne pas être capables de se tirer tous seuls de leur situation (Couture, s. d.).

Au final, au regard des facteurs identifiés et de leur présentation, il apparaît que la pauvreté et les inégalités ne sont pas des concepts statiques dans le temps. Leurs causes et leurs conséquences évoluent rapidement et de manière complètement différente selon leurs durées. Ainsi, un problème temporaire à l'apparence banal peut mener à des situations durables desquelles il devient malgré tout difficile de s'extraire (Couture, s. d.). Il est alors complexe de traiter toutes les situations sans faire référence à la durée et à l'aspect transitionnel des situations (Boccanfuso, Cousineau et Fonseca, 2017 b).

### **5.5.3 Pauvreté et valeurs dé-croissancistes**

La pauvreté est une problématique sur laquelle se sont penchés quelques auteurs et chercheurs décroissancistes. La présente section présente différentes façons qu'a la pauvreté de nuire aux principes dé-croissancistes.

Dans un premier temps, comme le mentionnait la déclaration faite lors de la première conférence sur la décroissance à Paris en 2008, dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, garantir à tous la satisfaction de ses besoins de base est un élément clé. Ainsi, si la pauvreté nuit aux besoins d'un individu, elle entre en contradiction d'avec les principes de base de la décroissance qui met le bien-être des individus et des sociétés à l'avant plan. En particulier, pour les dé-croissancistes, la pauvreté est nuisible autant si elle s'inscrit dans un schéma d'inégalité ou que si elle est généralisée à travers toute la société.

Outre la non-satisfaction des besoins de base et l'atteinte au bien-être qu'un tel manque engendre, la pauvreté est également nuisible à la décroissance en ceci qu'elle nuit aux libertés des individus (Caron, 2018 ; Johanisova, 2010). En effet, des contraintes économiques trop rigides empêchent les individus de faire des choix tant au niveau de leur consommation quotidienne qu'au niveau de leurs investissements, relativement à leur production ou encore dans une optique politique. Caron explique ainsi que « celui qui a besoin d'argent pour payer ses factures chaque mois est obligé de céder sur ses convictions, sur ses envies, sur l'expression de ses opinions, bref, sur ses libertés fondamentales » (2018, p.284-285). Dans cette optique, afin d'améliorer le bien-être des citoyens et favoriser un

équilibre social sain, il est nécessaire que ces derniers puissent concrètement faire des choix économiques, sociaux et politiques qui ne soient pas limités à l'extrême par des contraintes financières.

Ainsi, à cause de son impact sur le bien-être et sur les libertés, la pauvreté doit être prise en compte dans la mise en place d'une transition dé-croissanciste. Le présent essai propose toutefois d'intégrer la lutte contre la pauvreté à la lutte contre les inégalités de façon à coordonner cette dernière avec la lutte contre l'appropriation des richesses sociétales par une élite très restreinte.

#### **5.5.4 Inégalités et valeurs dé-croissancistes**

Dans une optique de dé-croissance, la question des inégalités pose également problème. Il est vrai que chaque individu naît avec des caractéristiques différentes de ses concitoyens, rendant *de facto* la société inégale (Caron, 2017). Certains auteurs vont même jusqu'à dire que l'égalité totale est aussi néfaste pour une société que la présence d'inégalités (Daly, 2016). Cependant, lorsque des inégalités trop importantes sont présentes, des conséquences néfastes apparaissent. La présente section vise donc à déterminer pourquoi et de quelle façon les inégalités trop importantes nuisent directement à différents objectifs et intérêts d'une société dé-croissanciste.

Dans un premier temps, une société où sont présentes trop d'inégalités sociales et économiques tend à avoir d'importantes conséquences négatives sur l'environnement (Verchere, 2017). Cette tendance est en partie expliquée par la volonté des êtres humains à chercher sans cesse à se démarquer les uns des autres (Kempf, 2010 ; Shaheen, 2011). Ainsi, les comportements de l'élite socio-économique attirent les individus des classes inférieures. Or, les comportements de cette élite ont souvent d'importants impacts sur l'environnement (Chancel, 2018). De fait, certains individus fortunés, ayant les moyens de se protéger des conséquences environnementales et sociales de leurs actions, auraient moins avantage que les citoyens *lambda* à ajuster leurs actions pour prévenir les catastrophes environnementales et à orienter leurs actions dans une optique de solidarité sociale (Boillat et al., 2012). En conséquence, dans une société où la dépense et la démesure deviennent les objectifs à atteindre, c'est toute la société qui tend à mettre en œuvre des modes de vie nuisant à l'environnement. En outre, il devient difficile d'attirer les classes moyennes et inférieures vers un comportement raisonnable et mesuré si les classes supérieures vivent dans l'excès. Pourtant, il est tout autant important de modifier les comportements de la classe moyenne que ceux de la classe la plus fortunée si des résultats tangibles sont à espérer (Kempf, 2010). Il devient donc nécessaire de réduire

les inégalités pour se défaire des incitatifs menant à une concurrence non-durable basée sur le statut socio-économique (Jackson, 2009).

Dans un deuxième temps, les inégalités portent directement atteinte au bien-être de la population (Magdalou et Moyes, 2007 ; Rezai et Stiglitz, 2016). En effet, dans une société fortement inéquitable, l'importance du statut social finit par instaurer un climat tendu de compétition entre les citoyens. Or, une telle situation nuit à leur bien-être et à leur santé (Pickett et Wilkinson, 2011 ; Shaheen, 2011). En parallèle, empiriquement, il a été montré que l'anxiété est particulièrement élevée dans les sociétés inégales (Jackson, 2009). Finalement, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (2015), les inégalités tendent à réduire le taux d'éducation chez les familles à faible revenu. En particulier, le taux de décrochage scolaire est particulièrement élevé chez les élèves désavantagés socio-économiquement.

Une autre conséquence sociétale des inégalités sont les conséquences négatives qu'elles imposent au tissu social (Pickett et Wilkinson, 2011 ; Stiglitz, 2017, 3 février). Un rapport de l'OCDE publié en 2015 indique ainsi : « quand un groupe si important de la population tire si peu de la croissance économique, le tissu social s'effiloche » (traduction libre : OCDE, 2015, p.21). Une des raisons pour lesquelles le tissu social s'effiloche est le sentiment d'envie, de jalousie et de privation qui existe lorsque des situations très différentes se côtoient. De fait, l'inaccessibilité d'un produit auquel d'autres ont accès peut engendrer une importante frustration qui dépassera même la gratitude pour les produits qui, eux, sont accessibles (Magdalou et Moyes, 2007). En conséquence, les relations entre les différents groupes économiques disparaissent ou deviennent tendues. De plus, des sentiments d'impuissance, d'injustice et d'exclusion apparaissent également avec les inégalités économiques et nuisent aussi au tissu social (CEPE, 2009). En outre, la marginalisation et le rejet peuvent également apparaître. Comme l'écrit le CEPE (2009, p.17) : « vivre dans la pauvreté dans une société relativement riche, c'est souvent aussi faire l'expérience d'une certaine marginalisation ». Finalement, la ségrégation spatiale qu'engendrent les disparités économiques contribue également à la dissolution du tissu social. Cette dernière mène en effet à une séparation physique puis sociale des groupes économiques (Shaheen, 2011). Au final, les inégalités ont des impacts sociaux complexes touchant à la fois l'ensemble de la société et les individus en faisant partie — et ce, sans que ces derniers soient forcément issus de la partie la moins favorisée.

De plus, un fort lien existe entre économie et inégalités. Plusieurs dynamiques économiques sont en effet à l'œuvre dans les sociétés inégalitaires et rendent complexes le développement d'une économie

saine et constructive dans une logique dé-croissanciste. Leur variété rend cependant ardue l'évaluation théorique des conséquences économiques des inégalités. D'un côté, il serait par exemple possible de supposer que les inégalités consisteraient en un incitatif suffisant pour stimuler les gens à travailler plus fort et à apporter une croissance à leur économie (OCDE, 2015). La réalité est cependant bien plus complexe. Par exemple, cet incitatif n'existe en effet que si les plus démunis ont l'impression que leurs efforts peuvent avoir une influence sur leur situation, ce qui n'est pas toujours le cas. De l'autre côté, des résultats empiriques tendent à laisser croire que les inégalités ont un impact négatif sur la croissance économique, en particulier les inégalités touchant les 40 % les plus pauvres (OCDE, 2015). Bien entendu, cela ne veut pas dire que les inégalités sont à promouvoir dans une transition dé-croissanciste afin de réduire la croissance. Ce qu'il faut plutôt retenir d'un tel résultat est qu'il existe un lien clair entre inégalités et dynamisme économique et qu'il est impossible de considérer l'économie d'une société sans également prendre en compte la répartition des revenus, des biens et des opportunités.

En parallèle, il existe en effet d'autres dynamiques qui font en sorte que les inégalités nuisent à l'économie, que cette dernière soit considérée selon les paradigmes de croissance ou de dé-croissance. Dans un premier temps, la présence d'importantes inégalités signifie également que seules quelques personnes sont capables de saisir certaines opportunités, ne laissant que peu de place économiquement aux autres acteurs moins nantis pour contribuer à l'économie (Lawlor et al., 2011). L'économie ne peut alors pas profiter des contributions de tous les individus, de leurs idées et de leur expertise. Dans le même ordre d'idée, les sentiments de frustration et de privation qui se développent dans les sociétés fortement inégalitaires contribuent aux tensions sociales et à la hausse de l'instabilité politique. Celle-ci finit par affecter la stabilité économique et donc par nuire aux activités économiques (Shaheen, 2014, 9 juillet ; Stiglitz, 2017, 13 février). Cette corrélation a d'ailleurs été dénotée empiriquement lors des crises de 1929 et de 2007 avant lesquelles une importante hausse des inégalités a été remarquée aux États-Unis (Kumhof et Rancière, 2010). Les inégalités, au final, ne permettent donc pas à l'économie d'une société de se développer pleinement et de manière durable.

Finalement, les inégalités nuisent directement à la démocratie, un concept pourtant nécessaire dans le cadre d'une transition dé-croissanciste (Johanisova, 2010; Shaheen, 2011; Shaheen, 2014, 9 juillet ; Stiglitz, 2017, 3 février). Tout d'abord, dans une société où de fortes disparités économiques sont présentes, le concept de démocratie économique ne peut pas être respecté. La section 5.6.1.1 revient plus en détails sur l'idée derrière ce concept et sur les différentes facettes de la démocratie

économique. En outre, pour qu'une démocratie fonctionne bien, il est nécessaire qu'une certaine cohésion sociale existe ; ce qui ne peut être le cas dans une société fortement inégalitaire (Daly, 2016). Cette cohésion sociale est nécessaire pour garder une certaine confiance envers les institutions, mais également pour pouvoir avoir la chance de créer un projet de société qui sache combiner les aspirations et les intérêts de tous. Or, avec une société très inégalitaire, il devient plus difficile de concevoir une importante convergence en termes de volonté et de vision à long terme (Stiglitz, 2017, 3 février). Troisièmement, la présence d'importantes inégalités finit également par nuire à la confiance qu'on les citoyens les moins avantagés envers les institutions (OCDE, 2015). Il semble donc plutôt clair que les inégalités ne permettent pas aux démocraties de fonctionner à leur plein potentiel.

Ainsi, tant la pauvreté que les inégalités semblent nuire aux objectifs de la dé-croissance. Dans une transition dé-croissanciste, il semblerait donc logique de tout mettre en œuvre pour que ces dernières soient réduites.

#### **5.5.5 Hausse de la pauvreté et des inégalités**

Pourtant, plusieurs critiques ont été adressées au mouvement de la dé-croissance quant au réalisme de la volonté de réduction de la pauvreté et des inégalités. La première d'entre elles se base sur le simple constat suivant : si la taille de l'économie est réduite, il y aura alors moins de richesses à distribuer entre les membres de la population et les pauvres seront donc plus pauvres (Jackson et Victor, 2016). Cependant, cette critique ne tient pas la route longtemps. Dans un premier temps, il est important de réaliser que le fait que les richesses matérielles et financières soient réduites ne signifie pas que l'ensemble des richesses soient réduites. Au contraire, les richesses sociales et environnementales tendraient plutôt à être accrues dans le cadre d'une transition dé-croissanciste ; la répartition de ces richesses en serait alors facilitée. En outre, pour ce qui est de la distribution des richesses matérielles et financières, la réduction de leur quantité ne signifie pas qu'il devient impossible de les redistribuer, simplement qu'il faut développer des mécanismes plus ajustés et mieux réfléchis.

En parallèle, la baisse de revenu que risque d'engendrer la réduction du temps de travail est une deuxième menace quant à la lutte contre la pauvreté et donc à la réduction des inégalités dans son ensemble — puisqu'à nouveau, les pauvres s'appauvriraient plus vite que les riches et selon des conditions plus strictes (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). En effet, il est clair que dans une certaine mesure, salaires et pauvreté sont finement liés ; en réduisant les salaires, il peut devenir plus

compliqué d'acquiescer certains biens et de répondre à l'ensemble besoins. Dans certain cas, au Québec, la pauvreté est même directement estimée via les salaires par exemple grâce à l'indicateur de la Mesure de faible revenu (Dupuis et Noreau, 2017). C'est également l'approche que prennent certains auteurs critiquant la décroissance à cause de ses impacts sur la pauvreté (Victor et Rosenbluth, 2007). Cependant, la pauvreté dépend de bien plus que des seuls salaires (voir section 5.4.3.3). Dans une transition décroissanciste, certaines modifications permettront à ces éléments de prendre plus d'importance et de diminuer l'importance du salaire dans la définition de pauvreté.

Dans un premier temps, la pauvreté dépend en effet d'autres ressources que des seules ressources monétaires. En développant les réseaux d'entraide collective et en mettant à profit le temps dégagé par la réduction du temps de travail, il devient plus facile de répondre à ses besoins sans forcément faire appel à un salaire important. Par exemple, une partie des dépenses liées aux besoins alimentaires peuvent être diminuées grâce à la mise en place de potagers locaux et communautaires ou via le développement des mouvements de frigo-partage. Dans un second temps, la pauvreté est également influencée par les besoins des individus. Dans une telle optique, la pauvreté devient un concept personnel intrinsèquement lié au bien-être. Ainsi, comme le confirment de nombreuses études psychologiques, la réduction volontaire de la consommation permet de garder un taux de satisfaction élevé et donc de ne pas forcément ressentir la pauvreté malgré un revenu restreint (Pullinger, 2014). Dans un troisième et dernier temps, les mesures de redistribution qui seraient mises en place et les réformes aux institutions actuelles permettraient de réduire encore plus le besoin d'un important salaire pour les individus (Kallis, 2013). Ainsi, bien que la réduction des revenus associés à une réduction du temps de travail peut sembler dangereuse au regard de la pauvreté, il faut réaliser que cette menace n'existerait en fait que s'il s'agissait de la seule mesure mise en place. Au contraire, si plusieurs mesures dé-croissancistes sont instaurées, la logique et la cohérence qu'elles proposent leurs permettent de se compléter.

#### **5.5.6 Réduction des inégalités**

A part ces principales critiques de la décroissance comme étant génératrice d'inégalités, de nombreux auteurs ont mis de l'avant des mesures qui permettraient, au contraire, à une transition décroissanciste de mieux répartir les richesses « réduites ». Ces mesures permettent ainsi de lutter contre les inégalités autrement qu'avec les techniques croissancistes misant sur la théorie du ruissellement, qui bien qu'enrichissant les plus démunis enrichissent encore davantage les plus nantis et accroissent les inégalités (Myllondo, 2012).

Il est certain qu'aucune des mesures présentées dans cette section ne sera facile à mettre en place : les personnes tirant profit de l'actuelle situation inégale faisant également partie des personnes les plus influentes dans la société (Joutsenvirta, 2016 ; Kempf, 2010 ; Stiglitz, 2017, 3 février). Dans le cas québécois, comme l'exprimait M. Pierre Fortin en entrevue au Devoir : « Ce groupe, très riche, a une influence très grande sur les décisions prises et les législations qui pourraient avoir un impact sur lui » (Deglise, 2017, 5 avril). Cependant, cela ne veut pas non plus dire que les mesures suggérées sont vouées à l'échec. Au contraire, cela signifie plutôt qu'un important débat sociétal doit être lancé et surtout que ces acteurs doivent être inclus dans la solution (OCDE, 2015). En effet, personne, pas même l'élite socio-économique québécoise, ne peut nier l'aspect néfaste que représentent les inégalités pour une société.

Étant donné l'espace imparti dans le cadre de cet essai, la section qui suit ne présente que quelques-unes des stratégies permettant de lutter contre les inégalités. En particulier, cette section traite principalement de mesures proposées par des auteurs décroissancistes. Pour aller plus loin, il serait intéressant de s'attarder sur d'autres mesures traitées par des auteurs décroissancistes comme la question du système de taxation et de redistribution des richesses (Boccanfuso et al., 2017a; Boccanfuso et al., 2017b ; Caron, 2018 ; Cosme et al., 2017 ; Daly, 2016 ; Johanisova, 2010 ; Johanisova et Wolf, 2012 ; Lawlor et al., 2011 ; Magdalou et Moyes, 2007 ; OCDE, 2015 ; Piketty, 2013 ; Shaheen, 2014, 9 juillet). En outre, il serait intéressant d'aller plus loin qu'une simple adaptation des recommandations présentes dans la littérature décroissanciste aux réalités québécoises. Il serait en effet pertinent d'adapter les réalités québécoises au contexte dé-croissanciste. Par exemple, quelques-unes des stratégies qui mériteraient d'être examinées plus en détail au travers d'un cadre d'analyse dé-croissanciste pourraient être : faciliter l'accès au logement, atteindre la sécurité alimentaire et travailler au niveau de la santé mentale ; trois stratégies mises de l'avant dans le cadre de la consultation menée récemment par le ministère de l'Emploi et Développement Social Canada relativement aux façons permettant de réduire la pauvreté (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 2018). En outre, les inégalités qui touchent plus particulièrement les populations autochtones devraient également être étudiées plus en détail afin d'inclure ce groupe à la transition dé-croissanciste. Les réformes qui sont proposées dans la présente section touchent le développement de nouveaux indicateurs, la modification du système financier et bancaire, la généralisation de la propriété communautaire, le renforcement des systèmes d'éducation et de santé ainsi que la modification du marché de l'emploi.

La première réforme à mettre en place est le développement de nouveaux indicateurs afin de mesurer et d'évaluer l'ampleur des inégalités présentes au Québec en particulier avec un angle d'approche décroissanciste. Actuellement, les principaux indicateurs se basent surtout sur les écarts de revenus, par exemple grâce au coefficient de Gini. Une telle approche permet par exemple de déterminer que le 1 % des Québécois les plus riches captaient au moins 10 % des richesses générées au Québec en 2017 (Deglise, 2017, 5 avril). Cependant, bien que réelles, ces inégalités ne sont pas les seules existantes. Par exemple, elles ne reflètent pas les inégalités en termes sociaux comme les inégalités de genre ou en termes environnementaux comme les inégalités liées au lieu de résidence. En conséquence, afin de pouvoir réellement traiter les inégalités de manière adéquate, il est nécessaire d'avoir une meilleure vision des inégalités qui existent, en dehors des inégalités de revenu. Il devient donc nécessaire de mettre sur pied un indicateur qui mettrait de l'avant les éléments qui sont clés dans un contexte décroissanciste par rapport aux inégalités — par exemple en diminuant l'importance du revenu dans le calcul des indicateurs et en prenant en compte le contexte social d'entraide dont peuvent bénéficier les individus. Bien entendu, certaines inégalités peuvent être complexes à évaluer avec précision. Il ne faut cependant pas se limiter au manque de précision d'indicateurs supplémentaires, mais plutôt profiter malgré tout du surplus d'information — aussi limité soit-il — que ces derniers apportent (O'Neil, 2012).

Deuxièmement, il serait pertinent de modifier certains aspects du système financier et bancaire. En effet, de par leur mode de fonctionnement, ces systèmes permettent de perpétuer et d'accroître les inégalités dans la société. De fait, la révolution financière vécue dans les dernières décennies a permis à l'économie de perdre son contact avec la réalité, au détriment des individus n'appartenant pas à la sphère sélecte de l'élite financière ; une élite qui contrôle désormais l'économie et en est la principale bénéficiaire (Pineault, 2011, 5 novembre). Cependant, la dé-croissance ne requiert pas un rejet de toute forme de système financier ou de monétarisation. De fait, certains avantages découlent de ces systèmes. Ce qu'une transition dé-croissanciste signifie plutôt est l'encadrement plus strict de l'économie pour que cette dernière se cantonne au rôle pour lequel elle a été tout d'abord pensée : servir le bien-être de la société plutôt que de l'asservir. Finalement, c'est pour le bien même du système actuel que des modifications sont nécessaires. De fait, si ce dernier n'est pas réformé, une transition dé-croissanciste risquerait fortement de le mener à un effondrement total ; un effondrement qui nuirait davantage aux populations défavorisées qu'aux individus les plus nantis (Tokic, 2012).



Quelques réformes ont été proposées pour réduire la contribution des systèmes bancaires et financiers à l'accroissement des inégalités. Dans un premier temps, le Québec devrait mettre sur pied une lutte efficace contre l'évasion fiscale et en faveur de la transparence bancaire (Byrnes, 2016 ; Deneault, 2016 ; Kallis, 2011 ; Piketty, 2013 ; Van Griethuysen, 2012). En parallèle, les mécanismes d'endettement devraient être revus pour diminuer leur impact sur l'accroissement des inégalités (Caron, 2017 ; Dearden, Goode, Whitfield et Cox, 2010 ; Demers et Sale, 2018 ; Gauthier, 2015 ; Hodgson, 2013 ; Hülsmann, 2015 ; Kumhof, Rancière et Winant, 2015 ; Kumhof et Rancière, 2010 ; Lamontagne, s. d. ; Office de la protection du consommateur, 2017 ; P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018 ; Shaheen, 2011 ; Union des consommateurs, 2018). En parallèle, la FSR devrait être encouragée et soutenue de manière beaucoup plus active, tant par les institutions bancaires que par le gouvernement. En dernier lieu, la nationalisation de la monnaie est également l'une des stratégies proposées par les auteurs décroissancistes afin de faciliter la transition décroissanciste tout en réduisant l'enrichissement des élites économiques au détriment des moins nantis (Caron, 2017 ; Daly, 2016 ; Huber et Robertson, 2000 ; Johanisova et Wolf, 2012 ; solidaire, 2011 b ; Schneider et al., 2010).

En troisième lieu, en plus de réformer progressivement le système financier, il serait pertinent de généraliser activement la propriété communautaire dans une logique similaire à celles de coopératives. L'idée derrière la copropriété est de créer des biens ou des entreprises envers lesquels plusieurs individus ont des avantages, des droits et des responsabilités (Johanisova et Wolf, 2012). En facilitant et soutenant ce type de propriété, il devient possible de redistribuer la richesse plutôt que d'encourager l'accumulation individuelle (Johanisova, 2010 ; Lawlor et al., 2011). Il devient également possible de gérer de manière beaucoup plus démocratique les biens, actifs et services qui sont ainsi co-gérés. Au final, ce type de propriété permet donc de redonner à tous la chance de posséder certains biens et de pouvoir contribuer activement à l'économie.

Quatrièmement, il sera nécessaire de renforcer les services publics, en particulier ceux relatifs à la santé et à l'éducation (Association des cadres et cadres supérieurs du réseau, Association médicale du Québec, Alliance des patients pour la santé et Confédération des syndicats nationaux, 2017 ; Chenevert, 2017 ; Jolicoeur, 2015, 3 octobre). En effet, l'accès à ces services est inégal dans la société québécoise (L'Ériger, Côté et Leduc, 2016 ; Pampalon, Hamel et Gamache, 2008). Pourtant, une mauvaise santé ou une mauvaise éducation sont deux facteurs contribuant à la perpétuation des

inégalités tant en termes d'opportunités qu'au niveau du bien-être. Il est donc impératif de revoir le fonctionnement de ces derniers.

En particulier, pour ce qui est de l'éducation, il est primordial d'améliorer l'accès à des services d'éducation de qualité aux tout-petits ainsi qu'aux niveaux primaires et secondaires ; des niveaux où la simple structure du système contribue fortement à la perpétuation des inégalités et où l'absence de soutien aux élèves favorise le décrochage chez les populations les moins nanties (Duchaine, 2018, 22 mai ; Gaudreau, 2016 ; Famille Québec, 2017 ; Famille Québec, 2018 ; Fiévez, 2017 ; Fondation Lucie et André Chagnon, 2017 ; Fortier, 2018, 20 janvier ; ISQ, 2015a ; ISQ, 2015b ; La presse canadienne, 2018, 6 mars ; Lawlor et al., 2011 ; MEES, 2015 ; Shaheen, 2014, 9 juillet). En parallèle, l'éducation tout au long de la vie devrait être favorisée pour faciliter non seulement la réduction des inégalités dont certains individus ont été les victimes, mais également pour pouvoir rendre accessibles à davantage de citoyens les questions politiques et les enjeux sociétaux (Boccanfuso et al., 2017a ; Brossard, 2016 ; Caron, 2017 ; Hess, 2011 ; Landry, 2016 ; OCDE, 2014 ; Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, 2016).

Pour ce qui est de la santé, nombreux sont les auteurs qui mentionnent l'importance de faciliter l'accès à certains services (comme les services de soins de santé mentale ou de soins dentaires), mais également d'avoir une approche plus holistique qui inclut par exemple les conditions de vie de certains groupes de la population (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 2018 ; Hyppolite, 2012 ; MSSS, 2015 ; Québec solidaire, 2018). Il est donc nécessaire de dédier suffisamment d'énergie et de financement pour lutter contre les inégalités à ce niveau et permettre à tous les citoyens de participer pleinement et activement à la construction de la société québécoise.

Cinquièmement et dernièrement, un autre facteur qui contribue aux inégalités est le marché du travail ainsi que sa structure (Lawlor et al., 2011). En effet, l'emploi est un facteur déterminant dans la lutte contre les inégalités. Ainsi, si la structure du marché de l'emploi n'est pas adéquate, ce dernier peut contribuer à garder les individus pauvres dans leur infortune et renforcer la place socio-économique des individus les plus aisés. Cependant, s'il est bien conçu, il peut aider à retrouver une certaine égalité sociale : il permet de générer des revenus, il offre un contexte de socialisation, il peut donner une certaine influence à celui qui l'exerce, etc. Or, tous les individus n'ont pas les mêmes opportunités d'emplois et ne peuvent pas bénéficier de ces éléments qui permettent de réduire les inégalités socio-économiques. De nombreux facteurs influencent en effet les possibilités d'emploi auxquels peuvent

accéder les individus les moins nantis. Par exemple, statistiquement, les populations moins aisées ont tendance à avoir moins de contacts influents, avoir un niveau d'éducation moins élevé, faire partie d'une minorité visible, etc. (Caron, 2017; L'Ériger et al., 2016; The Conference Board of Canada, 2018). En conséquence, les personnes désavantagées à la base sont également celles qui auront moins facilement accès aux emplois qui leur permettraient de sortir de leurs situations inéquitables. En parallèle, les mécanismes d'assurance-emploi contribuent également au renforcement des inégalités que ce soit à cause du fait qu'ils nuisent au retour aux études ou qu'ils obligent les bénéficiaires à accepter des emplois non-satisfaisant sans être forcément bien rémunérés (Educaloi, s. d.; Gouvernement du Canada, 2018). Il est donc nécessaire d'orienter le marché de l'emploi pour qu'il contribue à réduire les inégalités et permette de concrétiser une réelle transition dé-croissanciste. Deux solutions qui pourraient être développées plus en détail est la question de l'emploi garanti ainsi que la réduction des écarts salariaux (voir l'annexe 3 pour davantage de détails).

## **5.6 Réformes institutionnelles**

Afin de faciliter les mesures dé-croissancistes mentionnées tout au long de cet essai, plusieurs réformes institutionnelles seront nécessaires. De fait, de nombreuses publications appellent à la réforme des institutions actuelles (Jackson, 2009). Certains auteurs suggèrent d'ailleurs un rejet total des institutions (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018). La section qui suit pose plutôt comme hypothèse que l'État québécois a une certaine pertinence dans le cadre de la transition dé-croissanciste, mais que pour ce faire, il est nécessaire de lui apporter plusieurs modifications profondes.

Plusieurs raisons peuvent expliquer la nécessité de réformes des institutions. Tout d'abord, ce rejet est en particulier nécessaire lorsque ces institutions, par leur fonctionnement ou leurs valeurs, nuisent aux mesures et actions dé-croissancistes. En effet, certaines institutions contribuent directement à la perpétuation du mythe croissanciste et renforcent la place qu'il occupe dans la société (Boillat et al., 2012). De manière plus concrète, de nombreuses institutions présentes dans les sociétés néo-libérales actuelles contribuent au fait que la culture actuelle soit orientée vers le marché, favorisent la surcomplexification de la société<sup>37</sup> et sont souvent aliénantes. Ainsi, dans leur forme actuelle, les

---

<sup>37</sup> La complexification de la société peut être problématique pour au moins deux éléments. Dans un premier temps, elle rend plus ardue la participation citoyenne à cause de la difficulté qu'elle rajoute aux processus de participation. En outre, il a été montré qu'à la marge, la complexification de la société ne permet que peu d'amélioration en termes de bénéfices sociaux (Tainter, 1988).

institutions québécoises font partie des obstacles qui empêchent les initiatives citoyennes de prendre de l'ampleur ; que ce soit de manière active et consciente ou par leur simple existence et leur immobilisme. (Boillat et al., 2012 ; Fotopoulos, 2010 ; Joutsenvirta, 2016 ; Kallis, 2011 ; Sekulova et al., 2013).

La réforme des institutions se doit d'être faite avec doigté. En effet, il doit en résulter un équilibre entre deux dynamiques clés : les approches ascendantes et les approches descendantes. Pour ce qui est des initiatives citoyennes ascendantes, plusieurs éléments et concepts permettent en effet de réaliser qu'elles ont tout intérêt à se trouver au cœur du projet décroissanciste. Tout d'abord, c'est l'aspect volontaire et intentionnel du mouvement de décroissance qui permet de le différencier des projets similaires qui mettent cependant de côté l'aspect social. Il est par exemple possible de penser aux politiques d'austérité créées « au nom de la préservation environnementale » (Abraham, Lévy et Marion, 2015, p.28). Il ne serait en effet pas envisageable de créer des institutions toutes puissantes qui imposeraient les valeurs dé-croissancistes aux citoyens et aux entreprises. Comme le dit Serge Mongeau (entrevue, 11 juin 2018), l'idée n'est pas de créer un État fasciste avec des idées décroissancistes ou de simplicité volontaire. C'est en effet grâce à la volonté citoyenne que la transition décroissante peut être pensée comme conviviale et que peut être mise à jour l'idée d'un capital social sain (Abraham, Lévy et Marion, 2015). Ce recentrage autour des citoyens permet également de faire en sorte que les changements engendrés soient plus durables et plus efficaces, car soutenus par les citoyens eux-mêmes au lieu d'être imposés par des autorités déconnectées des réalités quotidiennes (Heikkinen, 2018). De plus, en redonnant de la place et de l'importance au citoyen, il est également possible de stimuler leur intérêt et de les amener à une profonde réflexion ; une éventualité qui enrichirait forcément la transition grâce à une meilleure adéquation entre théories et réalités (S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018). Finalement, les approches descendantes permettent en général de faciliter l'adoption de mesures novatrices ; des caractéristiques essentielles dans une société aux institutions relativement réfractaires au changement (S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018). Ainsi, l'implication des citoyens, de leur énergie et de leur intérêt est clé dans la mise en place d'une transition dé-croissanciste.

De l'autre côté, en dépit de la nécessité des initiatives ascendantes, les institutions sont également appelées à jouer un rôle descendant important dans la transition dé-croissanciste. En effet, actuellement, certaines contraintes structurelles empêchent l'apparition d'un réel projet de décroissance qui serait porté uniquement par des individus (Lorek et Fuchs, 2013). En conséquence,

l'action individuelle ne peut pas être suffisante dans un tel contexte (Fotopoulos, 2010 ; Joutsenvirta, 2016 ; S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018 ; Romano, 2012 ; Van den Bergh, 2011). Van den Bergh écrit ainsi : « simplement proposer des initiatives venant de la base est trop simple et idéaliste [...] ceci ne se veut pas un plaidoyer contre les initiatives venant de la base, mais pour plus d'attention pour leur amélioration et leurs impacts à l'échelle systémique et les politiques associées » (traduction libre : Van den Bergh, 2011, p.889). Joutsenvirta (2016) en arrive à la même conclusion en étudiant les dynamiques sociales à travers la double lentille de l'« approche par pratiques » qui s'intéresse aux pratiques des individus et du « travail institutionnel » qui s'attarde aux tendances présentes au sein des institutions, en particulier dans leur façon de résister au changement. En conséquence, en plus des interventions étatiques déjà mentionnées plus haut, il est essentiel que le cadre au sein duquel seront faites ces interventions soit également modifié.

Cependant, l'adéquation entre ces deux niveaux d'intervention est loin d'être simple. Comme le mentionnent Cosme et al. (2017), même dans la littérature décroissanciste, nombreuses sont les publications qui, tout en encensant la démocratie, finissent par proposer des approches *descendantes* sans s'attarder ou sans proposer une réelle cohérence entre les deux objectifs. En outre, rares sont les institutions et les détenteurs de pouvoirs prêts à partager ce pouvoir avec la base (Joutsenvirta, 2016 ; Kempf, 2010). Au contraire, nombreuses sont les actions que ces derniers peuvent mettre en œuvre pour garder le statu quo : dissuasion, contrôle, valorisation, etc. (Joutsenvirta, 2016, p.27). Certains auteurs estiment ainsi carrément impossible l'apparition de mesures décroissancistes dans un contexte démocratique à cause de l'influence des lobbys et des acteurs qui profitent de la croissance (Lawn, 2005). En conséquence, afin de pouvoir concrètement mettre en œuvre les quelques réformes proposées plus bas, il est clair que davantage de recherche devra être faite quant aux dynamiques qui animent à la fois les approches descendantes, que les approches ascendantes (Cosme et al., 2017).

Une approche a été proposée afin de réconcilier la nécessité d'une vue d'ensemble de la part d'institutions et le besoin de connexion avec la réalité. Il s'agit du fait que les nouvelles institutions créent en fait les conditions adéquates pour soutenir et stimuler cette réappropriation de la société par les citoyens plutôt que d'imposer uniquement de nouveaux dogmes et de strictes régulations (Cosme et al., 2017 ; Joutsenvirta, 2016). De cette façon, la démocratie et l'implication citoyenne ne seraient pas affectées négativement par les interventions de l'État, mais seraient plutôt encouragées. Concrètement, cela pourrait vouloir dire créer par exemple des espaces où le travail et les réflexions seraient orientés par des valeurs dé-croissancistes, changer les paradigmes sous-tendant les décisions

de certains organes gouvernementaux ou encore mettre sur pied des mécanismes encourageant les initiatives citoyennes. Les sections suivantes permettent de mieux comprendre comment certaines institutions pourraient être réformées afin de soutenir la mise sur pied de la dé-croissance. Évidemment, un nombre important de réformes supplémentaires pourraient être pensées et suggérées ; la limite ici étant de proposer des réformes facilitant particulièrement les mesures et propositions faites plus haut.

### **5.6.1 Réforme démocratique**

Une des premières institutions à réformer est le politique. Une importante littérature a été rédigée relativement à la relation entre démocratie et décroissance (Deriu, 2012 ; Romano, 2012 ; Fotopoulos, 2010). En effet, la dé-croissance ne cherche pas la mise en place d'un État paternaliste qui dirigerait la société. Au contraire, elle vise plutôt une décentralisation de l'État ainsi qu'une réappropriation de la démocratie par les communautés (Kallis, 2013).

Depuis plusieurs années déjà, les gouvernements québécois se sont penchés sur la question d'une réforme ou d'une mise à jour des institutions démocratiques et politiques. Plusieurs recommandations ont ainsi été faites en 2003 par le Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques. Celles-ci concernaient des éléments comme le mode de scrutin, l'introduction d'éléments de démocratie directe ou encore l'apport de changements au système politique (Béland et al., 2003). A nouveau, des recommandations ont été émises à la suite d'une consultation citoyenne menée par le MDN en automne 2017 relativement au mode de scrutin. Ces recommandations pourraient d'ailleurs prendre vie à la suite des élections d'octobre 2018 (MDN, 2018, 10 mai). En parallèle, de nouveaux modes de consultation ont été développés et mis en œuvre par l'INM dans les dernières années afin de renouveler et de renforcer l'implication des citoyens (INM, 2018). De nombreuses réformes ont donc déjà été discutées et mises en place récemment.

Cependant, en dépit des réformes instaurées par le passé, la situation de la démocratie et de l'implication citoyenne au Québec est loin d'être idéale (voir la section 1.5). Or, afin que les principes dé-croissancistes soient mis en place et puissent être respectés, il est nécessaire de pallier à ces problématiques. En particulier, il faut que la population s'implique de manière informée dans la prise de décision afin que le Québec puisse compter sur une démocratie saine et réellement représentative. Une telle situation permettra d'ailleurs de renforcer l'équilibre entre les approches descendantes et ascendantes et contribuera à assainir les relations entre la société civile et l'État. Il est donc important

d'apporter des changements au système démocratique non plus uniquement à la marge, mais réellement de manière structurante et novatrice. Cette section présente quelques-uns des éléments qui devront être étudiés et mis en place afin qu'une réforme démocratique puisse avoir lieu et puisse atteindre des objectifs pertinents.

Avant de passer à la présentation de ces éléments, il est tout d'abord nécessaire qu'un questionnement sociétal ait lieu quant à ce qu'implique la démocratie dans le contexte d'un Québec prenant une tangente dé-croissante. De fait, comme le remarque Romano (2012), les alternatives à la croissance sont des discours qui ont émergé à la suite de la réalisation, par les scientifiques, des contraintes sociales et environnementales qu'engendraient certaines activités anthropiques. Or, cette simple constatation, est, de par sa nature, a-démocratique puisqu'elle repose sur la confiance que les citoyens ont dans le savoir scientifique et non sur un choix de société. En conséquence, si la démocratie est érigée comme un idéal sociétal, le constat suivant s'impose : la dé-croissance pourrait ne pas être l'alternative embrassée par la majorité de la population. Cependant, les défenseurs de la dé-croissance peuvent — et doivent — malgré tout, dans une telle logique, continuer à défendre, promouvoir et expérimenter les différentes bases de la pensée dé-croissanciste afin d'alimenter la réflexion sociétale. Les réformes proposées plus bas cherchent donc à faciliter et encourager cette réflexion, à la base des vrais choix démocratiques — qu'ils soient faits dans un contexte dé-croissanciste ou non.

### **Démocratie économique**

Une des premières thématiques à laquelle les dé-croissancistes souhaitent s'attaquer — et qui bénéficierait à la démocratie de manière générale, même dans un contexte de croissance — est celle de la démocratie économique. L'idée derrière ce concept est de redonner aux citoyens et aux politiciens le pouvoir économique suffisant pour qu'ils puissent réellement exercer leur pouvoir décisionnel. Plusieurs auteurs s'accordent en effet pour dire que sans une telle démarche, il est impossible de pouvoir parler d'une société réellement « démocratique », qu'il y aura toujours des mécanismes et des acteurs qui empêcheront les volontés citoyennes d'être mises en œuvre et que les inégalités continueront d'être renforcées (Boillat et al., 2012 ; Johannisova, 2010 ; Lawlor et al., 2011 ; Stiglitz, 2017, 3 février). La section qui suit aborde la question des élites économiques, de la place du marché et des choix de production.

Tout d'abord, il s'agit de réduire le pouvoir décisionnel qui se retrouve directement dans les mains des élites économiques. De fait, au Québec, comme dans une grande partie des pays occidentaux, le siège

de pouvoir a migré des élus vers les multinationales et certains hommes d'affaire très fortunés. En conséquence, cette minorité a désormais une influence disproportionnée sur les élus et sur le gouvernement (Boillat et al., 2012 ; Deriu, 2012 ; Johanisova, 2010 ; Latouche, 2007). Une telle situation fait en sorte que les intérêts individualistes de cette minorité prennent plus d'importance que le bien public dans la gestion des affaires de l'État. Ceci pose en particulier problème au niveau socio-environnemental où de nombreux dégâts directement engendrés par cette élite sont à déplorer. Afin de lutter contre cette situation, différents mécanismes pourraient être mis en place pour retirer les possibilités des acteurs économiques d'interférer dans les décisions politiques. Le prochain paragraphe s'attarde à la question des élections et du financement des partis politiques, tandis que le paragraphe suivant se penche sur les différents mécanismes qui existent pour ces acteurs d'exercer leur influence entre les élections.

En matière de financement de parti politique et de campagnes électorales, les réglementations québécoises visent d'ores et déjà à réduire la possibilité d'importants financements par les élites économiques (Foucault et Godbout, 2013 ; La presse canadienne, 2016, 13 mai ; *Loi électorale*). Ceci n'empêche pas les scandales politico-financiers d'éclater régulièrement (Foucault et Godbout, 2013 ; GQ, 2015, 17 septembre). Dans un premier temps, c'est donc principalement l'application des différents règlements qu'il faudrait revoir (GQ, 2015, 17 septembre). En parallèle, de nouvelles lois pourraient être développées afin de viser davantage de cohérence. Cette incohérence permet par exemple l'existence d'un flou comptable entre le financement obtenu pour des dépenses « personnelles » et des dépenses « de parti » (Foucault et Godbout, 2013). Or, cet apparent manque de transparence ne permet pas d'avoir un portrait clair des mécanismes de financement, ce qui est, après tout, le premier élément permettant de réduire l'ingérence de l'élite économique en politique. C'est donc tant un travail législatif qu'exécutif qui doit être mis en place à ce niveau.

Mis à part les élections et le financement des partis, d'autres mécanismes permettent également aux élites économiques de faire entendre leur voix et d'influencer le fonctionnement de la société québécoise. Il peut s'agir par exemple d'influence dans les médias<sup>38</sup>, du rôle qu'elles jouent en tant

---

<sup>38</sup> Voir l'article de Trudel (1990) qui traite du rôle des grands groupes financiers dans l'offre médiatique québécoise. Le mémoire de Sandrine Archambault (2007) aborde en outre la question des inégalités d'accès à l'information en fonction du revenu ; une situation qui favorise à nouveau les élites économiques et les citoyens les plus fortunés, nuisant du même coup à la démocratie économique.



que créditeurs, de l'influence qu'elles peuvent avoir dans les affaires judiciaires, de lobbyisme<sup>39</sup> ou encore de corruption<sup>40</sup>. Certains de ces mécanismes sont déjà bien encadrés. Par exemple, au Québec, la loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ou encore le registre des lobbyistes permettent d'encadrer les actions que ces derniers peuvent poser. Cependant, de nombreuses critiques ont été portées à l'égard des activités de lobbyistes. Latouche condamne par exemple les lobbys et « l'oligarchie ploutocratique » qui en découle et qui finit même par donner de l'influence aux élites étrangères. Il écrit ainsi : « les pouvoirs publics, les administrations, les centres de recherches eux-mêmes sont plus ou moins aux ordres de ce complexe désormais mondial » (Latouche, 2007, p.117). De manière plus concrète, certains Québécois rejettent l'idée que des industries pétrolières ou forestières puissent avoir autant de pouvoir (Massé, 2014, 2 décembre ; Sauvé, 2013). Actuellement, il est par exemple possible de lire, dans le mandat de lobbyiste de l'entreprise Énergie Valero Inc. :

« Dans le cadre des travaux entourant la nouvelle politique énergétique du gouvernement du Québec 2016-2025, devenue la Politique énergétique 2030, Énergie Valero entend continuer à promouvoir l'importance de la filière des hydrocarbures pour l'économie du Québec et s'assurer qu'elle soit incluse dans cette nouvelle politique énergétique » (Registre des lobbyistes du Québec, 2018)

Pour être en adéquation avec les valeurs sociétales proposées plus haut, dans une démocratie économique, il apparaîtrait inconcevable de permettre à ce type d'acteur économique d'avoir une telle influence et puisse avoir un tel discours. A la place, dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, il serait nécessaire d'encadrer beaucoup plus sévèrement et de manière beaucoup plus prescriptive les sphères d'activités légalement permises pour les lobbyistes ; de la même manière que les activités économiques permises et promues sur le territoire québécois devraient être encadrées (voir section 5.4.1), les acteurs économiques pouvant avoir accès direct au gouvernement devraient également être strictement limités.

En deuxième lieu, mise à part l'influence a-démocratique des acteurs économiques décrite dans les paragraphes précédents, il est également primordial d'empêcher le « marché » de rendre inutiles et obsolètes les décisions prises par les citoyens et les politiciens. Dans le contexte actuel, le « marché »

---

<sup>39</sup> Le lien entre démocratie et lobbyisme est fortement discutable et varie en fonction des périodes et des pays. Au Québec, pour certains, le lobbyisme est un acte démocratique à part entière en ceci qu'il permet à un citoyen ou à un groupe de citoyen de faire valoir ses intérêts auprès du gouvernement (Commissaire au lobbyisme du Québec, 2018). Cependant, ces lobbys défendent pour la plupart des intérêts économiques individuels et ont également une influence financière que n'ont pas les autres groupes d'influences (par exemple les organismes communautaires ou les organismes sans but lucratif) (Massé, 2014, 2 décembre). Voir également l'article de Me Desjardins (s. d.) présentant le lobbyisme comme « un mal nécessaire ».

<sup>40</sup> Voir par exemple Girling, 2002 pour plus de détails entre la démocratie et la corruption.

— au travers des investisseurs et de certains acteurs économiques clés — peuvent rendre obsolètes ou inutiles certaines lois mises en place par un gouvernement. Comme l’écrit Tokic : « les investisseurs sont extrêmement vigilants, constamment en train de scruter les conditions du marché et punissant toute initiative qui ne soit pas favorable au marché, forçant essentiellement les législateurs à devenir favorable au marché » (traduction libre : Tokic, 2012, p.83). Une situation de ce genre a eu lieu en Grande-Bretagne après l’implantation de la taxe sur la consommation d’énergie industrielle dont l’objectif a complètement échoué à cause du libre-marché (voir l’annexe 2) (Johanisova et Wolf, 2012). Concrètement, pour lutter contre ce marché, il est nécessaire que les législateurs aient le pouvoir de faire primer la démocratie sur l’influence de ce libre-marché. Evidemment, un tel pouvoir nécessiterait d’importantes négociations internationales afin, entre autres, de revoir les conditions des accords de libre-échange qui donnent un pouvoir outrancier à des acteurs économiques internationaux. Eventuellement, il faudrait également viser une certaine harmonisation internationale des mesures environnementales et sociales pour que les échanges internationaux aient moins d’impact sur les mesures prises localement (Johanisova et Wolf, 2012).

Troisièmement, afin de pouvoir parler d’une démocratie économique, il faut que les citoyens aient le pouvoir de décider ce qui devrait être produit, comment et pour qui ; il faut que les choix de production soient remis en leurs mains (Fotopoulos, 2010). En ce sens, il s’agit donc de mettre en place « un système de contrôles sur le pouvoir économique [qui permettrait de rendre réels] les droits des citoyens de participer activement dans l’économie, indépendamment de leur statut économique, social, de leur genre, etc. » (traduction libre : Johanisova, 2010, p.2). Une telle approche permettrait à la production de répondre aux besoins des citoyens et de la société plutôt que de répondre à la « demande » et à la recherche de profits individuels de certains acteurs économiques. Ce contrôle, ou du moins ces recommandations, pourraient être faits par le biais d’un espace de réflexion et de discussion officiel et permanent, virtuel ou non. Pour faciliter l’implantation d’un tel outil et en tester les limites, ces espaces où la production serait contrôlée pourraient d’abord être instaurés à petite échelle, au niveau des municipalités régionales de comté ou des régions administratives. Évidemment, en parallèle, un cadre législatif adéquat devrait être développé au niveau provincial pour permettre et soutenir ces initiatives locales. Avant de conclure sur ce point, il est important de remarquer que la production serait certes contrôlée, mais bien par les citoyens et non pas par l’État dans une logique totalitaire communiste. Il est donc clé que la participation réelle et l’intérêt des citoyens soient stimulés. En parallèle, pour qu’un tel exercice citoyen soit utile et pertinent, il faudrait que les conclusions puissent réellement être imposées aux entreprises et mises en œuvre par ces dernières.

Finalement, afin d'atteindre une réelle démocratie économique, ce ne sont pas uniquement les réformes démocratiques qui viennent d'être proposées qui devront être mises en place, mais également une réforme au niveau des entreprises. Cette réforme est présentée plus en détail à la section 5.6.2.

### **Nouvelles institutions**

En parallèle de l'instauration d'une démocratie économique à l'intérieur du système politique actuel, il est également intéressant de se pencher sur l'instauration de nouveaux organes démocratiques qui permettraient de renforcer la concrétisation de la démocratie.

Dans un premier temps, un organe qui pourrait être adapté au Québec est l'instauration d'une organisation similaire au Sénat, mais qui ne s'occuperait que des questions environnementales et sociales. L'intérêt d'un tel organe serait principalement de pouvoir être caractérisé par une vision sur le long terme et dénuée d'intérêts partisans. Pour ce faire, les mandats pourraient être d'une durée de sept ans et les membres ne pourraient pas être élus pour plus d'un mandat. Il serait également pertinent d'accorder davantage de place aux jeunes au sein de cet organe. (Deriu, 2012)

Une autre réforme pourrait être de créer de nouveaux organes politiques adaptés aux échelles des écorégions (Latouche, 2007 ; Deriu, 2012). L'avantage écologique de tels organes est évident : les mesures mises en place à de telles échelles seront beaucoup plus cohérentes et adaptées aux réalités. En outre, avoir des organes à échelle limitée permet également de réduire l'échelle de prise de décision et de favoriser l'implication citoyenne (Fotopoulos, 2010 ; Kempf, 2010).

Avant de conclure sur les réformes politiques, un dernier élément est digne de mention. De fait, il a été mentionné précédemment que la complexification de la société était un des obstacles à la participation des citoyens. Il est donc important de garder ce critère à l'esprit lors du développement de ces nouvelles institutions : est-ce que ces ajouts ajouteront de la complexité ? Et si oui, est-ce que cette complexité est compensée par la bonification démocratique qu'apportent ces institutions ? Et comment faire pour compenser ou réduire cette complexité ?

Finalement, tout au long de cette transition et une fois qu'une économie dé-crise aura été atteinte, il est clair que l'attrait des Québécois pour les questions politiques et sociales se devra d'être stimulé et

re-stimulé. Dans le cas contraire, l'état plus ou moins apathique décrit à la section 1.5 risquerait de revenir. De fait, ce n'est pas parce que la situation facilitera l'implication citoyenne que les comportements de participation changeront du jour au lendemain.

### **5.6.2 Réforme des entreprises**

Dans un Québec optant pour une transition dé-croissanciste, il est clair que les entreprises devront modifier leur mode de fonctionnement. En effet, il serait pertinent de repenser le rôle et la place des entreprises pour qu'elles contribuent aux améliorations sociales et environnementales défendues par la dé-croissance. En mettant les entreprises au cœur de la solution, il devient possible de développer des solutions concrètes permettant de promouvoir de forts idéaux sociaux et environnementaux (Michaud et Audebrand, 2012). De fait, pour le moment, les entreprises classiques visent principalement la recherche du profit. Or, à cause de cette logique, leurs actions finissent par nuire aux valeurs défendues par la dé-croissance de deux façons. Dans un premier temps, en accumulant des richesses et en ayant une importante influence socio-politique, les grosses entreprises sont des acteurs nuisant à la démocratie économique (voir section 5.6.1.1). En outre, elles sont responsables d'importantes pollutions et nuisances environnementales (Schepper, 2015 ; Johanisova, 2010). Il est donc impératif de transformer l'entreprise québécoise pour qu'elle ne soit plus orientée vers la recherche de profit, mais plutôt vers l'amélioration de la société et de l'environnement (Boillat et al., 2012). Il est d'ailleurs fortement avantageux pour les entreprises elles-mêmes de s'adapter et de s'intégrer à ce mouvement de transition étant donné le caractère inéluctable d'importants chamboulements socio-économiques, environnementaux et politiques — que ceux-ci aient lieu dans un contexte de dé-croissance ou non (Holmberg et Robert, 2010).

Afin de généraliser ce type d'entreprise, il existe un type d'entreprise dans la structure entrepreneuriale du Québec qui mériterait d'être développé et encouragé pour les valeurs qu'il prône et son modèle d'affaires. Il s'agit de l'économie sociale et solidaire (ÉSS). Selon le site du Chantier de l'Économie Sociale (CES), l'ÉSS fait référence à « l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément » à une liste de principes présentée sur le site (Chantier de l'Économie Sociale [CES], 2018b). Au Québec, cette fraction de l'économie occupe déjà une place non-négligeable. En effet, ce sont plus de 210 000 personnes qui y sont employées (CES, 2018a). En outre, ces entreprises ont un important potentiel relativement au développement et

à la généralisation de modèles novateurs d'entrepreneuriat (McSween, 2014). Il est donc clé de compter sur elles dans cette optique.

D'un autre côté, il est vrai que ces dernières ne sont pas nécessairement environnementalement engagées de manière explicite selon la liste de leurs principes directeurs (Michaud et Audebrand, 2014). Cependant, leur mode de fonctionnement, leur structure et leurs objectifs les différencient des entreprises traditionnelles et en font des entités économiques beaucoup plus aptes à traiter les questions environnementales de manière adéquate (Favreau et Hébert, 2012). Dans un premier temps, l'objectif des entreprises sociales et solidaires n'est pas d'engranger un maximum de profit afin de satisfaire actionnaires et débiteurs. En effet, leur objectif est de répondre aux besoins de ses membres (CES, 2018 b). En outre, leur attachement au territoire et à leurs membres en font des acteurs planifiant sur le long terme et risquant moins de quitter leur lieu d'activités pour des questions de détérioration environnementale ou de pression sociale. Ce sont donc des entreprises qui ont beaucoup moins intérêt à nuire à l'environnement et à la société que des multinationales pouvant se délocaliser facilement (Michaud et Audebrand, 2014). De plus, de par leur mode de fonctionnement, les entreprises issues de l'ÉSS mettent directement en application les principes de démocratie économique mentionnés plus haut. Les membres servent donc de garde-fou aux dérives néo-libérales et aux pressions externes que peuvent connaître certaines entreprises plus « traditionnelles. Un tel fonctionnement permet également de faciliter la participation des travailleurs tel que recommandé à la section 5.4.1.4. Ainsi, les tendances de l'ÉSS sont une excellente source d'inspiration pour repenser le modèle des entreprises québécoises.

Finalement, en plus de soutenir les entreprises faisant partie de l'ÉSS, il est également nécessaire de tenter de réduire la place des énormes corporations et des entreprises multinationales. Dans un contexte dé-croissanciste, ces entités économiques sont en effet à l'opposé des valeurs défendues : mépris de l'environnement, mépris des relations sociales, mépris du respect et autonomisation des employés, position de quasi-monopole économique, poids politique disproportionné, évasion fiscale et donc sous-financement des services publics, etc. Il convient donc de contrôler et de réduire non seulement leur influence, mais également leur taille, leur place et leur existence (Johanisova, 2010). Latouche parle ainsi du « démantèlement des firmes géantes » (2006, p.196). Au Canada, il existe déjà un nombre important de législations antitrust au Canada. Cependant, ces dernières existent principalement pour empêcher ces énormes entités économiques de nuire à la libre compétition des marchés (Bériault et Borgers, 2004). Or, afin de redonner au monde entrepreneurial une dynamique

et des modes de fonctionnement plus en adéquation avec les concepts de dé-croissance, il sera nécessaire de modifier ces lois. De fait, il faudrait plutôt intégrer à ces dernières des articles contrôlant et limitant les monopoles et les trusts à cause de leurs impacts négatifs sociaux, environnementaux et politiques au lieu de ne se concentrer que sur leur impact économique. Par exemple, pour qu'une fusion soit autorisée, il faudrait que les entreprises en question parviennent à prouver que cette dernière n'engendrera pas des activités ayant des impacts négatifs sur l'environnement ou sur le bien public (Korten, 2009).

### **5.6.3 Réforme de la monnaie**

En matière de réformes du secteur financier, quelques propositions ont été faites par les défenseurs de la décroissance (Schneider et al., 2010). Celles visant plus particulièrement la restauration d'une certaine équité dans ce secteur ont déjà été exposées à la section 5.5.6. Cependant, d'autres éléments méritent également d'être mentionnés. En particulier, dans le cas d'une transition dé-croissanciste, il serait pertinent de mettre en place des monnaies locales complémentaires (MLC). Les MLC sont généralement considérées comme étant un outil pertinent pour augmenter la résilience d'une communauté face d'importants changements économiques. Elles ont également le potentiel de créer et de soutenir le renforcement du capital social, de renforcer l'écolocalisation et de consolider la démocratie économique. Il s'agit donc d'un outil qui permettrait de soutenir et d'accompagner une transition dé-croissanciste (l'annexe 4 présente les détails de la conception d'une MLC dé-croissanciste). Actuellement, au Québec, il existe différents projets de monnaies locales. Par exemple, la banque de temps de l'Accorderie est présente dans diverses régions de la province que la ville Québec a récemment lancé le BLÉ, une monnaie locale convertible (Accorderie, s. d. ; Monnaie locale complémentaire à Québec [MLCQ], 2018b).

### **5.6.4 Réformes des stratégies nationales d'emploi**

Même en dehors d'une transition dé-croissanciste, le marché du travail est appelé à être grandement transformé. Il suffit de penser à la nécessité de chercher de manière beaucoup plus active à réduire son empreinte environnementale, à faire face à l'apparition de l'intelligence artificielle et des robots, à s'adapter au vieillissement de la population, etc. (Caron, 2017).

Au Québec, différentes stratégies et institutions sont développées pour permettre au marché de l'emploi de s'adapter aux importantes modifications qu'il subira — de manière volontaire ou non. Certaines d'entre elles visent à supporter le marché et le secteur financier dans la gestion de la

transition (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). D'autres misent davantage sur une meilleure collaboration entre les parties prenantes.

Cependant, dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, ces différentes solutions mises en place actuellement seront insuffisantes. En effet, dans le cadre d'une telle transition, c'est également la relation des Québécois avec leur travail qui se doit de changer drastiquement. En effet, la décroissance ne signifie pas uniquement une réduction du temps de travail, mais également une transformation qualitative du travail (Latouche, 2007). Il est également nécessaire que « le gouvernement envisage la main-d'œuvre d'un autre point de vue que celui du patronat. C'est-à-dire non pas comme une simple ressource à exploiter, mais comme des personnes qui souhaitent se réaliser et satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille » (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 2017, 16 février). Ainsi, au lieu de continuer à œuvrer dans une optique néo-libérale mettant de l'avant les besoins des entreprises et de l'économie en termes de main d'œuvre, il serait bien plus intéressant d'orienter les stratégies d'emploi autour des besoins des Québécois et de l'environnement.

La présente section se penche sur deux éléments de la stratégie nationale visant à faire évoluer le marché de l'emploi afin d'identifier quelques éléments qui devraient y être modifiés pour créer un marché de l'emploi en adéquation avec les valeurs et les logiques d'une transition dé-croissanciste.

Le premier de ces éléments est le Rendez-Vous national de la main d'œuvre (RDV). Ce dernier a eu lieu en février 2017 à Québec. Il avait pour objectif de mettre à la même table le gouvernement québécois ainsi que :

« Des représentants patronaux et syndicaux, des acteurs du développement économique, des acteurs des milieux communautaires et de l'éducation, des représentants des Premières Nations et des Inuits ainsi que des représentants de la société civile » (Emploi-Québec, 2017, p.10).

L'intérêt d'un tel événement est clair. Cependant, diverses modifications devront lui être apportées pour qu'il puisse réellement servir un Québec dé-croissanciste. Dans un premier temps, il est impératif que certains acteurs qui avaient été mis de côté en 2017 soient conviés à la table de discussion. Par exemple, afin de produire une réflexion et une discussion plus riches et plus adaptées aux réalités sociales, il serait intéressant d'assurer la présence d'étudiants, de représentants culturels ou encore de personnes sous représentés sur le marché du travail comme les personnes handicapées ou aux prises avec des troubles mentaux (Bélair-Cirino, 2017, 17 février ; Collectif pour un Québec sans

pauvreté, 2017, 16 février ; Deslauriers, 2017 ; GQ, 2018b). Il est également nécessaire qu'un tel RDV soit organisé de manière périodique afin de permettre l'ajustement régulier des mesures gouvernementales et des interactions entre les différents acteurs du marché du travail. En outre, il est important qu'il accorde davantage de place aux questions de la protection environnementale, du bien-être des employés en dehors des lieux de travail ou encore des questions de démocratie économique (Confédération des syndicats nationaux, 2017).

Un deuxième outil mis en place par le gouvernement qui se doit d'être profondément modifié est Emploi Québec. En effet, d'un point de vue social, il est pour le moins étonnant que l'agence gouvernementale traitant des questions d'emploi ne traite ce dernier que dans une perspective productiviste et cherche principalement à adapter la main d'œuvre québécoise aux besoins des entreprises. Dans un tel contexte, étant à l'écoute des besoins des entreprises, très peu d'attention est portée à ceux des employés et des chômeurs québécois dans les réflexions et actions de l'agence (Emploi Québec, 2017 b). Afin de pouvoir redonner à l'emploi sa place stimulante et constructive socialement, il est clé qu'Emploi Québec cesse de considérer les employés comme des ressources qui se doivent de s'adapter aux besoins des employeurs.

Une autre problématique est qu'Emploi Québec favorise la quantité d'emplois plutôt que la qualité de ces derniers tant dans ses stratégies de stimulation de l'emploi qu'en ce qui a trait aux rapports et aux statistiques publiées (Emploi Québec, 2017a). Or, il serait davantage souhaitable de développer des mécanismes permettant de produire des emplois qui soient de qualité, autant pour le travailleur que pour la société et son environnement (OCDE, 2015). De fait, en tant qu'acteur clé liant les employés et les employeurs dans une dynamique de facilitation, Emploi Québec a une position de choix en ce qui a trait à l'orientation des Québécois vers des secteurs plus respectueux de l'environnement, de leur bien-être et de la société de manière générale. Il serait donc nécessaire que l'agence se dote d'une politique allant en ce sens. Par exemple, les programmes de création d'emploi (adjoints aux mesures d'assurance-emploi ou non) devraient prendre davantage en compte la qualité des revenus, la sécurité en termes d'emploi ainsi que la qualité de l'environnement de travail (OCDE, 2014). Ceci permettrait de faciliter l'accès à des emplois de qualité même pour les personnes les plus démunies. De manière similaire, afin de garantir la qualité « sociétale » et « environnementale » des emplois, les secteurs où la main d'œuvre est en pénurie et vers lesquelles Emploi Québec oriente les personnes en recherche d'emploi devraient tout d'abord être étudiés au travers du prisme de la pertinence sociale et environnementale plutôt que par rapport à leur intérêt financier.



### 5.6.5 Réforme de l'éducation

Finalement, un dernier domaine où une importante réforme sera nécessaire est le système d'éducation.<sup>41</sup> En effet, de dernier joue un rôle important dans la formation des futurs citoyens d'une nation ; des citoyens qui seront des acteurs clés dans la mise en place des réformes et la généralisation des valeurs dé-croissancistes ainsi que dans le contrôle des dérives institutionnelles (Corner et Randall, 2011 ; Mitchell et Wray, 2005 ; Sauvé, 2013). Or, actuellement, très peu de place est laissée à l'intérieur du système d'éducation québécois pour faire de ses étudiants des citoyens engagés et éduqués socialement, politiquement et environnementalement ; trois éléments pourtant clés dans une optique de transition dé-croissanciste. Dans le système actuel, en particulier au niveau primaire, l'intégration de ces notions à l'enseignement formel est principalement laissée à la discrétion des enseignants (C. Bérard, étudiante en éducation primaire, échange courriel, 23 juin 2018). Or, il est important que l'éducation cesse de n'être qu'un outil permettant de préparer les Québécois au marché du travail et permette plutôt de leur partager des valeurs et des savoirs-être vitaux (Deriu, 2012). La présente sous-section s'attarde donc en particulier à l'éducation relative à l'environnement ainsi qu'à l'éducation citoyenne afin de promouvoir une éducation qui puisse aider à renforcer les valeurs sociétales défendues au travers de cet essai. Il est cependant nécessaire qu'un processus d'enrichissement perpétuel soit développé ; c'est-à-dire que la mise en place de valeurs et les expériences sociétales qui auront découlées de l'amélioration des compétences citoyennes et environnementales dans un cadre dé-croissanciste réalimentent également les processus d'éducation (Sauvé, 2013).

Au Québec, l'éducation relative à l'environnement (ERE) est un sujet qui a fait l'objet de nombreuses recherches. Quelques cours sont d'ailleurs donnés dans certaines universités afin d'encadrer les enseignants dans leurs enseignements relatifs à l'environnement (Université du Québec à Montréal, s. d. ; Université de Sherbrooke, s. d.). Cependant, ce n'est qu'une faible place qui est actuellement dédiée à l'ERE dans l'enseignement formel. C'est pour répondre à cette problématique qu'a d'ailleurs été mise sur pied la Coalition Éducation Environnement Écociyenneté (Coalition Éducation Environnement Écociyenneté, 2018). Le premier objectif de cette coalition a d'abord été de préparer une stratégie permettant de promouvoir et de généraliser l'ERE dans l'éducation reçue par les Québécois. Le travail fait par la Coalition jusqu'à présent est extrêmement pertinent. Afin que le système d'éducation québécois puisse réellement intégrer plus largement l'ERE, il est donc nécessaire

---

<sup>41</sup> Etant donné les limitations inhérentes à cet essai, la présente section s'attarde plus en particulier à l'éducation formelle.

que les recommandations émises par cette dernière soient intégrées rapidement au système actuel. De cette façon, l'ERE prendra une place importante dans l'éducation formelle reçue par les jeunes Québécois et ce, dans une optique d'éco-citoyenneté en cohérence avec les principes décroissancistes.

Un deuxième pilier de l'éducation décroissanciste qui se doit d'être développé dans le réseau d'éducation formelle est l'éducation citoyenne. De fait, cette dernière est certainement un des piliers pour plusieurs des changements présentés plus haut, en particulier pour ceux traitant de la réappropriation de la démocratie (Caron, 2018, 30 janvier ; Deriu, 2012 ; Lauwers, 2018, juin). Comme l'écrivent Boillat et al. (2012), il ne peut y avoir de démocratie si les citoyens ne sont pas au fait des réalités qui les entourent. Trois éléments sont en particulier à mettre de l'avant dans ce domaine. En parallèle, quatre compétences sont à développer chez les élèves pour en faire des citoyens complets : la compétence politique, la compétence heuristique, la compétence critique et la compétence éthique.

Le premier élément à inclure dans le cadre de l'éducation citoyenne est la « littératie citoyenne ». Il s'agit ici du développement de la compétence « politique » (Guertin, 2018, juin). Cela signifie enseigner aux élèves le fonctionnement et les mécanismes des institutions qui structurent la société. Il est également important d'intégrer dans cette partie de l'enseignement l'analyse d'enjeux d'actualités ainsi que de données et de statistiques clés. De cette façon, non seulement les futurs citoyens comprendront-ils mieux les choix et les réalités auxquelles ils font face, mais ils sauront également comment s'impliquer et remplir leur devoir de citoyen. De fait, il est impossible de remplir son rôle de citoyen sans comprendre les enjeux auxquels fait face la société et sans pouvoir décoder le fonctionnement du système politique.

Cependant, pour qu'un tel enseignement soit cohérent et utile, il est également nécessaire de stimuler, dès les premières formations académiques, l'intérêt des élèves pour les questions citoyennes. Au vu la situation présentée à la section 1.5, il est en effet clair que tout enseignement québécois portant sur les principes et les questions citoyennes se doit également de se pencher sur la question de la motivation et de l'implication citoyenne. A ce sujet, différentes stratégies et différents messages sont proposés. Une stratégie qui a eu des résultats concluants au Canada quant à l'implication citoyenne des élèves une fois adultes a été de coupler éducation citoyenne et service communautaire (INM, s. d.c). D'autres méthodes incluent les simulations de gouvernement, les sorties éducatives et les visites de politiciens ou de citoyens engagés dans les classes (INM, s. d.c). Finalement, certains

acteurs misent sur un enseignement actif qui met l'élève de l'avant et qui l'incite, à partir du cadre scolaire, à prendre sa place dans la communauté (Lauwers, 2018, juin). Au travers de ces différentes pratiques, c'est en particulier la compétence heuristique des étudiants qui est ici développée. En étant appelé à mettre en pratique leurs apprentissages dans des situations réelles ou au cours de simulations, ceux-ci sont en effet appelés à développer leurs habilités relatives à l'innovation et à la création de solutions (M.-A. Guertin, échange courriel, 25 juin 2018).

Le troisième élément à inclure dans un programme d'éducation citoyenne est la proposition de nouvelles valeurs qui pourraient guider la société et les interactions citoyennes. Ici, c'est du développement de la compétence éthique dont il est question (Guertin, 2018, juin). Quelques-unes des valeurs qui pourraient être intégrées et promues dans un nouveau système éducatif afin de favoriser la transition dé-croissanciste ont été mentionnées plus haut : générosité, ouverture à l'autre, revalorisation des interactions sociales, etc. Certains auteurs québécois parlent en outre de la nécessité de développer le « sens des responsabilités » et la « relation de confiance » (Deslauriers, 2011). Derrière ces valeurs se trouve l'idée que chaque choix politique ou citoyen a des impacts sur celui qui les prend, mais également sur toute la société et même sur les sociétés futures ; ces impacts doivent donc être pris en compte par les citoyens dans leurs implications politiques (Deriu, 2012). Dans ce contexte, c'est donc la compétence critique qui est développée en parallèle de la compétence éthique (Guertin, 2018, juin). Cette compétence est en particulier nécessaire dans un monde se transformant rapidement et où une vérité peut rapidement ne plus l'être, où une valeur peut prendre une signification totalement différente dans un nouveau contexte (Sauvé, 2013). En somme, en intégrant ces valeurs aux choix et aux décisions prises au fur et à mesure du re-développement de la société québécoise, la démocratie, le vivre-ensemble et la convivialité pourraient prendre plus d'importance au Québec.

Ainsi, il apparaît essentiel d'insérer davantage d'éléments d'éducation à la citoyenneté au programme scolaire dont bénéficient les étudiants québécois. Ces ajouts pourraient être fait de manière transversal et au travers de différents cours, ou bien via l'élaboration d'un cours à part qui permettrait de promouvoir efficacement ces concepts.

## CONCLUSION

L'objectif du présent essai était de dresser une liste de recommandations permettant de créer un discours dé-croissanciste cohérent et positif, rattaché aux réalités québécoises et qui propose une alternative innovante pour le futur de la province. Ces recommandations visaient un public plutôt large en cherchant autant à inspirer les militants dé-croissancistes dans leurs futures actions, recherches et réflexions, qu'à partager aux citoyens québécois et aux entreprises un discours rassurant et révélateur quant aux implications réelles de la dé-croissance et d'une économie plus solidaire.

Dans un premier temps, cet essai s'est tout d'abord efforcé de présenter un tour d'horizon de la situation au Québec selon divers angles d'approche. Il a par la suite présenté certaines des alternatives au paradigme actuel qui ont été développées par divers chercheurs et qui pourraient permettre de remédier aux problématiques soulevées lors du tour d'horizon québécois. Au regard des différentes réflexions et des nombreux faits présentés, il est finalement apparu que l'approche de la dé-croissance serait fort pertinente pour régler certains de ces problèmes. Le reste de l'essai s'est donc concentré sur l'identification et l'explication de quelques-uns des mécanismes pouvant faciliter la mise en place d'une transition dé-croissanciste. Il est important de rappeler que cette transition a comme objectif ultime l'atteinte d'un « état stationnaire » qui permettrait aux Québécois de cohabiter de manière beaucoup plus harmonieuse entre eux ainsi qu'avec leur environnement. Cet état stationnaire reposant sur un équilibre très fragile, il est évident que des phases dé-croissancistes mettant activement en œuvre les mesures suggérées au long de cet essai devront être mises en place périodiquement.

Évidemment, nombreuses sont les embuches se dressant sur la voie de la transition dé-croissanciste, à commencer par le manque d'information accessible à la population à ce sujet. Informer et sensibiliser les citoyens à propos des enjeux et des valeurs dé-croissancistes est évidemment la voie qu'a choisi d'emprunter cet essai. Cependant, les recommandations faites laissent espérer davantage pour les futures années des mouvements dé-croissancistes. En effet, une fois que le mythe néo-libéral déconstruit, il sera alors temps de mettre en œuvre concrètement la transition proposée dans cet essai au travers de politiques publiques et de changements radicaux dans le quotidien des Québécois.

Entre temps, il est clair que nombreuses sont les propositions faites ci-dessus qui gagneraient malgré tout à être mises en place. Ce qui est toutefois important dans une telle mise en œuvre progressive et partielle est de s'assurer que l'implantation de telles mesures n'aient de cesse d'être sous-tendues par

des valeurs et des logiques un minimum dé-croissanciste, afin qu'elles gardent leur authenticité et ne soient pas récupérées par les dynamiques marchandes néo-libérales. Dans une telle dynamique, le discours et les valeurs dé-croissancistes pourront donc malgré tout se faire une place dans le monde néo-libéral et motivé par les intérêts individuels dans lequel vit une très grande majorité du Québec. Faire évoluer les façons de faire et les mentalités peu à peu, en adéquation avec les développements et les initiatives internationales, voilà l'avenir de la dé-croissance dans les prochaines années au Québec (S. Mongeau, entrevue, 11 juin 2018).

Pour faire suite à cet essai, il est tout d'abord clair que le développement de certains indicateurs serait pertinent. Il pourrait permettre d'évaluer l'atteinte des objectifs des mesures et l'avancée de la société québécoise dans sa transition dé-croissanciste. Certains auteurs craignent cependant ces indicateurs à cause de la nature changeante et vague de la dé-croissance (O'Neil, 2012). Or, il reste intéressant de développer des indicateurs qualitatifs flexibles qui sauraient donner une idée de la situation sans forcément être limités par des contraintes techniques liées aux indicateurs quantitatifs (Nitoslawski, 2018, juin). Malgré leurs failles, l'évaluation de ces indicateurs pourrait apporter de l'information aux décideurs sans forcément exiger une théorisation et une rationalisation outrancière de la réalité.

En outre, il est évident qu'il serait utile et nécessaire d'approfondir les recommandations faites dans cet essai dans le cadre de futures recherches sur le sujet. Ces recommandations peuvent en effet servir d'amorce pour orienter plus en détail de futurs travaux. En particulier, il pourrait être intéressant de développer des modèles « pluriels » (ou transversaux) sociologiques et économiques pour mieux appréhender les conséquences des mesures suggérées. De fait, mieux comprendre les interactions entre les différents paramètres et réalités pourrait également devenir un argument facilitant l'adoption de politiques publiques adéquates. Il faut également reconnaître que ces recommandations sont limitées dans le temps ; étant donné la vitesse à laquelle évoluent les pensées, les réalités et les interactions, il est certain que ces recommandations se devront d'être mises à jour — avant leur application et même après leur éventuelle application.

## RÉFÉRENCES

- Académie de Bordeaux. (s.d.). Élasticités. Repéré à <http://ses.ac-bordeaux.fr/Archives/2001/Cyberma/Methodo/Bao/elast/fiche.htm>
- Abraham, Y.-M. (2014). *Décolonisons notre imaginaire*. [vidéo]. Montréal, Québec, Canada : TEDx HEC Montréal. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=N7m8y7YtbcQ&t=2s>
- Abraham, Y.-M. (2015). *Décroissance soutenable ?* [vidéo]. Montréal, Québec, Canada. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=cGTgPfW1iag&t=92s>
- Abraham, Y.-M., Levy, A. et Marion, L. (2015). La décroissance, pour la suite du monde. Repéré à <https://www.cahiersdusocialisme.org/la-decroissance-pour-la-suite-du-monde-3/>
- Accorderie. (2018). Montréal-Nord : calendrier du mois d'avril. Repéré à <http://accorderie.ca/montreal-nord/>
- Accorderie. (s. d.). Bienvenue sur le site des Accorderies du Québec ! Repéré à <http://accorderie.ca/>
- ADML63/Doume. (s.d.). Association pour le développement de monnaies locales dans le Puy-de-Dôme. Repéré à <http://adml63.org/faqs/quest-ce-quune-monnaie-fondante/>
- Agence Internationale de l'Énergie (AIE). (2015). IEA atlas of energy: Total final consumption (Mtoe). Repéré à <http://energyatlas.iea.org/#!/tellmap/-1002896040/1>
- Agundez-Rodriguez, A. (2018, juin). *L'éducation (cosmopolite) au changement climatique des adultes dans un contexte de métamorphose du monde*. Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Alcott, B. (2010). Impact caps : Why population, affluence and technology strategies should be abandoned. *Journal of Cleaner Production*, 18, 552-560.
- Alcott, B. (2013). Should degrowth embrace the job guarantee? *Journal of Cleaner Production*, 38, 56-60.
- Alternativet. (s. d.). 5. Economic sustainability. Repéré à <https://alternativet.dk/en/politics/party-programme/economic-sustainability#55361>
- Archambault, S. (2007). *Le rôle des médias dans l'exercice de la démocratie au Québec*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada.
- Arès, M. et Granger, S. (2016). Le Québec et les économies émergentes, *Revue québécoise du droit international*, juin, 147-163.
- Aronowitz, S. (1985). Why work? *Social text*, 12, 19-42.
- Asselin, S. (2010). Les personnes désirant travailler. Dans S. Rheault (dir.), *Conditions de vie*. Québec, Québec : Institut de la statistique du Québec. En ligne : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/portrait-social2010.pdf#page=139>

- Associated Press. (2015, 21 mai). L'écart entre les riches et les pauvres nuit à l'économie, selon l'OCDE. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/721811/ocde-riche-pauvre-ecart-rapport-tous-concerne-pourquoi-moins-inegalite-profite-tous>
- Association des cadres et cadres supérieurs du réseau, Association médicale du Québec, Alliance des patients pour la santé et Confédération des syndicats nationaux. (2017). Santé et services sociaux : 15 solutions. Repéré à [http://www.acssss.qc.ca/wp-content/uploads/2018/02/D%C3%A9pliant-15-solutions.org\\_-1.pdf](http://www.acssss.qc.ca/wp-content/uploads/2018/02/D%C3%A9pliant-15-solutions.org_-1.pdf)
- Bathelot, B. (2017). Définition : Nudge. Repéré à <https://www.definitions-marketing.com/definition/nudge/>
- Battams, N., Spinks, N. et Sauvé, R. (2014). *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2013-2014*. Repéré à [http://vanierinstitute.ca/wp-content/uploads/2015/11/FFIN\\_2014-06-09\\_Rapport-2013-2014.pdf](http://vanierinstitute.ca/wp-content/uploads/2015/11/FFIN_2014-06-09_Rapport-2013-2014.pdf)
- British Broadcasting Corporation. (2017, 9 juin). Crise économique dans la zone CEMAC. *BBC*. Repéré à <http://www.bbc.com/afrique/region-40213541>
- Bélair-Cirino, M. (2017, 17 février). Un Rendez-vous de la main d'œuvre sur fond de tensions. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/economie/491943/main-d-oeuvre-rendez-vous-de-l-emploi>
- Béland, C., Allaire, J., Blanc, M., Giguère, J., Hébert, E.,... Laflamme, M. (2003). *Rapport du Comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques*. Repéré à [https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/publications/rapport\\_comite\\_directeur.pdf](https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/publications/rapport_comite_directeur.pdf)
- Bell, M., Bonaiuti, M., Czech, B., Domeneghini, A., Exner, A., Ghent, R. et Woodward, D. (2010). Degrowth declaration of the Paris 2008 conference. *Journal of Cleaner Production*, 18, 523-524.
- Bériault, Y. et Borgers, O. (2004). Overview of Canadian antitrust law. *The Antitrust Review of the Americas*, 2004, 76-79.
- Bernard Y. (2009), L'étiquetage environnemental des produits en magasin. *Revue Française du Marketing*, 221(1), 63-83.
- Big Think Editors. (s. d.). Student loans are worsening inequality, with Thomas Piketty. *Big Think*. Repéré à <https://bigthink.com/think-tank/hefty-student-loans-are-worsening-income-inequality>
- Blais, R. et Boucher, J. L. (2008). Les régimes forestiers québécois : Régimes d'accumulation, structures d'acteurs et modèles de développement. Repéré à [https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES\\_ET0803.pdf](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET0803.pdf)
- Blatchford, A. (2018, 17 mars). Il n'existe aucun outil pour mesurer si la dette des ménages est trop élevée. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/economie/522913/endettement-des-menages>
- Boarini, R., Johansson, A. et d'Ercole, M. M. (2006). *Les indicateurs alternatifs du bien-être* (Cahiers statistiques de l'OCDE, no11). Repéré à <https://www.oecd.org/fr/sdd/cn/37883038.pdf>

- Boccanfuso, D., Cousineau, J.-M. et Fonseca, R. (2017 b). *Le revenu minimum garanti : une utopie ? une inspiration pour le Québec*. (Volume 1 : les principes, le diagnostic et les recommandations). Repéré à [http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal\\_RMG\\_volum e1FR\\_v3Accessible.pdf](http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal_RMG_volum e1FR_v3Accessible.pdf)
- Boccanfuso, D., Cousineau, J.-M. et Fonseca, R. (2017a). *Le revenu minimum garanti : une utopie ? une inspiration pour le Québec*. (Volume 2 : le soutien du revenu et le marché du travail). Repéré à [http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal\\_RMG\\_volum e2FR\\_Accessible.pdf](http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal_RMG_volum e2FR_Accessible.pdf)
- Bock-Côté, M. (2016, 31 janvier). Quel rôle pour Option nationale ? *Le journal de Montréal*. Repéré à <http://www.journaldemontreal.com/2016/01/31/quel-role-pour-option-nationale>
- Boillat, S., Gerber, J.-F. et Funes-Monzote, F.R. (2012). What economic democracy for degrowth? Some comments on the contribution of socialist models and Cuban agroecology. *Futures*, 44(6), 600-607.
- Boivin, J.-F. (2012). Les salaires au Québec (1997-2011) : écarts et inégalités. *Regards sur le travail*, 9.
- Boisvert, D. (2017). Bilan de la simplicité volontaire au Québec depuis 20 ans. Repéré à <http://carnet.simplicitevolontaire.org/2017/01/bilan-de-la-simplicite-volontaire-au-quebec-depuis-20-ans/>
- Boudreau, C. et Caron, D. J. (2016). La participation citoyenne en ligne au Québec : conditions organisationnelles et leviers de transformation. *Recherches sociographiques*, 57(1), 155-176.
- Boulding, K. E. (1966). The economics of the coming spaceship Earth. Dans H. Jarrett (ed.), *Environmental quality in a growing economy* (pp. 3-14). Baltimore, Maryland, États-Unis : Resources for the Future/Johns Hopkins University Press.
- Boulet, M. (2014). *Même profession, salaires différents : les femmes professionnelles moins bien rémunérées*. Repéré à [http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01600FR\\_FemmeVsHomme2014H00F00.pdf](http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01600FR_FemmeVsHomme2014H00F00.pdf)
- Bouthillette, D. (2016). Le vieillissement et ses répercussions sur notre système sociosanitaire. Repéré à <http://www.lepointensante.com/pour-une-reponse-adaptee-au-vieillissement/>
- Brossard, L. (2016). *Pour une politique de réussite éducative tout au long de la vie : Mémoire présenté par l'ICÉA dans le cadre de la consultation sur la politique de la réussite éducative*. Repéré à [http://icea.qc.ca/site/sites/default/files/memoire\\_reussite\\_educ\\_final\\_14\\_nov\\_16.pdf](http://icea.qc.ca/site/sites/default/files/memoire_reussite_educ_final_14_nov_16.pdf)
- Brown, H. et Vergragt, P. (2016). From consumerism to wellbeing: toward a cultural transition? *Journal of Cleaner Production* (132), p.308–317.
- Buch-Hansen, H. (2018). The prerequisites for a degrowth paradigm shift: insights from critical economy. *Ecological Economics*, 146, 157-163.



- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (2000). *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur : tome 1*. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/archives/eau/index.htm>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (2015). Rapports des commissions : Centrale d'énergie électrique. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/themes/centrale.htm>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (2017). Rapports des commissions : Mines. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/themes/mines.htm>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (2018). Rapport des commissions. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/themes/index.htm>
- Bureau, A. (2016). L'importance des MRC dans l'adaptation au vieillissement de la population du Québec : trois études de cas (Mémoire de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Byrnes, D. (2016). Postface : paradis fiscaux, source d'inégalités croissantes. Dans A. Deneault (dir.), *Les paradis fiscaux : une escroquerie légalisée*. Montréal, Québec, Canada : Les éditions Écosociété.
- Caron, A. (2017). *Utopia XXI*. Paris, France : Flammarion.
- Caron, A. (2018, 30 janvier). *Les propositions utopistes d'Aymeric Caron : l'essai Utopia XXI : entrevue avec Aymeric Caron, journaliste et auteur* (M.-L. Arsenault, intervieweuse) [Émission radiophonique]. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/plus-on-est-de-fous-plus-on-lit/segments/entrevue/57056/aymeric-caron-utopia-utopie-thomas-more>
- Casseurs de pub. (s. d.). Pourquoi nous appelons-nous « Casseurs de pub »?. Repéré à <http://www.casseursdepub.org/index.php?menu=pourquoi>
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). (2009). *Prendre la mesure de la pauvreté : propositions d'indicateurs de pauvreté d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec*. Repéré à [https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE\\_Avis.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Avis.pdf)
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). (2017). *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : état de la situation de 2017*. Repéré à [https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE\\_Etat\\_Situation\\_2016.pdf](https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Etat_Situation_2016.pdf)
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires et CROP (s. d.). *Baromètre citoyen des institutions politiques*. Repéré à [http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire\\_democratie/fichiers/sondage\\_universite\\_laval\\_\\_indice\\_citoyen.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/sondage_universite_laval__indice_citoyen.pdf)
- Chancel, L. (2018, 1 juin). *Lucas Chancel : « Plus on est riche, plus on pollue »* (H. Kempf, intervieweur) [entrevue mise par écrit]. Repéré à <https://reporterre.net/Lucas-Chancel-Plus-on-est-riche-plus-on-pollue>
- Chantier de l'Économie Sociale (CES). (2018a). Découvrez l'économie sociale : l'économie sociale, c'est quoi ? Repéré à <https://chantier.qc.ca/decouvrez-leconomie-sociale/>

- Chantier de l'Économie Sociale (CES). (2018 b). Définition. Repéré à <https://chantier.qc.ca/decouvrez-leconomie-sociale/definition/>
- Chapin, F. S., Corell, R. W., Costanza, R., Crutzen, P., de Wit, C. A., Fabry, V. J.,..., Walker, B. (2009). A safe operating space for humanity. *Nature*, 461, 472-475
- Chenevert, J.-P. (2017). Que faut-il améliorer pour un meilleur système de santé ? Repéré à <https://www.chairesante.ca/articles/2017/que-faut-il-ameliorer-pour-un-meilleur-systeme-de-sante/>
- Chevalier, S. et Drouin, C. (2014). *Inégaux* [court-métrage]. Montréal, Québec : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Repéré à <https://santemontreal.qc.ca/externe/iss/>
- Chouinard, T. (2018, 29 mars). La détérioration des écoles se poursuit. *La Presse*. Repéré à [http://www.lapresse.ca/actualites/education/201803/29/01-5159138-la-deterioration-des-ecoles-se-poursuit.php?utm\\_categorieinterne=traffidivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_education\\_563\\_section\\_POS1](http://www.lapresse.ca/actualites/education/201803/29/01-5159138-la-deterioration-des-ecoles-se-poursuit.php?utm_categorieinterne=traffidivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_education_563_section_POS1)
- Cloutier-Villeneuve, L. (2013). Durée du travail annuelle au Québec et en Ontario : quels sont les écarts ? *Flash-Info*, 14(2). Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/bulletins/flash-info-201305.pdf>
- Cloutier-Villeneuve, L. (2017). Surqualification et compétences utilisées en situation de travail : les travailleurs surqualifiés sont-ils toujours perdants ? *Cap sur le travail et la rémunération*, (7). Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/bulletins/cap-remuneration-201704-7.pdf>
- Clover, D. (2018, juin). *Au-delà de la croyance : l'art de l'éducation environnementale des adultes*. Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail. (2016). Vacances. Repéré à <https://www.cnt.gouv.qc.ca/conges-et-absences/vacances/index.html>
- Coalition Éducation Environnement Écociyenneté. (2018). À propos. Repéré à <https://www.coalition-education-environnement-ecociyennete.org/a-propos/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2017, 16 février). Rendez-vous national sur la main d'œuvre — Pour répondre aux besoins de la main d'œuvre ou à ceux du patronat ? Repéré à <http://www.pressegauche.org/Rendez-vous-national-sur-la-main-d-oeuvre-Pour-repondre-aux-besoins-de-la-main-29764>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2018). La magie de l'OCDE : ou comment justifier une économie injuste et inéquitable. *La soupe au caillou*, 426, 2.
- Comité consultatif de la Société canadienne du cancer. (2017). *Statistiques sur le cancer, 2017*. Repéré à <http://www.cancer.ca/~media/cancer.ca/CW/cancer%20information/cancer%20101/Canadian%20cancer%20statistics/Canadian-Cancer-Statistics-2017-FR.pdf?la=fr-CA>

- Commissaire au lobbyisme du Québec. (2018). Son rôle. Repéré à <https://www.commissairelobby.qc.ca/lobbyiste/son-role/>
- Confédération des Syndicats Nationaux. (2017). *Rendez-vous national sur la main d'œuvre 16 et 17 février 2017 : bilan et perspectives*. Repéré à [https://www.csn.qc.ca/wp-content/uploads/2017/03/2017-03-17\\_recherche\\_rdv-mdo\\_csn.pdf](https://www.csn.qc.ca/wp-content/uploads/2017/03/2017-03-17_recherche_rdv-mdo_csn.pdf)
- Conférence Permanente du Développement Territorial. (2017). *Participation citoyenne : enjeux, concepts et recommandations*. Repéré à [http://lampspw.wallonie.be/dgo4/tinymvc/apps/qn/views/documents//PC/Fiche\\_1\\_participation\\_citoyenne.pdf](http://lampspw.wallonie.be/dgo4/tinymvc/apps/qn/views/documents//PC/Fiche_1_participation_citoyenne.pdf)
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie. (2015). La révision des planifications forestières. Repéré à <http://www.ccqf-cqfb.ca/fr/les-activites-du-conseil/autres-dossiers-du-conseil/revision-planifications-forestieres/>
- Conseil du patronat du Québec (CPQ). (2015). *Les ressources naturelles au Québec : une source naturelle de prospérité*. (Étude sur la prospérité no2). Repéré à <https://www.cpq.qc.ca/wp-content/uploads/2015/06/etude2prosperite080615.pdf>
- Conseil du patronat du Québec (CPQ). (2017). *La contribution du transport des marchandises à la prospérité du Québec : propositions pour assurer la transition énergétique et la compétitivité des chaînes logistiques*. Repéré à <https://www.cpq.qc.ca/wp-content/uploads/2017/03/etude4prosperite130317.pdf>
- Cornellier, L. (2009, 21 mars). Essais québécois — situation de l'altermondialisme. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/240829/essais-quebecois-situation-de-l-altermondialisme>
- Corner, A. et Randall, A. (2011). Selling climate change? The limitations of social marketing as a strategy for climate change public engagement. *Global Environmental Change*, 21, 1005-1014.
- Cosme, I., Santos, R. et O'Neil, D.W. (2017) Assessing the degrowth discourse: A review and analysis of academic policy proposals. *Journal of Cleaner Production*, 149, p.321-334.
- Côté, P. (2018). *La contribution de l'économie comportementale aux questions environnementales : en quête d'un nouveau paradigme*. (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Couillard, L. (2004). *À la rencontre du mariage tant attendu entre le transport et l'urbanisme*. Repéré à [http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/du\\_vallon/documents/DD2-1.pdf](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/du_vallon/documents/DD2-1.pdf)
- Couillard, P. (2014). Discours d'ouverture de la 1ere sessions de la 41<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale du Québec : M. Philippe Couillard, député de Roberval et premier ministre. Repéré à <https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/allocutions/details.asp?idAllocutions=857>
- Couture, R. (s. d.). Quelle est la différence entre la pauvreté et les inégalités. Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/quelle-est-la-difference-entre-la-pauvrete-et-les-inegalites/>

- Couturier, È.-L. (2018, 1<sup>er</sup> juin). *3 question à Ève-Lyne Couturier pour sortir de la pauvreté* (L. Soumis, intervieweur) [entrevue mise pa écrit]. *L'itinéraire*, 25(11), 10.
- Crespo, S. (2017). *Données sociodémographique en bref : qui fait partie du groupe des 10 % dont le revenu est le plus élevé ?* Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol21-no2.pdf>
- Croteau, M. (2018, 13 février). Comment le projet de loi 107 changera-t-il l'UPAC ? *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/201802/12/01-5153625-comment-le-projet-de-loi-107-changera-t-il-lupac.php>
- Csikszentmihalyi, M. et LeFevre, J. (1989) Optimal experience in work and leisure. *Journal of Personality and Social Psychology*, 56, 815–822.
- D'Alessandro, S., Luzzati, T. et Morroni, M. (2010). Energy transition towards economic and environmental sustainability: feasible paths and policy implications. *Journal of Cleaner Production*, 18, 532-539.
- D'Alisa, G., Demaria, F. et Cattaneo, C. (2013). Civil and uncivil actors for a degrowth society. *Journal of Civil Society*, 9(2), 212-224.
- Daly, H. (1992). Allocation, distribution, and scale: towards an economics that is efficient, just, and sustainable. *Ecological Economics*, 6.
- Daly, H. (2016). *From uneconomic growth to a steady-state economy*. Cheltenham, Angleterre : Edwrd Elgar Publishing Ltd.
- Daoust-Boisvert, A. (2016, 27 avril). Disparités importantes de l'accès à un médecin de famille. *Radio-Canada*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/sante/469279/disparites-importantes-de-l-acces-a-un-medecin-de-famille>
- Dearden, C., Goode, J., Whitfield, G. et Cox, L. (2010). *Credit and debt in low-income families*. Repéré à <https://www.jrf.org.uk/sites/default/files/jrf/migrated/files/credit-debt-low-incomes-full.pdf>
- Deglise, F. (2017, 5 avril). Québec pourrait faire mieux pour réduire les inégalités financières. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/lire/495602/inegalites-sociales-quebec-pourrait-faire-mieux-pour-reduire-les-inegalites>
- Delorme, J. (2013). Simplicité volontaire 2.0. Repéré à <https://gsvq.org/la-simplicité-volontaire/simplicité-volontaire-2-0/>
- Demers, A. et Sale, E. (2018). Le gouvernement du Québec dépose un projet de règlement et propose des changements pour renforcer davantage la protection des consommateurs. Repéré à <http://www.blakesbusinessclass.com/le-gouvernement-du-quebec-depose-un-projet-de-reglement-et-propose-des-changements-pour-renforcer-davantage-la-protection-des-consommateurs/?lang=fr>
- Demers, M.-A. (2015). Frontières entre emploi, chômage et inactivité : la mesure du chômage a-t-elle omis 280 000 personnes en 2014 ? *Flash-Info*, 16(2). Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/bulletins/flash-info-201506.pdf>

- Deneault, A. (2016). *Une escroquerie légalisée : précis sur les paradis fiscaux*. Montréal, Québec, Canada : Les éditions Écosociété.
- Deriu, M. (2012). Democracies with a future: Degrowth and the democratic tradition. *Futures*, 44(6), 553-561.
- Desjardins, L. (s. d.). Une activité en progression au Québec : faut-il encadrer le lobbying ? *Journal du Barreau*, 29(12).
- Deslauriers, M. (2017). *Les personnes avec incapacité au Québec : Activité sur le marché du travail*. Repéré à [https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre\\_documentaire/Enquetes/Internes/Portrait\\_incapacite\\_Qc\\_ECI2012\\_V08.pdf](https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Enquetes/Internes/Portrait_incapacite_Qc_ECI2012_V08.pdf)
- Deslauriers, V. (2011). Méditations sur l'éducation citoyenne. *Dialogues pour réinventer la démocratie*, 13(2).
- Despatie, A.L. (2015, 4 février). Une étude met en lumière les ratés de la réforme scolaire. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/705319/reforme-scolaire-echec-secondaire-etude-universitelaval>
- Dittmer, K. (2013). Local currencies for purposive degrowth? A quality check of some proposals for changing money-as-usual. *Journal of Cleaner Production*, 54.
- Dombi, J. (2015). Sustainable consumption in the de-growth transition: The case of local foods. Dans E. Hetesi et Zs. Vas (ed.) *New ideas in a changing world of business management and marketing* (p.109-123). Szeged, Hongrie : University of Zeged.
- Dormieu, R. (2017, 8 août). Grenoble, première ville d'Europe sans panneaux publicitaires. *Positivr*. Repéré à <https://positivr.fr/grenoble-interdit-panneaux-publicitaires/>
- Dow, W., Reed, P. B. et Selbee, L. K. (2004). *Renseignements stratégiques sur le don et le bénévolat au Québec à l'intention des organismes communautaires* (Préparé pour Bénévoles Canada). Repéré à <https://www3.carleton.ca/casr/dow10a.pdf>
- Drews, S. et Antal, M. (2016). Degrowth: A « missile » word that backfires? *Ecological Economics*, 126, 182-187.
- Dubet, F. (2017). Frustration relative et individualisation des inégalités. *Revue de l'OCFE*, 150(1), 11-26.
- Duchaine, G. (2018, 22 mai). Qualité des services de garde au Québec : « On n'est pas dans l'excellence ». *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201805/22/01-5182693-qualite-des-services-de-garde-au-quebec-on-nest-pas-dans-lexcellence.php>
- Dupuis, F., Bégin, H. et Bélanger, D. (2017). *La situation financière des ménages au Québec*. Repéré à <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv170828f.pdf>
- Dupuis, F. et Noreau, J. (2017). *Perspective : la pauvreté au Québec, une réalité encore présente*. Repéré à <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/per0317f.pdf>

- Duriff, F. et Plant, B. (2014). *Les Québécois et l'investissement socio-responsable : Portrait 2014*. Repéré à [https://ocresponsable.com/wp-content/uploads/2017/06/Les\\_Que%CC%81be%CC%81cois\\_et\\_IISR\\_portrait\\_2014.pdf](https://ocresponsable.com/wp-content/uploads/2017/06/Les_Que%CC%81be%CC%81cois_et_IISR_portrait_2014.pdf)
- Educaloi. (s. d.). L'assurance-emploi. Repéré à <https://www.educaloi.qc.ca/capsules/assurance-emploi>
- Élections Canada. (2017). Taux de participation aux élections et référendums fédéraux. Repéré à <http://www.elections.ca/content.aspx?dir=turn&document=index&lang=f&section=ele>
- Élections Québec. (2014). *Élections générales au Québec, 1867-2014*. Repéré à [https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/tableau\\_synthese\\_1867\\_2014.pdf](https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/tableau_synthese_1867_2014.pdf)
- Emploi Québec. (2017a). À propos de nous. Repéré à <http://www.emploi quebec.gouv.qc.ca/a-propos-de-nous/>
- Emploi Québec. (2017 b). *Plan d'action 2017-2018*. Repéré à [http://www.emploi quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx\\_fceqpubform/00\\_admin\\_plan-action\\_2017-2018.pdf](http://www.emploi quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx_fceqpubform/00_admin_plan-action_2017-2018.pdf)
- Emploi Québec. (s. d.) Programme d'aide sociale et de solidarité sociale. Repéré à <http://www.emploi quebec.gouv.qc.ca/citoyens/obtenir-une-aide-financiere/programmes-daide-sociale-et-de-solidarite-sociale/>
- Enotes. (2013). Why is money better than the barter system. Repéré à <https://www.enotes.com/homework-help/what-functions-money-why-money-better-than-barter-439607>
- Entreprises Québec. (2017). Publicité. Repéré à <https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/marketing?lang=fr&g=marketing&sg=&t=o&e=1700555403>
- Eusko. (2018). Le projet Eusko en bref... Repéré à <https://www.euskalmoneta.org/le-projet/>
- Famille Québec. (2017). Cout de garde quotidien. Repéré à <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/revision-programme-services-garde/tarification/Pages/cout-garde-quotidien.aspx>
- Famille Québec. (2018). Création des places en service de garde. Repéré à <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/portrait/places/Pages/index.aspx>
- Favreau, L. et Hébert, M. (2012). *La transition écologique de l'économie : la contribution des coopératives et de l'économie solidaire*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- Fiévez, R. (2017, 10 juin). L'argent est-il le sauveur face au décrochage scolaire ? *Huffington Post*. Repéré à [https://quebec.huffingtonpost.ca/raphael-fievez/argent-decrochage-scolaire\\_b\\_17020014.html?utm\\_hp\\_ref=qc-decrochage-scolaire](https://quebec.huffingtonpost.ca/raphael-fievez/argent-decrochage-scolaire_b_17020014.html?utm_hp_ref=qc-decrochage-scolaire)
- Fondation Lucie et André Chagnon. (2017). *Comment se portent les tout-petits québécois ? Faits saillants 2017*. Repéré à [https://tout-petits.org/media/1697/d-4711\\_faits-saillants\\_portrait2017-v07-lr.pdf](https://tout-petits.org/media/1697/d-4711_faits-saillants_portrait2017-v07-lr.pdf)

- Fondation québécoise du cancer. (2018). Faits et statistiques sur le cancer. Repéré à <https://fqc.qc.ca/fr/information/le-cancer/statistiques>
- Fonds d'action québécois pour le développement durable (s. d.). Mission et historique. Repéré à <http://www.faqdd.qc.ca/qui-sommes-nous/mission-historique/>
- Fonds de recherche Nature et technologies. (2014). Capacité de support après reboisement de territoires dénudés naturellement de la forêt boréale continue. Repéré à <http://www.frqnt.gouv.qc.ca/parteneriat/nos-resultats-de-recherche/histoire?id=3jkmkal11462213654453>
- Fortier, M. (2018, 20 janvier). Quand les professeurs décrochent. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/education/518067/quand-les-professeurs-decrochent>
- Fortier, F. et Tremblay-Pépin, S. (2014). *Les taxes à la consommation et les inégalités au Québec*. Repéré à file:///C:/Users/Alix/Downloads/103-Taxes-in%C3%A9galit%C3%A9s-WEB.pdf
- Fotopoulos, T. (2010). Direct democracy and de-growth. *The International Journal of Inclusive Democracy*, 6(4).
- Foucault, M. et Godbout, J.-F. (2013). Argent et vote : « Pour une poignée de dollars de plus ! ». Dans Bastien, F., Bélanger, E. et Gélinau, F. (dir.), *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne* (p. 91-108). Montréal, Québec, Canada : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Foutrier, G. (2017, 27 juin). Notre démocratie est-elle en crise ? *L'Humanité*. Repéré à <https://www.humanite.fr/notre-democratie-est-elle-en-crise-638018>
- Francoeur, L.-G. (2011, 1<sup>er</sup> avril). Pourquoi il faut craindre le Plan Nord. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/320069/pourquoi-il-faut-craindre-le-plan-nord>
- Freud, S. (1930). *Civilization and its discontents*. Repéré à <http://www.stephenhicks.org/wp-content/uploads/2015/10/FreudS-CIVILIZATION-AND-ITS-DISCONTENTS-text-final.pdf>
- Futerra Sustainability Communications. (s. d.). *Branding diversity: The new nature message*. Repéré à [https://www.wearefuterra.com/wp-content/uploads/2015/10/Branding\\_Biodiversity.pdf](https://www.wearefuterra.com/wp-content/uploads/2015/10/Branding_Biodiversity.pdf)
- Gajdos, T. (2001). Les fondements axiomatiques de la mesure des inégalités. *Revue d'économie politique*, 111(5), 683-719.
- Galdwell, M. (2000). *The tipping point: How little things can make a big difference*. Boston, États-Unis : Little Brown & Company.
- Gallais, S. et Swarte, A. (2016). *Nagoya + : Bilan des actions du Québec en matière de biodiversité et recommandations* (Nature Québec et Société pour la Nature et les Parcs du Canada section Québec). Repéré à [http://www.naturequebec.org/fileadmin/fichiers2015/publications/RA16\\_Aichi.pdf](http://www.naturequebec.org/fileadmin/fichiers2015/publications/RA16_Aichi.pdf)
- Gauchet, M. (2008). Crise dans la démocratie. *La Revue lacanienne*, 2008/2(2), 59-72.

- Gaudet, S. (2012). Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale. *Sociologies*. Repéré à <https://journals.openedition.org/sociologies/3874#quotation>
- Gaudreau, H. (2016). *Remettre le cap sur l'équité : rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014-2016*. Repéré à <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/CEBE/50-0494.pdf>
- Gauthier, M.-A. (2015). *L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol19-no2.pdf>
- Gélineau, F. et Morin-Chassé, A. (2009). *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élections de 2008*, (Cahiers de recherche électorale et parlementaire no1, Étude réalisée pour le Directeur Général des élections du Québec). Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6434.pdf>
- Georgescu-Roegen, N. (1995). *La décroissance : entropie, écologie, économie*. Paris, France : Sang de la Terre.
- Gladwell, M. (2016). *Le point de bascule : comment faire une grande différence avec de petites choses*. Paris, France : Flammarion.
- Global Forest Watch. (2018). Canada, Québec : Summary. Repéré à <http://www.globalforestwatch.org/country/CAN/11?category=summary>
- Godbout, L. (2011, 17 décembre). Prendre de la perspective sur la pauvreté et les inégalités au Québec. *La Tribune*. Repéré à <https://www.latribune.ca/opinions/prendre-de-la-perspective-sur-la-pauvrete-et-les-inegalites-au-quebec-0f843aafa75464cebddd89a93aedad6de>
- Godbout, L. et St-Cerny, S. (2011). *La perception du caractère régressif des taxes à la consommation au Québec est-elle fondée ?* Repéré à <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2011-01-La-perception-du-caract%C3%A8re-regressif-des-taxes.pdf>
- Godbout, L. et St-Cerny, S. (2018). *Le salaire minimum à 12 \$ en 2018 au Québec : hausse du revenu disponible des ménages et comparaison avec les provinces qui ont annoncé l'atteinte du 15 \$*. Repéré à [https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/R2018-02\\_Salaire-minimum-%C3%A0-12-en-2018-au-Qu%C3%A9bec.pdf](https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/R2018-02_Salaire-minimum-%C3%A0-12-en-2018-au-Qu%C3%A9bec.pdf)
- Gouvernement du Canada. (2018). Guide de la détermination de l'admissibilité Chapitre 9 — section 4. Repéré à [https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/assurance-emploi/ae-liste/rapports/guide/ch-9/emploi-convenable.html#a9\\_4\\_1\\_4](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/assurance-emploi/ae-liste/rapports/guide/ch-9/emploi-convenable.html#a9_4_1_4)
- Gouvernement du Québec (GQ). (2015, 17 septembre). Financement illégal des partis politiques : Québec solidaire demande au DGEQ d'enquêter sur la légitimité de gouvernements. Repéré à <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2309173019>
- Gouvernement du Québec (GQ). (2017). *Le plan économique du Québec*. Repéré à [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2017-2018/fr/documents/PlanEconometique\\_Mars2017.pdf#page=17](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2017-2018/fr/documents/PlanEconometique_Mars2017.pdf#page=17)



- Gouvernement du Québec (GQ). (2018a). Le Québec : économie. Repéré à <http://www.gouv.qc.ca/FR/LeQuebec/Pages/Economie.aspx>
- Gouvernement du Québec (GQ). (2018 b). Le travail et la santé mentale. Repéré à <https://www.quebec.ca/sante/conseils-et-prevention/sante-mentale/le-travail-et-la-sante-mentale/>
- Gouvernement du Québec (GQ). (2018 c). Votre gouvernement : Consultations. Repéré à <http://www.gouv.qc.ca/FR/VotreGouvernement/Pages/ConsultationsPubliques.aspx>
- Gravel, M.-A. (2018). Qui sont ces Québécois en manque de temps ? *Coup d'œil sociodémographique*, 64. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdoeil-no64.pdf>
- Greason, V. (2014, 22 septembre). Le Plan Nord Plus : rompre avec l'idéologie du « tout à la croissance ». *Droits et libertés*, 33(1). Repéré à [http://liguedesdroits.ca/?p=2250#\\_ftn2](http://liguedesdroits.ca/?p=2250#_ftn2)
- Griffin, V., Zlotowitz, S., McLoughlin, E. et Kagan, C. (2017). Universal basic income : A psychological impact assesment. *Education Psychology Research and Practice*, 3(1), 86-111.
- Guertin, M.-A. (2018, juin). *Formation relative à l'environnement des élus municipaux : cartographie d'un champ de recherche inexploré*. Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Gully, H. (2017, 28 décembre). Obsolescence programmée : ce que dit la loi. *Les Échos*. Repéré à [https://www.lesechos.fr/28/12/2017/lesechos.fr/0301076393501\\_obsolescence-programmee---ce-que-dit-la-loi.htm](https://www.lesechos.fr/28/12/2017/lesechos.fr/0301076393501_obsolescence-programmee---ce-que-dit-la-loi.htm)
- Hameau 18 (s. d.). Hameau 18 — coopérative d'habitation. Repéré à <http://www.hameau18.org/>
- Harris, J.M. (2008). *Ecological macroeconomics: Consumption, Investment and climate change*. (Global development and environment institute, Working paper no 08-08). Repéré à [https://www.researchgate.net/publication/4861130\\_Ecological\\_Macroeconomics\\_Consumption\\_Investment\\_and\\_Climate\\_Change](https://www.researchgate.net/publication/4861130_Ecological_Macroeconomics_Consumption_Investment_and_Climate_Change)
- Haworth, J.T. et Veal, A.J. (2004). Introduction. Dans J.T. Haworth et J. Veal (ed.), *Work and leisure* (p.1-11). New York, New York, État-Unis : Routledge.
- Heikkinen, T. (2018). An equilibrium framework for the analysis of a degrowth society with asymmetric agents, sharing and basic income. *Ecological Economics*, 148, 43-53.
- Hess, R. (2011). L'éducation tout au long de la vie. *Cahiers pédagogiques du centre de recherche et d'action pédagogiques*, 487. Repéré à <http://www.cahiers-pedagogiques.com/L-education-tout-au-long-de-la-vie>
- Hodgson, G. (2013). *Banking, finance and income inequality*. Repéré à <http://positivemoney.org/wp-content/uploads/2013/10/Banking-Finance-and-Income-Inequality.pdf>
- Holmberg, J. et Robert, K.-H. (2000). Backcasting : A framework for strategic planning. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 7(4), 291-308.

- Hrotkó, J., Rueda-Sabater, E., Chin, V. et Lang, N. (2018). Striking a balance between well-being and growth: The 2018 sustainable economic development assessment. Repéré à [https://www.bcg.com/Images/BCG-SEDA-Striking-a-Balance-Between-Well-Being-July-2018-R\\_tcm9-196740.pdf](https://www.bcg.com/Images/BCG-SEDA-Striking-a-Balance-Between-Well-Being-July-2018-R_tcm9-196740.pdf)
- Huber, J. et Robertson, J. (2000). *Creating new money: a monetary reform for the information age*. Londres, Royaume-Uni : New Economics Foundation.
- Hülsmann, J.G. (2015). How money production can worsen income inequality. Repéré à <https://mises.org/library/how-money-production-can-worsen-income-inequality>
- Hurteau, P. (2018). Le revenu viable : indicateur de sortie de la pauvreté en 2018. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/publications/revenuviable2018>
- Hyppolite, S.R. (2012). Comprendre et agir autrement : pour viser l'équité en santé dans la région de la Capitale-Nationale. Repéré à [https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sites/default/files/rapportiss\\_versionintegrale.pdf](https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sites/default/files/rapportiss_versionintegrale.pdf)
- Initiative sur le partage de connaissances et le développement de compétences (s. d.). *Espérance de vie et espérance de santé*. Repéré à [https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/responsabilite-populationnelle/f013\\_esperance\\_de\\_sante.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/responsabilite-populationnelle/f013_esperance_de_sante.pdf)
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2006). *Portrait statistique de l'évolution récente de l'industrie des services financiers au Québec : comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/evolution-services-financiers.pdf>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2015a). *La qualité éducative dans les garderies non subventionnées : faits saillants, grandir en qualité 2014*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/education/milieu-garde/grandir2014-FS-CPE.pdf>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2015 b). *La qualité éducative dans les installations de centres de la petite enfance : faits saillants, grandir en qualité 2014*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/education/milieu-garde/grandir2014-FS-CPE.pdf>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2017). *La qualité de l'emploi au Québec : développements conceptuels et création d'une typologie — état actuel de la réflexion* (Édition révisée). Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/qualite-emploi/qualite-emploi-typologie.pdf>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2018a). Indicateurs du marché du travail pour les personnes immigrantes et celles nées au Canada, résultats selon le sexe, Québec, Ontario et Canada. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/groupes-populationnels/immigrants/indicateur-travail-sexe.html>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2018 b). *Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires : nombre de personnes immigrantes admises*. Repéré à [http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/demographie\\_02.pdf](http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/demographie_02.pdf)

- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2018 c). *Portrait des principaux indicateurs du marché et des conditions de travail 2007-2017*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/annuaire-v14.pdf>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2018d). Principaux indicateurs économiques désaisonnalisés, emploi et taux de chômage par région administrative. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/indicrm.htm>
- Institut de la Statistique du Québec (ISQ). (2018e). *Tableau statistique canadien* (Volume 16, no1). Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comparaisons-economiques/interprovinciales/tableau-statistique-canadien.pdf>
- Institut de recherche en économie contemporaine. (2017). *Portrait 2016 de la finance responsable : Octobre 2017* (Produit en collaboration avec Cap Finance et Réseau PRI Québec). Repéré à <https://chantier.qc.ca/wp-content/uploads/2018/02/portrait2016-fin-resp.pdf>
- Institut du Nouveau Monde (INM). (2012). *La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois : une recherche exploratoire de l'Institut du Nouveau Monde*. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6438.pdf>
- Institut du nouveau monde (INM). (2014). *État des lieux des mécanismes de participation publiques au Québec et relevé d'expériences inspirantes de participation publique hors-Québec*. Repéré à [http://inm.qc.ca/Centre\\_doc/27-Etat\\_des\\_Lieux\\_participation.pdf](http://inm.qc.ca/Centre_doc/27-Etat_des_Lieux_participation.pdf)
- Institut du nouveau monde (INM). (2018). Solidarité et équité intergénérationnelles : conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelle. Repéré à <http://inm.qc.ca/intergenerationnel/>
- Institut du nouveau monde (INM). (s. d.a) À propos. Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/a-propos-3/>
- Institut du nouveau monde (INM). (s. d.b). Ce que les Québécois pensent. Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/ce-que-les-quebecois-en-pensent/>
- Institut du nouveau monde (INM). (s. d.c). Éducation civique. Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/education-civique/>
- Institut du nouveau monde (INM). (s. d.d). La participation citoyenne. Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/la-participation-citoyenne/>
- Institut du Québec. (2017). *L'emploi au Québec : Bilan 2017*. Repéré à [http://www.institutduquebec.ca/docs/default-source/default-document-library/ppt\\_bilan-annuel---2017\\_vf.pdf?sfvrsn=0](http://www.institutduquebec.ca/docs/default-source/default-document-library/ppt_bilan-annuel---2017_vf.pdf?sfvrsn=0)
- Institut national de santé publique. (2018). L'obésité au Québec : ralentissement de l'augmentation, mais inégalités socio-économiques. Repéré à <https://www.inspq.qc.ca/santescope/analyses/obesite>
- Investissement Québec. (2016). *Rapport annuel d'activités et de développement durable : 2015-2016*. Repéré à [https://www.investquebec.com/documents/qc/publications/RAIQ\\_2015-2016\\_fr.pdf](https://www.investquebec.com/documents/qc/publications/RAIQ_2015-2016_fr.pdf)

- Investopedia. (s. d.a). Depreciation. Repéré à <https://www.investopedia.com/terms/d/depreciation.asp>
- Investopedia. (s. d.b). Gini Index. Repéré à <https://www.investopedia.com/terms/g/gini-index.asp>
- Investopedia. (s. d.c). Trickle-Down Theory: What is the “Trickle-Down Theory”. Repéré à <https://www.investopedia.com/terms/t/trickledowntheory.asp>
- Jackson, T. (2005). Motivating sustainable consumption: A review of evidence on consumer behaviour and behavioural change. (Rapport rédigé pour le Sustainable Development Research Network). Repéré à [http://sustainablelifestyles.ac.uk/sites/default/files/motivating\\_sc\\_final.pdf](http://sustainablelifestyles.ac.uk/sites/default/files/motivating_sc_final.pdf)
- Jackson, T. (2009). *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*. Louvain la Neuve, Belgique : De Boeck — Etopia.
- Jackson, T. et Victor, P.A. (2015). Does credit create a « growth imperative »? A quasi-stationary economy with interest bearing debt. *Ecological Economics*, 120, 32-48.
- Jackson, T. et Victor, P.A. (2016). Does slow growth lead to rising inequality? Some theoretical reflections and numerical simulations. *Ecological Economics*, 121, 206-219.
- Jacques, G. (2015). Oser la décroissance. Paris, France : L’Harmattan.
- Johanisova, N. (2010). Economic democracy and its relevance for degrowth. *Degrowth conference, 2010*.
- Johanisova, N. et Wolf, S. (2012). Economic democracy: a path for the future? *Futures*, 44, 562-570.
- Jolicoeur, M. (2015, 3 octobre). La santé, au sommet des inquiétudes de Pierre Fortin, le Lucide, *Les affaires*. Repéré à <http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/general/la-sante-au-sommet-des-inquietudes-de-pierre-fortin-le-lucide/582041>
- Joutsenvirta, M. (2016). A practice approach to the institutionalization of economic growth. *Ecological economics*, 128, 23-32.
- Kallis, G. (2011). In defence of degrowth. *Ecological Economics*, 70, 873-880.
- Kallis, G. (2013). Societal metabolism, working hours and degrowth: a comment on Sorman and Gampietro. *Journal of Cleaner Production*, 38, 94-98.
- Kallis, G. (2015). You’re wrong Kate. Degrowth is a compelling word. Repéré à <https://oxfamblogs.org/fp2p/youre-wrong-kate-degrowth-is-a-compelling-word/>
- Kallis, G., Kerschner, C. et Martinez-Alier, J. (2012). The economics of degrowth. *Ecological Economics*, 84.
- Kasser, T., Rosenblum, K. L., Sameroff, A. J., Deci, E. L., Niemiec, C. P., Ryan, R. M., ... Hawks, S. (2014). Changes in materialism, changes in psychological well-being: Evidence from three longitudinal studies and an intervention experiment. *Motivation and Emotion*, 38(1), 1–22.

- Kempf, H. (2010). Degrowth and inequality: The link between ecological and social crisis. 2<sup>nd</sup> conference on economic degrowth for ecological sustainability and social equity, Barcelone, Espagne.
- Kerschner, C. (2010). Economic de-growth vs. steady-state economy. *Journal of cleaner production*, 18, 544-551.
- Kirkup, K. (2017, 29 décembre). Adoption prévue en 2018 d'une loi pour restreindre la pub alimentaire. *Huffington Post*. Repéré à [https://quebec.huffingtonpost.ca/2017/12/29/adoption-prevue-en-2018-dune-loi-pour-restreindre-la-pub-alimentaire\\_a\\_23319939/](https://quebec.huffingtonpost.ca/2017/12/29/adoption-prevue-en-2018-dune-loi-pour-restreindre-la-pub-alimentaire_a_23319939/)
- Kohn, M. et Schooler, M. (1983). *Work and Personality: An Enquiry into the Impact of Social Stratification*. Norwood, New Jersey, États-Unis : Ablex.
- Korten, D. (2009). *Agenda for a new economy: from phantom wealth to real wealth*. San Francisco, États-Unis : Berett-Koeher Publishes, Inc.
- Kumhof, M. et Rancière, R. (2010). Endettement et inégalités : un accroissement durable des inégalités de revenu incite à emprunter aux riches et augmente le risque de crise économique grave. *Finances et développement*, 28-31.
- Kumhof, M. Rancière, R. et Winant, P. (2015). Inequality, leverage and crises. *American Economic Review*, 105(3), 1217-1245.
- L'Accorderie. (2016). Liste des services offerts dans le Réseau des Accorderies. Repéré à [http://accorderie.ca/wp-content/uploads/2016/12/Services\\_Accorderie-dec2016.pdf](http://accorderie.ca/wp-content/uploads/2016/12/Services_Accorderie-dec2016.pdf)
- La cite écologique (s. d.). La cité écologique : accueil. Repéré à [https://citeecologique.org/fr\\_CA/](https://citeecologique.org/fr_CA/)
- Labouret, O. (2013). Les mécanismes psycho-sociaux de l'aliénation néo-libérale. Repéré à <https://blogs.attac.org/groupe-societe-cultures/articles-cultures-anthropologie/article/les-mecanismes-psycho-sociaux-de-l>
- Lafitte, J. (2018, juin). « Faire savoir » : enjeux et limites de la dialogique du savoir environnemental mise en œuvre dans un territoire en projets de « développement durable ». Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Lafleur, C. (2011, 15 octobre). Crise économique — heureuse pluralité ! *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/333644/crise-economique-heureuse-pluralite>
- Lakoff, G. (2004). *Don't think of an elephant! : Know your values and frame the debate--the essential guide for progressives*. New York, États-Unis : New York Times.
- Lamontagne, Y. (s. d.). Cartes de crédit non sollicitées. Repéré à [https://ici.radio-canada.ca/actualite/v2/lafacture/niveau2\\_2009.shtml](https://ici.radio-canada.ca/actualite/v2/lafacture/niveau2_2009.shtml)
- Lampron, L.-P. (2004). L'encadrement juridique de la publicité écologique fausse ou trompeuse au Canada : une nécessité pour la réalisation du potentiel de la consommation écologique ? *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, 35(2), 449-519.

- Landry, C. (2016). *Gabarit de mémoire pour une politique de réussite éducative*. Repéré à [https://acdeaulf.org/wp-content/uploads/2016/12/Carol-Landry\\_M%C3%A9moire\\_politique-r%C3%A9ussite-%C3%A9ducative.pdf](https://acdeaulf.org/wp-content/uploads/2016/12/Carol-Landry_M%C3%A9moire_politique-r%C3%A9ussite-%C3%A9ducative.pdf)
- La presse canadienne. (2016, 13 mai). Le PQ a reçu plus de dons que tous les autres partis combinés. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/781477/parti-quebecois-dons-financement-politique>
- La presse canadienne. (2018, 6 mars). Québec crée 2000 places dans les CPE et débloque des fonds pour 3800 autres. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1087487/quebec-creation-2000-places-cpe>
- Larousse. (s. d.a). axiome. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/axiome/7191?q=axiome#7160>
- Larousse. (s. d.b). bien-être. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/bien-%C3%AAtre/9159>
- Larousse. (s. d.c). précaution. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pr%C3%A9caution/63304/locution>
- Larousse. (s. d.d). schisme. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/schisme/71396?q=schisme#70618>
- Larousse. (s. d.e). surestarie. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/surestarie/75676?q=surestarie#74811>
- Larousse. (s. d.f). social, sociale, sociaux. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/social/73133?q=social#72303>
- Larousse. (s. d.g). sociétal, sociétale, sociétaux. Repéré à [https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/soci%C3%A9tal\\_soci%C3%A9tale\\_soci%C3%A9taux/73148](https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/soci%C3%A9tal_soci%C3%A9tale_soci%C3%A9taux/73148)
- Latouche, S. (2006). *Le pari de la décroissance*. Paris, France : Fayard.
- Latouche, S. (2007). *Petit traité de décroissance sereine*. Paris, France : Mille et une nuits.
- Lauwers, J. (2018, juin). *Citizenship Education*. Communication présentée au Youth to Youth Summit, Malmö, Suède.
- Lawlor, E., Spratt, S., Shaheen, F. et Beitler, D. (2011). *Why the rich are getting richer: The determinants of economic inequality*. Repéré à [https://b3cdn.net/nefoundation/9f13eb419294bb7cfe\\_abm6bc76e.pdf](https://b3cdn.net/nefoundation/9f13eb419294bb7cfe_abm6bc76e.pdf)
- Lawn, P. (2005). Is a democratic-capitalist system compatible with a low-growth or steady-state economy? *Socio-Economic review*, 3, 209-232.
- Lawn, P. (2011). Is steady state capitalism viable? A review of the issues and an answer in the affirmative. *Annals of the New York Academy of Sciences*.
- Lawn, P. et Clarke, M. (2010). The end of economic growth? A contracting threshold hypothesis. *Ecological Economics*, 69(2010), 2213-2223.

- Le Québec économique (LQe). (2017a). Dépenses de santé et financement : Dépenses de santé du secteur public et du secteur privé, en % du PIB, 2015. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/education-sante/sante/depenses-sante-financement>
- Le Québec économique (LQe). (2017 b). Dépenses totales en éducation, 2013. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/indicateurs-sociaux/systeme-deduction/graphique-depenses-totales-education-2013>
- Le Québec économique (LQe). (2017 c). Évolution du nombre de médecins par 100 000 habitants. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/indicateurs-sociaux/systeme-sante/graphique-evolution-nombre-medecins-100-000-habitants>
- Le Québec économique (LQe). (2017d). Inégalités : Évolution du coefficient de Gini, revenu disponible ajusté. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/revenus-inegalites/inegalites>
- Le Québec économique (LQe). (2017e). Longévité et état de santé : Évolution de l'espérance de vie à la naissance, Québec. Repéré à <http://qe.cirano.qc.ca/theme/education-sante/sante/longevite-etat-sante>
- Le Québec économique (LQe). (2017f). Naissances et décès : Évolution de l'indice synthétique de fécondité, Québec. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/demographie/naissances-deces>
- Le Québec économique (LQe). (2017 g). Personnes déclarant avoir un fournisseur habituel de soins de santé, 2015. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/indicateurs-sociaux/sante/services-sante/graphique-personnes-declarant-avoir-fournisseur-habituel-soins-sante-2015>
- Le Québec économique (LQe). (2017 h). Production d'électricité par type, 2016. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/theme/environnement-energie/energie/tableau-production-delectricite-type-2016>
- Le Québec économique (LQe). (2018). Le portail d'information sur l'économie du Québec d'aujourd'hui. Repéré à <https://qe.cirano.qc.ca/>
- Leblanc, M. (2015). La relève en PME : un enjeu vital pour l'économie du Québec, *Gestion*, 2015, 2(40), 24-26.
- Lepesant, M. (2013). *Politique(s) de la décroissance : Propositions pour Penser et Faire Transition*. Paris, France : Éditions Utopia.
- L'Ériger, C., Côté, L., et Leduc, A. (2016). *Portrait des inégalités sociales au Québec*. Repéré à <https://ftq.qc.ca/wp-content/uploads/2016/12/Portrait-des-inegalites-sociales-au-Quebec-FTQ-Congres-2016.pdf>
- LesAffaires. (2009, 29 juillet). Le principe de pollueur-payeur. Repéré à <https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/general/le-principe-pollueur-payeur/527076>
- Lessard, S. et Simard, A.-A. (2017, 12 avri). Participation citoyenne : un intérêt mitigé. *L'exemplaire*. Repéré à <https://www.exemplaire.com.ulaval.ca/reportages/participation-citoyenne-un-interet-mitige/>

- Lichtle, M.-C., Plichon, V. et Grzeskowiak, S. (2016). La consommation peut-elle améliorer la satisfaction dans la vie ? *Management & avenir*, 83, 77-94.
- Linternaute. (s. d.). À la marge. Repéré à <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/a-la-marge/>
- Loi électorale*, R.L.R.Q., 2018, c.E-3.3.
- LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte*, J.O. 18 août 2015, p. 14263, texte n° 1
- Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)*, R.L.R.Q. 2018, c. Q -2.
- Loi sur le développement durable*, R.L.R.Q. 2006, c. D -8.1.1.
- Loi sur le tabac*, L.R.C. 1997, c. 13.
- Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs*, L.Q. 2018, c. 1.
- Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, R.L.R.Q. 2016, c. L -7.
- Lorek, S. et Fuchs, D. (2013). Strong sustainable consumption governance: Precondition for a degrowth path? *Journal of Cleaner Production*, 38, p.36-43.
- Magdalou, B. et Moyes, P. (2007). Développements récents de l'analyse économique : LV<sup>e</sup> congrès annuel de l'Association française de science économique 2006. *Revue économique*, 58(3), 645-756.
- Malmaeus, J.M. et Alfredsson, E.C. (2017). Potential consequences on the economy of low or no growth: short and long term perspectives. *Ecological Economics*, 134, 57-64.
- Martínez-Alier, J., Pascual, U., Vivien, F.-D. et Zaccai, E. (2010). Sustainable de-growth: mapping the context, criticisms and future prospect of an emergent paradigm. *Ecological Economics*, 69, 1741-1747.
- Massé, B. (2014, 2 décembre). Le problème du lobbyisme au Québec, la réforme et le cas de l'environnement. *Huffpost*. Repéré à [https://quebec.huffingtonpost.ca/bruno-masse/lobby-quebec-loi-reforme\\_b\\_5907350.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/bruno-masse/lobby-quebec-loi-reforme_b_5907350.html)
- Matthey, A. (2010). Less is more : the influence of aspirations and priming on well-being. *Journal of Cleaner Production*, 18, 567-570.
- McSween, N. (2014). Compte-rendu : La transition écologique de l'économie — La contribution des coopératives et de l'économie solidaire. Repéré à <http://anserj.ca/index.php/cjnser/article/download/167/104>
- Meadows, D. (1972). *The Limits to growth*. New York, États-Unis : Universe Books.



- Médecins du monde. (2018). Clinique pour migrants sans couverture médicale. Repéré à <https://www.medecinsdumonde.ca/fr/clinique-pour-les-migrants-sans-couverture-medicale/>
- Merriam-Webster. (s. d.). commodity. Repéré à <https://www.merriam-webster.com/dictionary/commodity>
- Michaud, M. et Audebrand, L.K. (2014). Regards croisés sur l'économie sociale et la responsabilité sociale des entreprises. *Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 16(2)
- Migchels, A. (2013, 11 octobre). The Difference between Debt-Free Money and Interest-Free Money. Repéré à <https://realcurrencies.wordpress.com/2013/10/11/the-difference-between-debt-free-money-and-interest-free-credit/>
- Milan, A. (2005). *Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes* (Rapport No 11-008, Statistiques Canada). Repéré à <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2005003/article/8965-fra.pdf>
- Mimi Économie. (s.d.). Taux de rendement. Repéré à [https://fr.mimi.hu/economie/taux\\_de\\_rendement.html](https://fr.mimi.hu/economie/taux_de_rendement.html)
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. (2017). *Portrait économique des régions du Québec*. Repéré à [https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents\\_soutien/regions/portraits\\_regionaux/portrait\\_socio\\_econo.pdf](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/regions/portraits_regionaux/portrait_socio_econo.pdf)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). (2015). Les décrocheurs annuels des écoles secondaires du Québec : qui sont les décrocheurs en fin de parcours ? Que leur manque-t-il pour obtenir un diplôme ? (Bulletin statistique de l'éducation no43). Repéré à [http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/PSG/statistiques\\_info\\_decisionnelle/BulletinStatistique43\\_f.pdf](http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/BulletinStatistique43_f.pdf)
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). (2002). *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Repéré à [https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD\\_Enonce-de-politique.pdf](https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Enonce-de-politique.pdf)
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). (2011). *Le vieillissement de la main d'œuvre et l'avenir de la retraite : des enjeux pour tous un effort de chacun*. Repéré à [https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD\\_rapport\\_commission\\_nationale.pdf](https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_rapport_commission_nationale.pdf)
- Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN). (2013a). Consommation d'énergie par secteur. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/energie/statistiques/statistiques-consommation-secteur.jsp>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN). (2013 b). Consommation totale d'énergie. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/energie/statistiques/statistiques-consommation-energie.jsp>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN). (2016). *Plan d'action de développement durable : 2016-2021*. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/PlanActionDevDurable2016.pdf>

- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. (2017). *Immigration et démographie au Québec*. Repéré à [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Pub\\_Immigration\\_et\\_demo\\_2015.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Pub_Immigration_et_demo_2015.pdf)
- Ministère de la Culture et des Communications. (2018). Cinéma et audiovisuel : Processus. Repéré à <https://mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5942>
- Ministère de la Famille. (2012). *Vieillir et vivre ensemble : Chez soi, dans sa communauté, au Québec*. Repéré à <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/Documents/synthese-vieillir-et-vivre-ensemble.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016). *Ressources et industries forestières du Québec : portrait statistique édition 2016*. Repéré à <https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/portrait-statistique-2016.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2018). Milieu forestier. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-du-quebec/milieu-forestier/>
- Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). (2015). *Programme national de santé publique : 2015-2025*. Repéré à <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2015/15-216-01W.pdf>
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (France). (2017). L'affichage environnemental des produits. Repéré à <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laffichage-environnemental-des-produits>
- Ministère des ressources naturelles du Canada. (2017). Ressources forestières : Données statistiques Québec. Repéré à [http://scf.rncan.gc.ca/profilstats/aperçu/qc?lang=fr\\_CA](http://scf.rncan.gc.ca/profilstats/aperçu/qc?lang=fr_CA)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2010). Bilan sur la gestion des terrains contaminés au 31 décembre 2010. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/sol/terrains/bilan/bilan2010.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2014a). État de situation du développement durable au Québec : Rapport de la période 2006-2013. Repéré à [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie\\_gouvernementale/Etat\\_situation\\_DD\\_web.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/Etat_situation_DD_web.pdf)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2014 b). *Les métaux dans les rivières du sud-ouest du Québec (2008-2011)*. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/flrivlac/metaux-rivieres.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2014 c). Rapport : État de l'eau et des écosystèmes aquatiques au Québec. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/rapportsurleau/>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2016). *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2014 et leur évolution depuis 1990*. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/ges/2014/inventaire1990-2014.pdf>

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2018a). La qualité de l'air. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/regards/portrait-stat/air.htm>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2018 b). Une nouvelle Loi sur la qualité de l'environnement pour faire avancer le Québec de façon responsable au bénéfice de tous : Un régime d'autorisation environnementale moderne, clair et prévisible. Repéré à : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/lqe/autorisations/index.htm>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. (2005). *Capacité de support des activités agricoles par les rivières : le cas du phosphore total*. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/capacite-phosphore.pdf>
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). (2016). *Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022*. Repéré à [https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/Broch\\_Strategie-action-benevole\\_2016-2022.pdf](https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/Broch_Strategie-action-benevole_2016-2022.pdf)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). (2017a). *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale : 2017-2023*. Repéré à [https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_plan\\_action\\_2017-2023.pdf](https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). (2017 b). Statistiques de l'action communautaire. Repéré à <https://www.mess.gouv.qc.ca/statistiques/action-communautaire/>
- Mitchell, W. et Wray, L.R. (2004). *In defense of employer of last resort: a response to Malcolm Sawyer*. Repéré à <https://pdfs.semanticscholar.org/c828/bc748db8d6746f866b2074af9867d93fb154.pdf>
- Mitchell, W. et Wray, L.R. (2005). *In defense of employer of last resort: A response to Malcolm Sawyer*, (Centre for full employment and equity working paper no 04-03). Repéré à <https://pdfs.semanticscholar.org/c828/bc748db8d6746f866b2074af9867d93fb154.pdf>
- Monnaie Locale Complémentaire à Québec (MLCQ). (2018a). Charte d'utilisation de la monnaie. Repéré à <https://www.mlcquebec.org/charte-dutilisation-de-la-monnaie/>
- Monnaie Locale Complémentaire à Québec (MLCQ). (2018 b). Ils acceptent le BLÉ. Repéré à <https://www.mlcquebec.org/>
- Monnaie Locale Complémentaire à Québec (MLCQ). (2018 c). Quels sont les avantages d'avoir une monnaie locale. Repéré à <https://www.mlcquebec.org/avantages/>
- Monnaie Locale Complémentaire à Québec (MLCQ). (2018y). Ils acceptent le BLÉ. Repéré à <https://www.mlcquebec.org/>
- Mouvement démocratie nouvelle (MDN). (2018, 10 mai). Les chefs des partis d'opposition s'engagent à réformer le mode de scrutin au Québec. Repéré à <https://www.democratienuvelle.ca/chefs-partis-dopposition-sengagent-reformer-mode-de-scrutin-quebec/>

- Mouvement démocratie nouvelle (MDN). (s. d.). À propos du MDN. Repéré à <https://www.democratienuouvelle.ca/a-propos-du-mdn/>
- Mouvement québécois pour une Décroissance conviviale (MQDC). (s. d.) Le Mouvement. Repéré à <http://www.decroissance.qc.ca/node/16>
- Muma, M. (2008). *Impacts de l'utilisation des sols sur la variabilité spatio-temporelle des débits extrêmes au Québec méridional* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières, Québec, Canada.
- Mylondo, B. (2012). Can a basic income lead to economic degrowth? *14<sup>th</sup> Congress of the Basic Income Earth Network*. Munich, Allemagne.
- Nanda, R. et Browne, J.J. (1977). Hours of work, job satisfaction and productivity. *Public Productivity Review*, 2(3), 46-56.
- Naoufal, N. (2018, juin). *L'écocitoyenneté au-delà du clivage nature et culture*. Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- Nations Unies. (2012). La crise sociale dans le monde. Repéré à <http://rio20.net/fr/documentos/la-crise-sociale-dans-le-monde/>
- Nature Québec. (2011). *L'agriculture au Québec : un changement de paradigme s'impose*. (Mémoire déposé dans le cadre de la consultation « Donner le goût du Québec »). Repéré à [http://www.naturequebec.org/fichiers/Agriculture/ME11-08-24\\_LivreVert.pdf](http://www.naturequebec.org/fichiers/Agriculture/ME11-08-24_LivreVert.pdf)
- Nitoslawski, S. (2018, juin). *Former les leaders environnementaux au Canada en milieu*. Communication présentée au Colloque sur l'éducation relative aux adultes, Sherbrooke, Québec, Canada.
- North, P. (1996). A policy for community empowerment in the inner city? *The Journal of the Local Economy Policy Unit*, 11(3), 268-277.
- Notre planète info. (2013). Les chiffres-clés de la planète Terre. Repéré à [https://www.notre-planete.info/terre/chiffres\\_cle.php](https://www.notre-planete.info/terre/chiffres_cle.php)
- O'Connor, J., Nadeau, C. et Verreault, B. (2006). *Portrait statistique de l'évolution récente de l'industrie des services financiers au Québec : comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/evolution-services-financiers.pdf>
- O'Neil, D.W. (2012). Measuring progress in the degrowth transition to a steady state economy, *Ecological Economics*, 84, 221-231.
- O'Neil, D.W., Dietz, R. et Jones, N. (2010). *Enough is Enough: Ideas for a sustainable economy in a world of finite resources*. The report of the Steady State Economy Conference. Center for the Advancement of the Steady State Economy and Economic Justice for All, Leeds, UK.
- Observatoire de la consommation responsable (OCR). (2017). *Baromètre de la consommation responsable : édition 2017*. Repéré à [https://ocresponsable.com/wp-content/uploads/2017/11/BCR\\_2017\\_Final\\_V2.pdf](https://ocresponsable.com/wp-content/uploads/2017/11/BCR_2017_Final_V2.pdf)

- Office de la protection du consommateur. (2017). Assurances et finances personnelles : services de consultation budgétaire. Repéré à <https://www.opc.gouv.qc.ca/consommateur/bien-service/credit-recouvrement-finance/assurances-et-finances-personnelles/consultation-budgetaire/>
- Office québécois de la langue française. (2011). Fiche terminologique : capacité de support. Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26507254](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26507254)
- Oishi, S. et Kesebir, S. (2015). Income inequality explains why economic growth does not always translate to an increase in happiness. *E*, 26(30), 1630-1638.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (1991). *L'étiquetage écologique des produits dans les pays de l'OCDE*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (2014). *All on board: making inclusive growth happen*. Repéré à <https://www.oecd.org/inclusive-growth/all-on-board-making-inclusive-growth-happen.pdf>
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (2015). *In it together: why less inequality benefits all*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (2016). *PF2.3 : additional leave entitlements for working parents*. Repéré à [https://www.oecd.org/els/soc/PF2\\_3\\_Additional\\_leave\\_entitlements\\_of\\_working\\_parents.pdf](https://www.oecd.org/els/soc/PF2_3_Additional_leave_entitlements_of_working_parents.pdf)
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (2018a). Inégalités de revenu. Repéré à <https://data.oecd.org/fr/inequality/inegalite-de-revenu.htm>
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (2018 b). Vieillissement et politiques de l'emploi. Repéré à <http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/vieillissementetpolitiquesdelemploi.htm>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2013). *Nos priorités : Les objectifs stratégiques de la FAO*. Repéré à <http://www.fao.org/docrep/018/mi317f/mi317f.pdf>
- Ouimet, L.-P. (2015, 19 février). Inégalités en santé selon la région où vous habitez. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/707270/domaine-sante-regions-quebec-excedents-deficits-ressources>
- Outin, J.-L. (2013). Crise financière, crises économiques et crise sociale : un enchaînement à hauts risques. *Informations sociales*, 6(180), 10-21
- Pampalon, R., Hamel, D., Alix, C. et Landy, M. (2013). *Une stratégie et des indicateurs pour la surveillance des inégalités sociales de santé au Québec*. Repéré à [https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1698\\_stratindicsurvissqc.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1698_stratindicsurvissqc.pdf)
- Pampalon, R., Hamel, D. et Gamache, P. (2008). *Les inégalités sociales de santé augmentent-elles au Québec*. Repéré à <https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/778-BulletinMortaliteEvolution.pdf>

- Parti libéral du Québec. (2018). Dossier économie : une économie forte au service de notre société. Repéré à <https://plq.org/fr/dossiers/economie/>
- Patinkin, J. (2014, 3 juin). In Mombasa, Africa's first 'alternative currency' helps Kenyan fight poverty. *The Christian Science Monitor*. Repéré à <https://www.csmonitor.com/World/Africa/2014/0603/In-Mombasa-Africa-s-first-alternative-currency-helps-Kenyans-fight-poverty>
- Patriarca, F. et Vona, F. (2012). Environmental taxes, inequality and technical change. *Revue de l'OCFE*, 124(5), 389-413.
- Perron, M. (2009). *Quelles alternatives à la croissance infinie ?* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Longueuil, Québec, Canada.
- Perspective monde. (s. d.). Économie libérale. Repéré à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1552>
- Pickett, K. et Wilkinson, R. (2011). *The spirit level: why greater equality makes societies stronger*. New York, États-Unis : Bloomsbury Press.
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, France : Éditions du Seuil.
- Pineault, E. (2011, 5 novembre). *Entrevue avec le sociologue Éric Pineault : la lutte des classes à l'heure du capitalisme*. (L. Chaput-Richard, intervieweur) [entrevue mise par écrit]. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/335405/entrevue-avec-le-sociologue-eric-pineault-la-lutte-des-classes-a-l-heure-du-capitalisme>
- Pineault, E. (2014). La dépossession tranquille, *Liberté*, (302), 10-19.
- Prince, V. (2018, 6 février). « Une crise de confiance » guette le ministre de l'Éducation avertissent les enseignants. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1082277/sebastien-proulx-reussite-educative-fae>
- Programme des Nations unies pour le développement (s. d.). Table 2 : trends in the Human development index, 1990-2015. Repéré à <http://hdr.undp.org/en/composite/trends>
- Pronovost, G. (2013). *L'évolution du temps de loisir au Québec 1986-2010, Première partie : La durée du temps de loisir*, (Bulletin no11 de l'Observatoire québécois du loisir). Repéré à [https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/FWG/GSC/Publication/170/377/1765/1/59912/5/F1699199357\\_Vol.11\\_No.6\\_Pronovost\\_\\_partie\\_1\\_.pdf](https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/FWG/GSC/Publication/170/377/1765/1/59912/5/F1699199357_Vol.11_No.6_Pronovost__partie_1_.pdf)
- Pullinger, M. (2014). Working time reduction policy in a sustainable economy: Criteria and options for its design. *Ecological Economics*, 103, 11-19.
- Québec solidaire. (2006). Nos principes. Repéré à <https://quebecsolidaire.net/propositions/nos-principes>
- Québec solidaire. (2011). *Les services publics dans un Québec solidaire : Justice sociale – Éducation – Santé – Culture*. Repéré à <https://api-wp.quebecsolidaire.net/wp-content/uploads/2016/01/programme-service-publics.pdf>

- Québec solidaire. (2018). Québec solidaire s'engage à instaurer une assurance dentaire publique. Repéré à <https://quebecsolidaire.net/nouvelle/quebec-solidaire-sengage-a-instaurer-une-assurance-dentaire-publique>
- Quénart, A. et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez les jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politiques et société*, 27(3), 211-242.
- Radio-Canada. (2016, 18 avril). Sommet des Amériques : le mouvement altermondialiste 15 ans plus tard. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/776111/sommet-ameriques-quebec-15-ans>
- Rasmussen, D. (2004) Valeurs monétisées et valeurs non monétisables. *Interculture*, 147, 7.
- Rassemblement des écologistes pour le vivant. (2018). FAQ. Repéré à <https://rev-parti.fr/faq/>
- Registre des lobbyistes du Québec. (2018). Consultation du registre : Énergie Valero Inc. Repéré à <https://www.lobby.gouv.qc.ca/servicespublic/consultation/ConsultationCitoyen.aspx?id=0>
- Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. (2016). *Consultations publiques sur la réussite éducative : L'éducation, parlons d'avenir*. Repéré à [http://bv.cdeacf.ca/RA\\_PDF/56838.pdf](http://bv.cdeacf.ca/RA_PDF/56838.pdf)
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec. (2007). *L'agriculture durable exige de respecter la capacité de support des écosystèmes et de faire des choix de consommation responsables*. Repéré à [http://rncreq.org/documents/Agriculture\\_280807.pdf](http://rncreq.org/documents/Agriculture_280807.pdf)
- Réseau québécois pour la simplicité volontaire. (s. d.) Définitions. Repéré à <http://simplicitevolontaire.org/la-simplicite-volontaire/definition/>
- Rezai, A. et Stagl, S. (2016). Ecological macroeconomics: Introduction and review. *Ecological Economics*, 121, 181-185.
- Rheault, S. et Poirier, J. (2012). *Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/vieillessement.pdf>
- Rigon, A. (2017). Degrowth politics and policies for degrowth. Repéré à <https://www.degrowth.info/en/2017/03/degrowth-politics-and-policies-for-degrowth/>
- Robert, S. (2013). Le vote stratégique. À *Babord*, 49(avril).
- Robichaud, D. (s. d.). Décide-t-on de devenir riche ? Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/decide-t-on-de-devenir-riche/>
- Romano, O. (2012). How to rebuild democracy, re-thinking degrowth. *Futures*, 44(6), 582-589.
- Romero, C. (2007). La répétition dans le discours publicitaire. Dans A.-F. Pifarré et S. Rutigliano-Daspet (dir.), *Re-Répéter-Répétitions* (45-65). Chambéry, France : Éditions de l'Université Savoie Mont-Blanc.
- Roure, B. et Philippe, H. (2015). Un autre enseignement comme premier pas vers la décroissance. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 14, 185-194.

- Royer, C. et de Grandpré, A. (2015). L'environnement : quelle valeur pour les jeunes Québécois ? *Recherches sociographiques*, 56(2-3), 419-435.
- Saint-Pierre, C. (2011). Évolution et transformation de la gauche au Québec (1960-2005). — Publications récentes. *Globe, revue internationale d'études québécoises*, 14(1), 159-174.
- Saliba, F. (2017, 7 janvier). Le Mexique en crise après la hausse du prix de l'essence. *Le Monde*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/01/07/le-mexique-en-crise-apres-la-hausse-du-prix-de-l-essence\\_5059214\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/01/07/le-mexique-en-crise-apres-la-hausse-du-prix-de-l-essence_5059214_3222.html)
- Sampson, X. (2015, 10 octobre). Où vote-t-on le plus et le moins au pays ? *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/743509/abstention-taux-participation-elections-democratie>
- Sauvé, L. (2013). Au cœur des questions socio-écologique : des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement*, 11, 19-40.
- Sawyer, M. (2005). Employer of last resort : a response to my critics. *Journal of Economic Issues*, 39(1), 256-264.
- Sawyer, M. (2005). Employer of last resort: A response to my critics. *Journal of Economic Issues*, 39(1), 256-264.
- Scharding, T. (2014). Income inequalities in a context of political equality: guaranteed basic income, no guaranteed income, or guaranteed work opportunities. *Social Theory and Practice*, 40(1), 99-122.
- Schepper, B. (2015). Le top 10 des grands pollueurs au Québec. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/le-top-10-des-grands-pollueurs-au-quebec>
- Schneider, F. (2010). Degrowth of Production and Consumption Capacities for social justice, well-being and ecological sustainability. *2<sup>nd</sup> conference on economic degrowth for ecological sustainability and social equity*, Barcelone, Espagne.
- Schneider, F., Kallis, G., Martinez-Alier, J. (2010). Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. Introduction to this special issue. *Ecological Economics*, 18, 511-518.
- Schubert, C. (2017). Green Nudges: Do they work? Are they ethical? *Ecological economics*, 132, 329-342.
- Schumacher, E. F. (s. d.). Buddhist economics. Repéré à <http://www.centerforneweconomics.org/buddhist-economics>
- Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques. (s. d.) Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques. Repéré à <http://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/index.asp>
- Sekulova, F., Kallis, G., Rodríguez-Labajos, B. et Schneider, F. (2013). Degrowth: From theory to practice. *Journal of Cleaner Production*, 38, 1-6.



- Seyfang, G. (2004). Working outside the box: Community currencies, time banks and social inclusion. *Journal of social policy*, 33(1), 49-71
- Shaheen, F. (2011). *Ten reasons to care about economic inequality*. Repéré à [https://b3cdn.net/nefoundation/e18b5803da1fdf41e1\\_jym6bx9vd.pdf](https://b3cdn.net/nefoundation/e18b5803da1fdf41e1_jym6bx9vd.pdf)
- Shaheen, F. (2014, 9 juillet). This is how we solve economic inequality. *New Economics Foundation*. Repéré à <https://neweconomics.org/2014/07/this-is-how-we-solve-economic-inequality>
- Skidelsky, E. (2014). *Keynote on basic income*. [vidéo]. Hambourg, Allemagne : Unconditional Basic Income Europe Conference.
- Sorman, A.H. et Gampietro, M. (2013). The energetic metabolism of societies and the degrowth paradigm: analyzing biophysical constraints and realities. *Journal of Cleaner Production*, 38, 80-93.
- Speth, J.G. (2012). American passage: Towards a new economy and a new politics. *Ecological Economics*, 84, 181-186.
- Statistique Canada. (2015a). Enquête sociale générale : dons, bénévolat et participation, 2013. Repéré à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150130/dq150130b-fra.htm>
- Statistique Canada. (2015 b). Tableau 119-0009 : Taux de bénévolat et répartition des heures de bénévolat, selon le groupe d'âge, Canada, provinces. Repéré à <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a47>
- Statistique Canada. (2017a). Produit intérieur brut (PIB). Repéré à <https://www.statcan.gc.ca/fra/cen/liste/pib>
- Statistique Canada. (2017 b). Tableau 204-0002 : Tendances liées au revenu élevé des déclarants, Canada, provinces et régions métropolitaines de recensement (RMR), seuils régionaux particuliers. Repéré à <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=2040002>
- Statistique Canada. (2018). Canada : données économiques et financières. Repéré à <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/dsbbcan-fra.htm>
- Stiglitz, J. (2017, 13 février). *Income inequality and social, economic and political instability*. Repéré à <https://www8.gsb.columbia.edu/faculty/jstiglitz/sites/jstiglitz/files/Income%20Inequality%20PPT.pdf>
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J.-P. (2009). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Repéré à <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000427.pdf>
- s. a. (s. d.). *Chapitre 1 : les définitions de la monnaie*. Repéré à [http://leaparis10.free.fr/l2s2/economie/eco\\_monetaire\\_cm\\_chap1.pdf](http://leaparis10.free.fr/l2s2/economie/eco_monetaire_cm_chap1.pdf)
- Tainter, J. (1988). *The Collapse of Complex Societies*. Cambridge, Angleterre : Presses Universitaires de Cambridge.
- Technopedia. (s. d.). Echo chamber. Repéré à <https://www.techopedia.com/definition/23423/echo-chamber>

- Termium. (s .d.a). Bottom-up. Repéré à [http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=bottom-up&index=alt&codom2nd\\_wet=1#resultrecs](http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=bottom-up&index=alt&codom2nd_wet=1#resultrecs)
- Termium. (s. d.b). Top-down. Repéré à [http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=top-down&index=alt&codom2nd\\_wet=1#resultrecs](http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=top-down&index=alt&codom2nd_wet=1#resultrecs)
- The Conference Board of Canada. (2018). L'écart salarial selon l'origine ethnique. Repéré à <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/society-fr/racial-gap-fr.aspx?AspxAutoDetectCookieSupport=1>
- Tokic, D. (2012). The economic and financial dimensions of degrowth. *Ecological Economics*, 84, 49-56.
- Tremblay-Pépin, S. (2015). De la décroissance à la planification démocratique : un programme de recherche. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 14, 118-125.
- Trudel, L. (1990). Le pouvoir des médias. *Savoir sociologique et transformation sociale*, 14, 163-169.
- Turcotte, M. (2015a). *Le bénévolat et les dons de bienfaisance au Canada* (Résultats de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada). Repéré à <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2015001-fra.pdf>
- Turcotte, M. (2015 b). *L'engagement communautaire et la participation politique au Canada* (Résultats de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada). Repéré à <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2015006-fra.pdf>
- Uhlener, C.J. (1989) « Relational goods » and participation : Incorporating sociability into a theory of rational action. *Public choice*, 62(3), 253-285.
- Union des consommateurs. (2018). L'ACFC dénonce les risques de la culture des banques sur la protection des consommateurs. Repéré à [https://uniondesconsommateurs.ca/acfc-banques/?\\_sft\\_documents=actualites](https://uniondesconsommateurs.ca/acfc-banques/?_sft_documents=actualites)
- Université de Sherbrooke. (s. d.). EPP433 — Éducation pour un environnement durable. Repéré à <https://www.usherbrooke.ca/admission/fiches-cours/epp433/education-pour-un-environnement-durable/>
- Université du Québec à Montréal. (s. d.). Programme court de deuxième cycle en éducation relative à l'environnement. Repéré à <https://etudier.uqam.ca/programme?code=0192>
- Vaidis D. et Halimi-Falkowicz S. (2007). La théorie de la dissonance cognitive : une théorie âgée d'un demi-siècle. *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 1, 9-18.
- Van den Bergh, J.C.J.M. (2009). The GDP paradox. *Journal of Economic Psychology*, 30, 117-135.
- Van den Bergh, J.C.J.M. (2011). Environment versus growth: a criticism for "degrowth" and a plea for "a-growth". *Ecological economics*, 70, 881-890.
- Van den Bergh, J.C.J.M. et Kallis, G. (2012). Growth, a-growth or degrowth to stay within planetary boundaries? *Journal of Economic Issues*, 46(4), 909-919.
- Van Griethuysen, P. (2010). Why are we growth addicted? The hard way towards degrowth in the involutionary western development path. *Journal of Cleaner Production*, 18, 590-595.

- Van Griethuysen, P. (2012). *Bona diagnosis, bona curatio*: how property economics clarifies the degrowth debate. *Ecological Economics*, 84, 262-269.
- Venne, J.-F. (2017, 21 octobre). Les entrepreneurs québécois tardent à préparer leur relève. *Les affaires*. Repéré à <http://www.lesaffaires.com/classements/les-300/les-entrepreneurs-quebecois-tardent-a-preparer-leur-releve/598019>
- Verchere, A. (2017). The middle class collapse and the environment. *Ecological Economics*, 131, 510-523.
- Victor, P.A. (2010). Growth, degrowth and climate change: a scenario analysis. *Ecological Economics*, 84, 206-212.
- Victor, P.A. et Rosenbluth, G. (2007). Managing without growth. *Ecological Economics*, 61, 492-504.
- Wheatley, G. (2006). *Complementary currency and quality of life: social and economic capital effects on subjective well-being* (Mémoire de maîtrise). Université de Calgary, Calgary, Alberta, Canada.
- Wingaard, R. (2016, 1<sup>er</sup> décembre). Denmark's political alternative: An insider's report on a new party with a different vision. *Uneven Earth*. Repéré à <http://unevenearth.org/2016/12/denmarks-political-alternative/>
- Zorn, N. (2016, 6 décembre). Que faut-il prioriser, les inégalités ou la pauvreté ? Repéré à <http://inm.qc.ca/blog/faut-prioriser-inegalites-pauvrete/>

## BIBLIOGRAPHIE

- Agence Internationale de l'Énergie. (2017). *World energy balance: overview*. Repéré à : <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WorldEnergyBalances2017Overview.pdf>
- Cattaneo, C., D'Alisa, G., Kallis, G. et Zografos, C. (2012). Degrowth futures and democracy : introduction. *Futures*, 44(6), 515-523.
- Centre d'étude sur l'emploi et la technologie. (2010). *L'Économie verte : une industrie en développement*. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs2006506>
- Données Québec. (2018). Aide sociale (AS) : Adultes prestataires. Repéré à <https://www.donneesquebec.ca/recherche/fr/dataset/aide-sociale-as-adultes-prestataires/resource/94f8279e-ab8b-4940-bacf-8574edde6a79>
- Direction de l'expertise en biodiversité. (2016). *Les gouvernements infranationaux en action pour la biodiversité : Études de cas*. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/etudes-cas-gvt-infranationaux.pdf>
- Douthwaite, R. Degrowth and the supply of money in an energy-scarce world. *Ecological Economics*, 84, p.187-193.
- Emploi Québec. (2018). Bulletin mensuel sur le marché du travail au Québec : mars 2018. Repéré à <http://www.emploiuebec.gouv.qc.ca/citoyens/faire-le-bon-choix-professionnel/explorer-un-metier-ou-une-profession/information-sur-le-marche-du-travail/bulletin-mensuel-sur-le-marche-du-travail-au-quebec/>
- Ferrandez, L. (2016). Pour la ville. *L'échappée belle, printemps 2016*.
- Liegey, V., Madelaine, S., Ondet, C. et Veillot, A.-I. (2014). Un projet de décroissance : Manifeste pour une Dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA). Montréal, Québec, Canada : Écosociété.
- Organisation de coopération et de développements économiques. (2011). Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2011. Repéré à <https://books.google.be/books?id=hGzECwb2uKUC&pg=PA220&lpg=PA220&dq=ocde+surqualification+travailleurs&source=bl&ots=Y2oUkCAvR&sig=rE4bVWZfPpBaxRW95FnaO88mwM8&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwiN9d-w8rTaAhVSK1AKHRYuBqUQ6AEIRDAE#v=onepage&q=ocde%20surqualification%20travailleurs&f=false>
- Plamondon, G., Legault, A.-M. et Bissardon, P. (2013). *Réduire la dépendance du secteur agricole québécois aux énergies fossiles*. Repéré à [https://equiterre.org/sites/fichiers/equiterre\\_rapport\\_agriculture\\_et\\_energies\\_fossiles.pdf](https://equiterre.org/sites/fichiers/equiterre_rapport_agriculture_et_energies_fossiles.pdf)
- Schroeder, R. F. H. (2014). The potential of complementary currencies: Boon or bane for degrowth? Dans *Degrowth Conference Leipzig 2014*. Repéré à <https://www.degrowth.info/en/catalogue-entry/the-potential-of-complementary-currencies-boon-or-bane-for-degrowth/>
- Secrétariat à la jeunesse. (2016). Une jeunesse engagée en faveur de la culture, de la communauté et de la société. Repéré à <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/politique/culture/index.asp>

St-Amant, F. (2014). *La décroissance : une théorie à contre-courant* (Mémoire de maîtrise), Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada. Repéré à [http://www.irec.net/upload/File/memoires\\_et\\_theses/181\\_St-amant\\_m%C3%83%C2%A9moire\\_final.pdf](http://www.irec.net/upload/File/memoires_et_theses/181_St-amant_m%C3%83%C2%A9moire_final.pdf)

Steffen, W., Richardson, K., Rockström, J., Cornell, S.E., Fetzer, I., Bennett, E.M., Biggs, R., Carpenter, S.R., Vries, W. de, Wit, C.A. de, Folke, C., Gerten, D., Heinke, J., Mace, G.M., Persson, L.M., Ramanathan, V., Reyers, B., Sörlin, S. (2015). Planetary boundaries: guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223).

## ANNEXE 1 : RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

1. Informer les citoyens :
  - 1.1. Développer et partager un message percutant qui remet en question les paradigmes de croissance et propose des alternatives viables.
2. Renouveler le capital moral :
  - 2.1. Réduire la place de l'économie et de la croissance dans les discours publics et privés ;
  - 2.2. Soutenir le développement d'espaces démonétarisés.
3. Repenser la taille de l'économie :
  - 3.1. Inciter à la réduction de la production grâce à un plafonnement des intrants, aux taxes pigouviennes, au développement d'assurances environnementales plus solides, à la mise sur pied d'une législation efficace pour lutter contre l'obsolescence programmée et à une coopération plus ouverte avec les travailleurs et les producteurs du Québec ;
  - 3.2. Promouvoir la réduction de la consommation grâce l'étiquetage environnemental et social, aux *nudge*, aux taxes pigouviennes et à la réduction de la publicité ;
  - 3.3. Réduire le temps de travail grâce à un partage raisonné et encadré de ce dernier.
4. Réduire les inégalités socio-économiques :
  - 4.1. S'attaquer aux causes multiples de la pauvreté et des inégalités en développant des indicateurs plus adaptés à la diversité des situations, en modifiant certains aspects du système bancaire et financier, en développant une structure facilitant la propriété communautaire, en favorisant l'accès universel à des services de santé et d'éducation de qualité exempts d'inégalités structurelles ainsi qu'en révisant la logique derrière les écarts salariaux.
5. Mettre en place des réformes institutionnelles :
  - 5.1. Garantir la démocratie économique en revoyant l'encadrement du financement des partis politiques et des campagnes électorales, en révisant les possibilités d'action de certains lobbyistes, en renforçant la législation permettant au gouvernement d'agir impunément face au marché local et international et en créant le cadre légal permettant aux citoyens (et non à la main invisible) de décider les biens et services qui seront produits et importés ;
  - 5.2. Mettre sur pied un sénat socio-environnemental ;
  - 5.3. Développer un niveau administratif à l'échelle des écorégions ;
  - 5.4. Soutenir et promouvoir de manière beaucoup plus active la création et l'implantation d'entreprises sociales et solidaires ;
  - 5.5. Réduire légalement les possibilités d'existence et d'action des corporations de grande taille ;

- 5.6. Soutenir le développement de monnaies locales complémentaires ;
- 5.7. Inclure la qualité des emplois dans la stratégie et les indicateurs utilisés par Emploi Québec ;
- 5.8. Augmenter la place de l'éducation relative à l'environnement ainsi que l'éducation citoyenne dans le programme d'éducation formelle.

## **ANNEXE 2 : TAXES PIGOUVIENNES**

L'annexe qui suit présente quelques réflexions relatives aux taxes pigouviennes, une mesure proposée aux sections 5.4.1.3 et 5.4.2.3.

### **1. Aspect théorique**

Tout d'abord, lors de la mise en place de telles taxes, quelques problèmes philosophiques et moraux apparaissent dans une logique dé-croissanciste. Dans un premier temps, de par sa simple logique marchande, cet outil économique entre complètement dans la logique libérale des sociétés croissancistes contre laquelle tente de lutter la dé-croissance. Il s'appuie en effet sur un réflexe économiste pour influencer les comportements et n'est, au final, qu'un simple outil permettant d'encadrer un marché qui autrement demeurerait plutôt libre (Harris, 2008). Il peut donc sembler absurde de recommander ce genre de pratiques dans une société dé-croissanciste au sein de laquelle l'économie est vouée à perdre de l'importance et où l'imaginaire est appelé à être « décolonisé ». En effet, comme le mentionnent Corner et Randall (2011) dans une analyse du marketing social, appuyer un changement de comportement socio-environnemental sur des arguments financiers peut s'avérer contre-productif. De fait, de tels arguments confortent l'auditeur dans son idée de prévalence de l'argent plutôt que de soutenir l'importance socio-environnementale du changement lui-même. Ils risquent donc d'influencer négativement les futurs choix de l'auditeur. En outre, une telle stratégie fait apparaître le risque d'une réappropriation des nouvelles législations par le marché comme c'est actuellement le cas avec la taxe carbone par exemple. Dans une telle éventualité, les activités visées pourraient donc malgré tout finir par continuer à polluer ou à avoir des conséquences sociales importantes (Y.-M. Abraham, entrevue, 21 juin 2018).

D'un autre côté, la mise en place de telles taxes ne compromet pas complètement les valeurs dé-croissancistes. En effet, il est important de comprendre que la volonté de réduire la place de l'argent et de l'économie dans la société n'est pas forcément synonyme de démonétarisation et de défiscalisation totale. Ainsi, la dé-croissance ne remet pas en question l'existence-même de l'argent. De fait, l'argent possède certains avantages indéniables par rapport à d'autres formes d'échanges comme le troc. Ce qui est plutôt remis en question c'est le rôle et l'influence que ceux-ci ont désormais ainsi que les incohérences qui en découlent quant au fonctionnement du système. Ainsi, les taxes pigouviennes ne sont pas directement contraires à la vision dé-croissanciste de la monnaie, de la fiscalité et de l'économie.



En outre, dans une société où l'argent est appelé à perdurer durant au moins un certain moment, la taxe pigouvienne offre un avantage intéressant au niveau de la signification du prix des produits. En effet, plutôt que ceux-ci ne reflètent qu'un pseudo-équilibre d'offre et de demande, en incluant les taxes pigouviennes, ils seraient plutôt amenés à refléter la valeur ou l'impact sociétal et environnemental des produits. Bien sûr, ce n'est pas un tel raisonnement qui pourra à lui seul changer l'éthique des consommateurs. Cependant, en couplant des messages clairs émis par la société civile, par le gouvernement, par les médias et entre les pairs portant sur la réinterprétation des prix, il devient possible d'utiliser la taxe pigouvienne comme un outil d'information et de sensibilisation. Au final, en couplant les taxes pigouviennes avec d'autres outils, que ce soit des plafonnements, des mesures réglementaires ou des messages de sensibilisation, elles deviennent un outil qui permet, non pas de servir les dynamiques marchandes, mais bien de renforcer la transition dé-croissanciste et d'avoir une consommation et une production cohérentes qui respectent les capacités de support des écosystèmes et des sociétés.

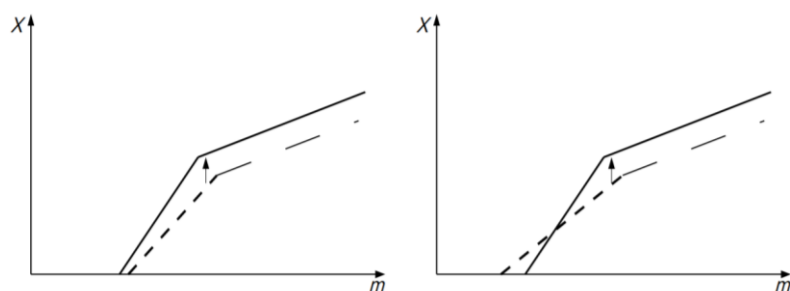
## 2. Inégalités

Un deuxième élément qu'il est important de prendre en compte est le fait que sauf lorsqu'elle est conçue expressément pour être progressive, la taxation pénalise plus particulièrement les individus les moins nantis.<sup>42</sup> En effet, le montant payé en taxe représente une plus grande proportion de leurs revenus que pour les individus plus nantis. En parallèle, la hausse du prix de certains produits n'affecte en rien la capacité à payer des individus les plus aisés et pourrait même mener à un sentiment de droit par l'achat (traduction libre de *right by purchase*) (Boulding, 1966). Au final, ce sera donc principalement les personnes les plus vulnérables qui seront forcées de changer leur consommation et surtout de la réduire à cause de l'impact d'une telle taxe sur leur budget. En particulier, Patriarca et Vona (2012) se sont intéressés aux impacts d'une écotaxe sur la consommation de produits « verts » selon le revenu des consommateurs. La figure A.2.1 présente le résultat de leurs travaux de modélisation.

---

<sup>42</sup> Il est intéressant de noter que depuis quelques années, différentes études ont été menées pour mesurer le caractère régressif des taxes actuelles au Québec. Or, les résultats de ces études varient fortement (Fortier et Tremblay-Pépin, 2014 ; Godbout et St-Cerny, 2011). Étant donnée la complexité de la question, il est donc important de porter une attention toute particulière à la conception d'une taxe pour que celle-ci soit progressive.

**Figure A.2.1 : Courbe d'Engel présentant la consommation de produits environnementalement responsables** (inspiré de : Patriarca et Vona, 2012, p.401).



La courbe de gauche est la courbe témoin tandis que la courbe de droite illustre le schéma de consommation influencé par une taxe pigouvienne. Le schéma de droite montre ainsi que la mise en place d'une écotaxe finit par réduire la consommation des produits « verts » de la part des consommateurs les moins fortunés.

Afin de palier en partie à ces problèmes, certains auteurs proposent d'opérer une simple substitution des taxes. Ils suggèrent ainsi de remplacer la taxe de vente par la taxe environnementale et sociale. De cette façon, la quantité totale de taxe demeurerait semblable et la consommation totale des individus moins nantis ne serait pas davantage affectée qu'elle ne l'est actuellement avec la TPS et la TVQ (Daly, 2016 ; Johanisova et Wolfe, 2012 ; Rigon, 2017). Cependant, une telle approche ne serait pas totalement adéquate. En effet, actuellement, les individus les plus pauvres sont ceux consommant davantage des produits qui seraient soumis à une taxe pigouvienne (Patriarca et Vona, 2012 ; Verchere, 2017). En conséquence, même si une certaine substitution a lieu en termes de taxes, ils continueraient d'être les plus affectés par une taxe pigouvienne, car ils seraient les principaux consommateurs de ces produits. Une autre approche intéressante est la mise en place de mécanismes adéquats de redistribution de la richesse. Selon le modèle développé par Patriarca et Vona (2012), une telle redistribution est d'ailleurs particulièrement efficace dans les régions comme le Québec où le salaire moyen est plutôt élevé (par rapport au reste du monde). Les travaux suggérés précédemment relativement à l'amélioration du système de redistribution des richesses au Québec devraient donc prendre en compte les dynamiques mises en œuvre par l'instauration de taxes pigouviennes. En particulier, des crédits d'impôt pourraient viser les individus à plus faibles revenus afin de compenser pour la hausse des taxes les affectant.

### 3. Aspect économique

Troisièmement, quelques problèmes économiques pourraient également réduire l'effet de telles taxes. Tout d'abord, le fait qu'elles soient mises en place de manière unilatérale fait en sorte de réduire l'attrait du pays pour les exportateurs internationaux (Johanisova et Wolfe, 2012). En effet, ceux-ci auraient alors plus de difficulté à vendre leurs produits dans le marché québécois. Cependant, une telle conséquence n'est réellement négative que dans le contexte du paradigme actuel. De fait, selon un paradigme dé-croissanciste, le fait que les produits nocifs socialement et environnementalement ne soient plus importés au Québec est davantage un gain qu'une perte en termes sociétal.

En outre, le fonctionnement actuel du marché pourrait faire en sorte qu'une taxe pigouvienne mal appliquée pourrait, au final, mener à l'augmentation de l'empreinte écologique totale d'une société. En effet, si la taxe n'est pas adaptée et n'est pas mise en place de manière uniforme au moins dans certains secteurs de l'économie, elle risque d'engendrer un risque de substitutions de produits. Par exemple, en Grande-Bretagne, la mise en place d'une taxe sur la consommation d'énergie industrielle fit en sorte de rendre beaucoup plus avantageuse la vente de papier neuf importé plutôt que de papier recyclé localement (Johanisova, 2012). Au final, cette écotaxe finit donc par augmenter l'empreinte environnementale de la consommation de papier en Grande-Bretagne. Avant de mettre en place une taxe pigouvienne, il est donc nécessaire d'étudier les effets que cela aura sur la vente du produit, mais aussi ceux qu'elle aura sur les substituts.

Un autre élément à prendre en compte est le fait que l'élasticité de la demande varie grandement d'un produit à l'autre. Une telle situation affectera donc grandement la modification des comportements de consommation à la suite de l'implantation de la taxe. En particulier, une élasticité faible de la demande pour certains produits peut mener à de graves conséquences sociétales si les taxes sont mises en place de manière trop drastique. Par exemple, il s'avérera nécessaire de mettre en œuvre les mesures adéquates pour éviter des émeutes similaires à celles qui se sont déroulées en janvier 2017 au Mexique à la suite de la hausse du prix de l'essence (Saliba, 2017, 7 janvier). Ces mesures peuvent toucher la mise en place des taxes, mais peuvent également viser l'inélasticité relative de la demande. Dans le cas de l'essence par exemple, au lieu de n'augmenter que fort graduellement les écotaxes, il peut s'avérer plus pertinent de revoir le réseau des transports en commun, de subventionner les produits locaux ou de mettre à jour les politiques d'occupation du territoire afin de rendre l'essence moins nécessaire pour le fonctionnement de la société. De manière similaire, avant de surtaxer les produits alimentaires ayant une importante empreinte écologique en termes de transport, il peut

s'avérer intéressant de travailler à développer l'agriculture locale afin de diversifier l'offre alimentaire et de réduire l'empreinte écologique des techniques actuellement mises en œuvre au Québec.

### **ANNEXE 3 : EMPLOI GARANTI ET INÉGALITÉS SALARIALES**

L'annexe qui suit aborde la question de l'emploi de manière générale et traite plus particulièrement de la question de l'emploi garanti ; elle fait suite aux mesures proposées à la section 5.5.6. Elle vise donc à faire avancer la réflexion portant sur la réduction des inégalités via la modification de certaines caractéristiques du marché actuel de l'emploi.

#### **1. Emploi garanti**

Une des mesures suggérées dans la littérature dé-croissanciste afin de lutter contre les inégalités est la mise sur pied d'un emploi garanti. Cependant, cette mesure n'est pas forcément la plus adaptée.

L'idée derrière l'emploi garanti est simple : garantir à tous les citoyens souhaitant travailler qu'ils auront un emploi à exercer. Plusieurs variations ont été développées par différents auteurs. Certaines misent ainsi sur la création d'emplois socialement et environnementalement utiles (Lawn, 2011), tandis que d'autres misent sur la création d'un registre national qui permettrait une meilleure allocation des emplois ainsi qu'une facilitation de l'offre de formation (Scharding, 2014). Dans tous les cas, de nombreuses contraintes logistiques et une révision complète du marché du travail seraient requises (Mitchell et Wray, 2005). Dans le contexte actuel, le taux de chômage au Québec étant particulièrement faible, la mise en place d'une mesure d'emploi garanti pourrait sembler inutile. Cependant, étant donné l'aspect inéluctable d'importantes transformations sociétales et du marché de l'emploi — qu'elles soient d'origine dé-croissancistes ou non — son utilité serait toute autre, en particulier pour éviter que la relative instabilité économique n'incombe pas qu'aux membres des classes inférieures de la société. En outre, plusieurs avantages découlent de la mise en place d'un emploi garanti dans une optique d'égalité.

Tout d'abord, en tant qu'employeur important, l'État pourrait favoriser certains produits et certains services afin que la force de production de la société soit utile. De cette manière, il serait entre autres possible de stimuler les emplois qui renforcent les égalités comme le soutien aux services publics ou à la gestion communautaire des biens. En outre, grâce à ce système, les citoyens ne craindraient plus autant de perdre leur emploi, sachant qu'un autre les attendrait facilement par la suite. Dans un tel cas de figure, il y aurait un renversement du rapport de force entre employés et employeurs qui permettraient aux employés moins nantis de ne pas être obligés de se soumettre à leur employeur de manière aliénante. Finalement, garantir à tout le monde un emploi permettrait à tous, et ce, même aux personnes ayant peu de compétences sociales ou professionnelles, de se trouver un emploi et de

gagner un revenu. Il s'agit donc d'une chance supplémentaire à l'égard de cette frange de la population qui n'est au final que le fruit des structures inégalitaires de la société. (Alcott, 2013)

Cependant, en dépit de ces avantages, plusieurs caractéristiques des différents scénarios d'emploi garanti font en sorte qu'un tel programme finirait par renforcer les inégalités. Tout d'abord, il faut réaliser que la plupart des gens qui auraient recours à ce service seraient les populations les moins nanties ; celles ayant généralement moins de contacts professionnels ou familiaux leur permettant de se trouver un emploi adapté, ayant généralement moins d'épargnes leur permettant de vivre sans travailler et étant plus facilement prêtes à accepter un emploi qui ne leur convient pas parfaitement (Caron, 2017). Or, bien que cette méthode garantisse un emploi, il ne garantit pas forcément la qualité de ce dernier. De fait, dans la plupart des scénarios développés, il existe au final peu de différences en termes de qualité entre les emplois garantis et les emplois « convenables » tels que définis par le gouvernement canadien (Sawyer, 2005 ; Lawn, 2011). Bien sûr, le fait que le travailleur ne soit pas « obligé » d'accepter un emploi garanti pour toucher une prestation sociale rend la mesure moins contraignante. Cependant, le faible salaire et le manque relatif de qualification qui caractérise ces emplois dans la plupart des scénarios étudiés contribuent malgré tout à renforcer les inégalités (Lawn, 2011 ou Sawyer, 2005). En outre, l'emploi garanti ne permettrait pas réellement de renverser le rapport de force employé/employeur. De fait, les employés d'un emploi garanti pourraient malgré tout être mis à la porte (Alcott, 2013 ; Sawyer, 2005). Il ne serait donc pas plus simple de prendre position contre un employeur. En outre, vu les conditions des emplois garantis en termes de salaire ou de tâche à effectuer, peu nombreux seraient ceux qui, au final, n'auraient pas peur de perdre leur emploi au profit d'une telle alternative. Ainsi, avant que l'emploi garanti ne permette de contribuer à l'égalité sociale et économique, il faudrait tout d'abord développer d'autres modèles d'emploi garanti.

En conséquence, plutôt que de miser sur l'emploi garanti pour lutter contre les inégalités et de demeurer dans une logique visant à augmenter la quantité d'emploi, il serait plus pertinent d'opter pour une logique visant à augmenter la qualité des emplois (la section 5.6.4 revient plus en détail sur cette idée) ainsi que de lutter contre des inégalités de salaire démesurées.

## **2. Inégalités de salaire**

Le second élément sur lequel il est nécessaire de s'attarder pour permettre au marché du travail de cesser de perpétuer les inégalités sont les inégalités de salaire. Dans une certaine mesure, ces inégalités sont normales. Elles reflètent la variation en ce qui a trait aux compétences des travailleurs,

aux différentes exigences qu'a chacun des emplois ou encore à la variabilité en termes de conditions de travail (Boivin, 2012). Les salaires peuvent également servir à récompenser la productivité ou l'effort, à répondre aux besoins particuliers de chacun<sup>43</sup>, à favoriser la prise de responsabilité, à encourager les activités particulièrement utiles socialement et environnementalement, etc. (Caron, 2018 ; Scharding, 2014).

Quelques critiques peuvent cependant être émises à l'égard des variations de salaire, en particulier lorsque ces dernières sont très importantes. Premièrement, très souvent, ceux-ci récompensent les comportements concurrentiels et matérialistes (Jackson, 2009). D'un point de vue dé-croissanciste, encourager de tels comportements est complètement illogique. En outre, le fait que peu de personnes sauraient se passer complètement des services rendus par les autres travailleurs, incluant les citoyens payés au salaire minimum, rend injustifiable l'importance actuelle des écarts de salaire ; aucun travail n'étant complètement sans valeur et inutile (Caron, 2017). Une autre critique relative aux écarts de salaire est le fait que ces derniers renforcent les inégalités. En effet, les revenus finissent inévitablement par être liés aux opportunités auxquelles peuvent accéder les individus. Comme l'écrit Daniel O'Neil : « une distribution inégale du revenu signifie des opportunités inégales pour le développement personnel et le bien-être » (traduction libre : O'Neil, 2012, p.223). En outre, si certains individus parviennent à percevoir un important salaire, c'est que d'autres individus paient pour cet enrichissement. Caron (2018, p.262) écrit ainsi « les lois de l'économie impliquent que ce que vous gagnez en plus est en grande partie ce que vous volez à d'autres ». Ainsi, au final, les inégalités de salaires finissent par engendrer des écarts économiques importants entre les individus alors qu'aucune justification ne permet d'expliquer l'importance actuelle des écarts salariaux.

En dépit de tous ces arguments en défaveur d'importantes inégalités de salaire, au Québec, depuis plusieurs années, certains secteurs comme la restauration et le commerce continuent systématiquement d'être moins bien rémunérés en moyenne (ISQ, 2018 c, tableaux 5.11 et 5.12). En outre, bien qu'encore mal comprises, certaines inégalités existent également à l'intérieur d'une même profession (Boivin, 2012). Finalement, des inégalités demeurent relativement à la rémunération entre

---

<sup>43</sup> Dans une telle optique, comment expliquer le fait que nombreux sont les individus travaillant à temps plein au salaire minimum n'étant pourtant pas capable de sortir d'une situation de pauvreté (Couturier, 2018, 1<sup>er</sup> juin ; Shaheen, 2014, 9 juillet). Et comment expliquer que des gens gagnent des revenus si élevés qu'ils ne savent plus quoi en faire (Caron, 2017).

les sexes, pour des emplois similaires (Boulet, 2014). De manière systématique, le marché du travail et sa structure salariale contribuent donc à l'appauvrissement de certains groupes d'individus.

Dans un premier temps, il est donc nécessaire de mettre en place une réflexion collective afin de déterminer ce qui devrait guider les salaires — outre le marché — et quels écarts devraient être tolérés entre les revenus de chaque citoyen. Ainsi, l'importance de chacun des facteurs pouvant « justifier » un plus haut salaire pourrait être revue de manière collective afin de réduire les impacts négatifs liés à une iniquité en termes de revenu. Il serait ainsi important de se questionner quant à la raison d'être des salaires. S'agit-il de récompenses qui visent à inciter les gens à occuper certaines professions ? Et dans ce cas, quels emplois devraient ou mériteraient d'être ainsi récompensés ? Ou bien est-ce que les salaires n'ont comme raison d'être que de subvenir aux besoins de base des travailleurs ? Et dans ce cas, pourquoi certaines personnes toucheraient-elles un salaire qui leur permet d'acheter beaucoup plus que ce que représentent leurs besoins et pourquoi certaines personnes touchant un salaire n'arrivent pas à répondre à leurs besoins ?

Indépendamment d'une telle réflexion, certains auteurs recommandent de fixer les salaires de base pour tout le monde (Caron, 2017). Cependant, autant les inégalités sont à proscrire, autant l'uniformité peut également nuire à la société (Daly, 2016).

A cheval entre ces deux extrêmes, une troisième avenue pourrait être l'instauration d'un plafond salarial (Schneider, 2010 ; Latouche, 2006). Ce plafond agirait un peu à la façon du salaire minimum. Il permettrait également de fixer une limite à la « démesure », selon les mots de Serge Latouche (2006, p.195). Les salaires seraient alors forcément situés entre le salaire minimum et le salaire maximum. Il serait également intéressant d'étendre cette mesure aux travailleurs autonomes qui peuvent très bien faire partie des citoyens les mieux rémunérés dont le salaire devrait être restreint. Dans ce cas, la limite au salaire pourrait être mise en place sous la forme d'un taux d'imposition de 100 % une fois dépassé un certain revenu.

Dans le même ordre d'idée, afin de limiter les salaires, une autre approche serait d'imposer un ratio maximal que ne pourrait dépasser le salaire le plus élevé d'une entreprise par rapport au salaire le plus bas. Par exemple, le salaire le plus élevé d'une entreprise ne pourrait pas être plus de cinq fois le salaire le plus bas (O'Neil, Dietz et Jones, 2010). Une telle approche permet de limiter les inégalités au sein d'une même entreprise et encourage l'augmentation des salaires les plus faibles. Cependant, elle tend



également à créer des inégalités entre les différentes entreprises, en particulier vis-à-vis de celles où les salaires ne varient pas beaucoup à l'interne. En plus, elle n'a pas non plus d'impact sur les travailleurs autonomes. En conséquence, il pourrait être intéressant de combiner ces deux approches pour adapter les législations encadrant la rémunération. De cette façon, le marché du travail pourra servir à lutter contre les inégalités économiques en plus d'être l'outil d'intégration sociale et de progrès sociétal proposé à la sous-section 5.6.4.

## **ANNEXE 4 : MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES**

La question des monnaies locales a été introduite à la section 5.6.3. La présente annexe cherche à présenter les questionnements et réflexions soulevés par différents auteurs relativement à la place des MLC dans le cadre d'une transition dé-croissanciste. De fait, certains auteurs contestent son intérêt en termes de promotion de la décroissance, de ses valeurs et de ses paradigmes (Dittmer, 2013). La présente annexe cherche donc à identifier les éléments qui se doivent d'être inclus dans la conception et dans le développement d'une MLC afin qu'elle devienne un outil dé-croissanciste pertinent. En particulier, la première partie traite des questions économiques et cherche à identifier des limites qui doivent être imposées sur la monnaie en elle-même. La deuxième partie se penche plutôt sur l'aspect social de la monnaie afin de déterminer quelques éléments dé-croissancistes auxquels les MLC peuvent contribuer.

### **1. Limites nécessaires**

Plusieurs mesures sont à mettre en place pour que les MLC ne reproduisent pas les dérives des monnaies nationales actuelles (Rezai et Stagl, 2016). Dans un premier temps, les MLC devraient mieux contrôler à la fois les possibilités d'endettement ainsi que les intérêts sur les prêts (Tokic, 2012). Pour ce qui est des limites à mettre sur les dettes, c'est tout d'abord au niveau de leur ampleur qu'il sera nécessaire de mettre en place d'importantes mesures. En effet, en plus de pouvoir éventuellement nuire à ses utilisateurs, un endettement illimité peut poser d'importants problèmes à la MLC elle-même ainsi qu'à sa crédibilité (Douthwaite, 2012). Un autre désavantage de la contraction importante de dettes via la MLC est la réduction de son utilisation. De fait, si les individus peuvent contracter des dettes importantes sans devoir vendre des produits en échange, alors l'utilisation de la monnaie devient peu attrayante, en particulier pour les commerçants — surtout si la convertibilité en dollar est limitée ou impossible (Dittmer, 2013). Pour limiter l'endettement, une limite fixe à ne pas dépasser peut être appliquée, en particulier en deçà d'un certain seuil de fréquence de transactions pour éviter que des individus ne quittent le réseau avec une dette importante. Il peut également être possible d'imposer certains délais de remboursement.

Il serait également souhaitable de limiter les taux d'intérêt pouvant être imposés sur un prêt. Nombreux sont en effet les aspects négatifs liés à l'usure : diminution du bien-être, incitation à la consommation, spéculation et déconnexion entre finance et économie réelle, etc. (Latouche, 2006 ; Martínez-Alier et al., 2010 ; Migchels, 2013 ; Skidelsky, 2014). D'autres aspects viennent en outre s'y ajouter. Tout d'abord, le bris du cercle de l'endettement avec intérêt contribue au renforcement de la

démocratie économique : il retire aux détenteurs du capital le pouvoir économique, psychologique et décisionnel qu'ils détiennent actuellement sur le reste de la population (Johanisova, 2010). En parallèle, la disparition des intérêts élimine l'intérêt de la spéculation : investir son argent dans un projet ou dans un fonds de placement n'étant plus synonyme automatique de profits. Ainsi, les prêts ne seraient plus faits dans une optique d'enrichissement de la part du débiteur, mais bien dans une optique d'amélioration de la société et de l'environnement. Au final, en limitant les investissements, la spéculation et le crédit facile, la mise en place d'une monnaie locale permet également de lutter contre la financiarisation à outrance que vit en ce moment l'économie mondiale (Pineault, 2011, 5 novembre).

Un autre élément qui peut faire qu'une MLC contribue à la décroissance et à la démocratie économique est via l'instauration de mécanismes décourageant l'accumulation de capitaux (Jackson et Victor, 2015). L'accumulation du capital étant l'une des conditions nécessaires pour la croissance économique, il devient donc logique, dans une société dé-croissanciste, de la limiter (Jackson et Victor, 2015 ; Rezai et Stagl, 2016). En outre, un tel découragement est intéressant, car il permet de limiter la création de fortunes personnelles qui donnent, par la suite, à leurs détenteurs une influence économique, sociétale et politique a-démocratique. En faisant diminuer l'intérêt d'accumuler du capital, les MLC misent plutôt sur le financement de type participatif pour permettre la concrétisation des projets les plus importants ; un mécanisme de financement bien plus intéressant, flexible, adapté, démocratique et diversifié que les mécanismes d'investissements classiques accessibles uniquement aux plus nantis. Pour limiter concrètement les fortunes personnelles, il est possible de faire appel à la surestimation ou à faire de la MLC une monnaie fondante (Migchels, 2013, 11 octobre ; MLCQ, 2018a). De cette manière, l'accumulation devient moins intéressante. Cependant, différentes caractéristiques d'une monnaie fondante font en sorte qu'il est nécessaire de bien étudier les réalités locales et les comportements des utilisateurs de la MLC avant d'imposer une fonte périodique (ADML63/Doume, s. d.).

Le dynamisme économique que la non-accumulation du capital permet mène évidemment au risque d'une croissance économique (ADML63/Doume, s. d. ; Patinkin, 2014, 3 juin). Il est clair que les différentes mesures proposées au préalable — concernant par exemple les changements de valeur, la modification des comportements de production ou encore du temps de travail — limitent déjà les dérives d'une MLC. Cependant, il est également possible de mettre certaines mesures en place dès la création des MLC pour renforcer ces mesures et pour empêcher les MLC de détruire les sociétés et les

écosystèmes (Mylondo, 2012). Concrètement, cela peut signifier l'élaboration d'un cahier de charge que devraient respecter les commerçants acceptant la monnaie. Un tel cahier de charge permet d'orienter les pratiques et les valeurs mises en œuvre par les commerçants adhérant à la MLC. Eventuellement, selon la rigidité et le contenu du cahier de charge, l'adhésion d'un commerce à la MLC finit même par avoir la valeur d'un label éthique et environnemental solide et fiable (Eusko, 2018). Une autre mesure qui peut être mise en place est l'élaboration d'un registre des biens et services qui peuvent être échangés entre les utilisateurs de la MLC, à la manière de la « Liste des services offerts dans le Réseau des Accorderies » (L'Accorderie, 2016). Evidemment, autant les cahiers de charge que les listes de services devraient être soumis à d'autres mesures comme un plafonnement pour empêcher l'apparition d'un effet rebond.

## **2. Potentiel à encadrer**

En parallèle de ces limites qui devraient être intégrées à la conception des MLC, la mise en place d'une MLC peut également mener à d'autres améliorations. Cependant, il est important de réaliser que ces dernières ne sont pas forcément automatiques et qu'il est donc nécessaire d'intégrer certaines mesures dans leur conception.

Tout d'abord, il est important, dans la création d'une MLC de mettre en place des mécanismes qui assureront la création de liens de confiance et qui chercheront activement l'intégration de tous les membres de la société. En effet, de nombreux auteurs prétendent que les MLC permettent, par défaut, de stimuler le capital social, d'augmenter les interactions sociales et de renforcer le sentiment d'appartenance (Wheatley, 2006). Certains exemples montrent d'ailleurs l'effet qu'a pu avoir le développement d'une MLC sur le tissu social d'une communauté (Patinkin, 2014, 3 juin). Or, plusieurs études de cas montrent qu'une telle relation n'est pas automatique (Dittmer, 2013). Dans le cadre d'une transition dé-croissanciste, il est important que les réformes et la transition puissent rejoindre une part importante de la population. Il est donc nécessaire de mettre en place les mécanismes adéquats à cet effet. Un de ces mécanismes peut être de promouvoir auprès des commerçants le fait que la circularité est à la base de cet argent et que la coopération finira par leur bénéficier davantage que la compétitivité malsaine qui existe actuellement dans certains secteurs (MLCQ, 2018a ; Patinkin, 2014, 3 juin). Une autre stratégie peut être d'organiser des moments de rencontre entre les différents usagers de la MLC (voir Accorderie (2018) pour des exemples d'activités organisées par les membres de l'Accorderie de Montréal-Nord). Une autre façon de faire qui permet de renforcer le tissu social est en mettant entre les mains de ses usagers la gestion de la MLC. C'est actuellement le mode de

fonctionnement choisir par le BLÉ de Québec dans l'optique de créer les importants liens de confiance qui sont nécessaires pour un fonctionnement optimal de la MLC (MLCQ, 2018c). Finalement, il est important de présenter la MLC comme étant une façon de valoriser des compétences et des savoirs (MLCQ, 2018a ; Patinkin, 2014, 3 juin). Dans certains modèles actuels, c'est le fait que certains membres de la communauté sentent ne rien pouvoir offrir qui est l'un des principaux obstacles à l'utilisation de la MLC comme outil d'intégration sociale (North, 1996). Au travers de ces différents mécanismes, il devient donc possible de faire de la MLC un outil promouvant l'intégration sociale ; une intégration qui finira de toute façon par bénéficier à la MLC.

Un autre avantage des MLC est la réappropriation de certains services locaux. De fait, selon la méthode de taxation mise en place, il devient possible de profiter des transactions faites dans une monnaie locale pour financer des projets locaux (Patinkin, 2014, 3 juin). Ces projets peuvent permettre de soulager l'administration centrale ou de répondre à des besoins plus locaux qui ne seraient pas adressés autrement. Evidemment, au Québec, une réforme légale et une réforme en termes d'administration publique seraient nécessaires pour qu'une telle taxation soit possible. Cependant, vu la façon dont la province parvient à s'accommoder du niveau de taxation municipal, il devrait être possible de mettre en place un système de taxation local, adjoint aux différentes MLC.

En troisième lieu, il est intéressant de se pencher sur le pouvoir d'écolocalisation<sup>44</sup> et de création de circuits courts d'une MLC. En effet, à la base, l'idée que la monnaie soit limitée géographiquement fait paraître comme logique l'idée qu'une MLC stimulerait la production et la consommation locale. De nombreuses MLC se présentent en effet comme génératrice de circuits courts (Eusko, 2018f; MLCQ, 2018c). Cependant, l'influence qu'ont actuellement les MLC à ce niveau semble limitée. De fait, dans plusieurs cas, il est vrai que la généralisation des MLC encourage les individus à consommer plus localement, dans les commerces où leur MLC sera acceptée (Means of Exchange, s.d.). Cependant, l'écolocalisation peut signifier bien plus que cela. Ainsi, pour Dittmer (2013), l'écolocalisation caractériserait surtout les situations où la consommation de produits locaux remplacerait celle de produits importés ; une situation où économiquement, la région locale gagnerait réellement en termes de développement économique au détriment de « l'extérieur ». Il s'agit donc d'une relocalisation

---

<sup>44</sup> L'écolocalisation est la localisation géographiquement réduite des réseaux de production et de consommation dans une optique écologique (Dittmer, 2013). Il peut s'agir alors de questions liées au transport ou alors liées au mode de production. Par exemple, si produire des carottes au Québec permet d'avoir un impact écologique moindre que de les produire aux États-Unis par exemple, il devient écologiquement rentable de les produire localement dans une logique d'écolocalisation.

beaucoup plus profonde et importante de la production et de la consommation ; il s'agit de la création de nouvelles entreprises ou de l'augmentation de la production locale actuelle pour répondre aux demandes en approvisionnement des entreprises et des particuliers. Cela peut mener par exemple à la production d'énergie locale ou à une production industrielle n'utilisant que des matériaux locaux. Dans le contexte québécois où de nombreuses régions sont centrées autour d'une seule industrie, une telle approche pourrait être grandement bénéfique d'un point de vue socio-économique, car elle mènerait forcément à une diversification des activités économiques, rendant les régions plus résilientes économiquement (P. Rondeau, entrevue, 22 juin 2018). Pour qu'une telle transformation de l'économie locale existe, il faut cependant que l'attrait de la MLC soit suffisant pour attirer sur le territoire des entreprises et de l'expertise n'y existant pas déjà. Or, dans ce domaine, le manque de données empiriques empêche de déterminer avec clarté la place que peut jouer une MLC à une telle échelle (Dittmer, 2013). Dittmer, quant à lui, défend l'idée que les MLC ne seraient pas forcément les meilleurs outils pour rapprocher les industries et raccrocher la production aux territoires. En outre, comme l'écrit Latouche (2007, p.119) : « Il faudra du temps pour relocaliser la production, les échanges, les modes de vie ».

Cependant, cela ne signifie pas que les MLC qui seront développées au Québec ne pourraient pas être conçues et encadrées pour faciliter et encourager une telle relocalisation en profondeur. Dans un premier temps, il est surtout nécessaire qu'un nombre important d'entreprises et de consommateurs adhère à la MLC. En outre, il faut qu'il existe une demande de la part des commerçants pour s'approvisionner localement. À ce niveau, limiter la convertibilité des MLC en dollar peut encourager les commerçants à chercher des débouchés et des produits locaux. Évidemment, attirer expertise et entreprises sur le territoire local ne peut pas être la responsabilité des seuls commerçants. Ainsi, la communauté d'utilisateur d'une MLC doit agir de manière collective, dans une optique de démocratie économique, pour attirer activement les activités de production nécessaires et souhaitées au sein du réseau de la MLC. De cette façon, il serait possible d'utiliser les MLC et leur réseau pour modifier durablement les schémas d'approvisionnement et de production.

Finalement, en modifiant la façon dont les MLC sont vues par les communautés qui les utilisent, il est possible de s'occuper d'une dernière critique qui a été adressée aux MLC. La critique est la suivante : certaines MLC, en particulier les banques de temps, ne réussissent pas à intégrer dans leurs cercles d'influence des activités nécessitant de hautes qualifications (docteur, avocat, ingénieur, professeur universitaire, etc.) (Dittmer, 2013). De fait, dans le paradigme actuel, il pourrait sembler illogique par

exemple pour un avocat d'échanger une heure de son travail contre une heure de travail d'un maçon : avec une heure de travail, selon les taux du marché, il pourrait se payer au moins trois ou quatre heures de maçonnerie. Or, une telle situation est totalement en contradiction avec les principes soutenant les MLC et la dé-croissance ; des principes beaucoup plus égalitaires et favorisant la démocratie économique. En introduisant le concept de monnaie locale, il est donc important de soulever à nouveau toute la réflexion concernant les écarts de salaires et les raisons d'être de ces dernières. Il faut donc qu'à ce niveau les comités et les communautés mettant en place des MLC repensent la question des égalités de salaires et intègrent, à la base, quelques-unes des recommandations proposées à la section 2 de l'annexe 3 comme l'intégration des ratios de salaire à l'intérieur des entreprises et la mise en place des salaires maximum.